



LE MONDE *diplomatique*

BRÈVE HISTOIRE
DES RUGBYS

PAR NINA DUPEUX
ET GRÉGORY RZEPSKI

Page 16.

Mensuel - 28 pages

N° 834 - 70^e année. Septembre 2023

MALI, BURKINA FASO, GUINÉE, NIGER

Pourquoi tous ces putschs

« Coup d'État de trop », selon la ministre des affaires étrangères sénégalaise Aïssata Tall Sall, l'intervention des militaires, le 26 juillet dernier à Niamey, suscite une agitation inhabituelle en Afrique et dans le monde. Le Niger est en effet un pays-clé de la lutte contre le djihadisme au Sahel. Mais ce putsch est aussi révélateur d'une évolution du rapport à la démocratie et à l'Occident dans la région.

PAR ANNE-CÉCILE ROBERT

« ÉPIDÉMIE », « contagion »... Le registre médical dit l'angoisse, et un certain désarroi. Car la succession de putschs laisse les commentateurs désarmés : six coups d'État en Afrique sahélienne depuis 2020, dans quatre pays – deux au Mali et au Burkina Faso, un en Guinée et au Niger –, comment penser un tel enchaînement ? Dans les cas maliens et burkinabés, l'expansion du terrorisme ainsi que des tensions politiques larvées ont conduit l'armée à agir. Mais au Niger, le nombre d'attaques djihadistes avait sensiblement diminué au cours des derniers mois. Et Conakry n'affronte pas directement la menace islamiste : les soldats rebelles ont destitué M. Alpha Condé, qui avait usurpé un troisième mandat, inconstitutionnel, en 2021.

Pour le chercheur Yvan Guichaoua, par-delà leurs différences, ces coups d'État seraient « populistes (1) ». Le politologue camerounais Achille Mbembe les qualifie de « néosouve-

rainistes (2) ». Tous les putschistes dénoncent en effet les ingérences étrangères, leur illégitimité autant que leur inefficacité. « Ne compter que sur nous-mêmes », affirmait le capitaine Ibrahim Traoré, président de transition du Burkina Faso, dans un discours le 21 octobre 2022. « Notre peuple a décidé de reprendre son destin en main, et de construire son autonomie avec des partenaires plus fiables », indiquait le colonel Sadio Camara, ministre de la défense du Mali, le 13 août dernier à Moscou. Ni l'influence russe, ni la crise de l'impérialisme français – que pointe, entre autres, l'économiste Ndongo Samba Sylla – n'expliquent cependant à elles seules les événements récents.

(Lire la suite page 6.)

(1) France Culture, 10 août 2023.

(2) Clarisse Juompan-Yakam, « Achille Mbembe : "La critique de la Françafrique est devenue le masque d'une indigence intellectuelle" », *Jeune Afrique*, Paris, 9 août 2023.

REMÈDE AUX INÉGALITÉS OU PRODUIT D'APPEL DU PRIVÉ

Les pédagogies alternatives sauveront-elles l'école ?



INDRA DODI. – « Happy Life » (La vie heureuse), 2022

C'EST un segment. Foisonnant et lucratif. Au cours des dernières années, la promotion des pédagogies dites « alternatives » a rencontré maints succès de librairie. Il y eut *Ces écoles qui rendent nos enfants heureux* en 2012 (Actes Sud, Arles). « Éduquer, écrit Mme Antonella Verdiani, c'est faire du sacré avec l'esprit humain. » Dans un ouvrage exalté, cette ancienne cadre de

l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) enrôle pédagogues et expérimentations au service de son idéal : élever l'âme des enfants. En 2017, il y eut aussi, moins ésotérique, *Les Pédagogies alternatives pour les nuls* (First, Paris), dirigé par la journaliste Catherine Piraud-Rouet. Une mine pour les parents qui veulent le meilleur pour leurs enfants. Montessori, Freinet, Steiner, Decroly : les pages égrenent des noms désormais synonymes de bienveillance, d'éducation au bonheur et à la joie.

Le marché de l'enseignement alternatif est en pleine expansion. À la rentrée 2022, parmi les 1 449 écoles libres non confessionnelles, 120 ouvraient. Les Clés de l'envol à Arzens (Aude), Graines de joie à Châteaugiron (Ille-et-Vilaine), Les Petites Brindilles à Moyeuvre-Grande (Moselle), Les Petits Plus à Lyon... Deux tiers de ces nouvelles institutions recourent à des « pédagogies actives » – l'autre nom des

Les pédagogies dites « alternatives » connaissent un succès croissant. Aux clients des établissements privés, le label offre la promesse d'un apprentissage « bienveillant » ainsi que de nobles raisons de contourner la carte scolaire. Au sein de l'éducation nationale, il permet aux ministères de tenir un discours de « modernisation » sans dépenser le moindre euro. Pourtant, certains des penseurs à l'origine de ce courant visaient l'émancipation des classes populaires.

PAR
LAURENCE DE COCK *

pédagogies alternatives –, 2,8 % sont issues des courants dits « démocratiques », 8,3 % du modèle « écocitoyen ». Et cet essor ne s'observe pas que dans les grandes agglomérations : en septembre de l'année dernière, une création d'établissement sur trois était intervenue dans une commune de moins de deux mille habitants (1).

Les récents confinements ont, semble-t-il, encouragé les parents à se tourner vers des modèles plus propices à des accompagnements personnalisés, plus en prise avec les nouveaux enjeux environnementaux. Les offres alternatives profitent de la crise de l'école publique et de la confusion sur la réalité de leurs pédagogies.

(Lire la suite pages 22 et 23.)

(1) « 120 nouvelles écoles à la rentrée 2022 : une croissance affirmée ! », communiqué de presse de la Fondation pour l'école, 30 août 2022, www.fondationpourlecole.org

Le Poireau du dimanche

PAR BENOÎT BRÉVILLE

PENDANT le creux éditorial des vacances, les médias ont été tenus en haleine par l'histoire terrifiante du *Journal du dimanche*. Bible hebdomadaire de la bourgeoisie libérale, le périodique est réputé pour ses entretiens ministériels complaisants, ses reportages de Bernard-Henri Lévy et sa détestation des mouvements sociaux. En juin dernier, le milliardaire Vincent Bolloré a imposé à sa tête un directeur proche de l'extrême droite. En menant quarante jours de grève, la rédaction a soudain découvert la rudesse du combat social qu'elle qualifiait de « grogne » quand d'autres s'y livraient. Cela n'a pas empêché la réparation, le 6 août, d'un hebdomadaire mis en conformité avec les idées de son nouveau propriétaire, lequel avait appliqué la même recette à la chaîne i-Télé, rebaptisée CNews.

Entre-temps, une grêle de pétitions et de tribunes s'est abattue pour exprimer un attachement sans bornes « à ce journal, à son indépendance, à son goût du récit. (...) À ses valeurs républicaines, totalement opposées à celles de l'extrême droite » (dixit une tribune publiée par *Libération*). Dans *Le Monde*, pas moins de quatre cents « personnalités du monde politique, économique, social, culturel, associatif ou sportif » s'associaient pour dénoncer une « atteinte aux libertés démocratiques ». Parmi elles, l'ancien premier ministre socialiste Lionel Jospin, la maire de Paris Anne Hidalgo, l'eurodéputé macroniste Pascal Canfin, mais aussi le rappeur Joey Starr, la comédienne Sandrine Kiberlain, le cuisinier Yves Camdeborde...

On dit que Dieu se rit des hommes qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes. L'été n'a donc pas manqué d'amusement divin. Longtemps les élites françaises ont encouragé le contrôle des grands moyens d'information par les puissances d'argent, fustigeant comme « populistes » toute critique de ces

liaisons dangereuses. Depuis une dizaine d'années, le ton a changé. Fragilisée par les industries numériques, désarçonnée par l'écartèlement de la pensée dominante entre centrisme libéral et extrême droite conservatrice, la presse traditionnelle fait presque figure d'espèce à protéger. Face à la puissance potentiellement déstabilisatrice de francs-tireurs comme MM. Bolloré, Daniel Kretnisky ou, aux États-Unis, Elon Musk, il convient à la fois de dénoncer la mainmise de certains milliardaires sur les médias et d'écarter toute solution susceptible d'y remédier. Pourtant, soit l'information relève d'un service d'utilité collective et sa production doit échapper au marché, soit elle est une marchandise et nul ne peut alors empêcher qu'elle s'achète et se vende comme une botte de poireaux (1). Ni que le propriétaire d'un journal en détermine la direction éditoriale.

Hostile au tournant de l'hebdomadaire dominical, la ministre de la culture Rima Abdul-Malak a résumé d'un trait d'humour involontaire la quadrature de la raison médiatique : « On ne peut ni contraindre la liberté de la presse, ni contraindre la liberté d'entreprendre (2) » – même si la seconde fait peser une menace mortelle sur la première. Au fond, les indignés de la classe dirigeante ne déplorent pas que la liberté de la presse se réduise à une propriété ; ils s'inquiètent qu'un journal qui les sert puisse échapper à leur contrôle exclusif. Un rachat par M. Bernard Arnault les aurait-il fait broncher ?

(1) Lire Pierre Rimbart, « Projet pour une presse libre », *Le Monde diplomatique*, décembre 2014.

(2) Citée par *La Correspondance de la presse*, Paris, 16 août 2023.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
Également sur www.monde-diplomatique.fr

★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

ÉDITION ABONNÉS
INTERDIT À LA VENTE

COURRIER DES LECTEURS

Longo Mai

L'article « Longo Mai, sur les sentiers de l'utopie » d'Anne Jourdain (août), a suscité plusieurs réactions. Alain Salandre, arrivé sur place six mois après la fondation, rappelle que le projet politique des fondateurs allait bien au-delà de la bonne volonté écologique et autogestionnaire :

Il faut se souvenir du contexte : la guerre de Vietnam et les droits civiques aux USA, le climat d'après 68 en France, la « bande à Baader » en Allemagne, les Brigades rouges en Italie. Comment échapper à la fois à la résignation face à l'injustice et à l'impasse d'une lutte armée qui ne peut déboucher que sur la manipulation policière, la répression et l'échec ? Par des actions ponctuelles bien organisées, en s'appuyant sur les « libéraux » de tous bords. Rémy avait une obsession justifiée par son expérience personnelle des manipulations policières et de la répression étatique. (...) Notre anarchisme était purement intuitif : il n'est pas possible que la société soit obligatoirement « caporalisée » (un mot-clé, toujours des chefs et des exécutants). Il a existé et il existera à nouveau un jour des sociétés libres et égalitaires. Le mythe du nomade libre opposé au paysan de la plaine enchaîné à sa terre...

Dans l'affaire, l'écologie vient après, comme un problème technique qui sera résolu facilement quand les oppressions du capital, du profit et du salariat seront éliminées. On peut bien sûr essayer des débuts de réponses dans les coopératives mais on n'évitera pas la lutte politique. Ce

n'est ni par ignorance ni par erreur que le capitalisme dévaste la planète mais pour des intérêts égoïstes bien compris et ils ne lâcheront pas le morceau simplement après avoir compris que ce n'est pas bien.

De son côté, M. Simon Rodier souligne le sort malheureux de plusieurs coopératives en France :

Il est toujours rafraîchissant et réconfortant de lire des articles sur des aventures coopératives et collectives qui réussissent, qui nous prouvent qu'il est possible de produire autrement que dans un cadre capitaliste. Mais cela ne doit pas nous faire oublier les difficultés rencontrées par bon nombre de coopératives, qu'elles soient sous la forme de société coopérative de production (SCOP) ou de société coopérative d'intérêt collectif (SCIC). Longo Mai est hélas l'arbre qui cache le désert. Ainsi, la SCIC Railcoop, née en 2019, a cessé de faire rouler les trains de marchandises qui circulaient entre Figeac et Toulouse. Et son projet pour relier Lyon à Bordeaux via Guéret et Montluçon va de report en report faute de matériel roulant, de liquidités et de créneaux intéressants proposés par SNCF Réseau. Pourtant Railcoop a rassemblé en trois ans quatorze mille sociétaires, dont des collectivités locales.

Ukraine

Qui est le responsable de la guerre en Ukraine ? M. Jonathan Racine conteste l'affirmation de John Mearsheimer dans l'article « Pourquoi les grandes puissances se font la guerre » (août) selon laquelle l'invasion a été provoquée par les États-Unis et leurs alliés européens :

L'auteur retrace la chronologie du projet d'intégrer l'Ukraine dans l'OTAN et en fait la cause de l'invasion russe. Ne pourrait-on aussi considérer que le peuple ukrainien a, par son vote, témoigné d'une volonté de sortir de l'orbite russe ? On pourra rétorquer qu'un tel raisonnement est naïf puisque faisant référence à un fonctionnement – au moins vaguement – démocratique, alors que l'auteur semble considérer comme le summum de l'analyse « réaliste » de laisser de côté ce genre de considérations (...) Il serait peu « réaliste » d'imaginer qu'une puissance qui se sent lésée ne va absolument rien faire. Mais que cela justifie la formule de l'auteur comme quoi il est alors « incontestable » que les États-Unis ont « provoqué l'invasion » relève du sophisme.

Géographie

L'article « Le livre noir du haricot vert » d'Alain Amariglio (août) inspire à M. Juan Alejo Echeverria le commentaire suivant à propos de la localisation du Mexique et de l'usage du mot « Amérique » :

Dans cet article, le Mexique est décrit comme un pays d'Amérique centrale. Or c'est bien à l'Amérique du Nord qu'il appartient. L'« Amérique centrale » étant, lorsqu'elle n'est pas incluse dans l'Amérique du Nord, comprise entre le nord du Guatemala, (parfois la cordillère néovolcanique au sud du Mexique) et le sud du Panama (jungle du Darién frontalière avec la Colombie). Cette précision ne se veut pas uniquement géographique. En effet, le Mexique étant également un pays d'Amérique latine, la confusion est

presque d'ordre idéologique. Il existerait un Nord anglophone et développé, surplombant un Sud hispanophone et archaïque. Cette confusion se veut renforcée par l'utilisation du terme « Amérique » pour désigner les États-Unis d'Amérique.

Le Mexique serait donc une sous-Amérique, ainsi que tous les autres pays méridionaux en immense majorité latino-américains. Ce rapport colonial est depuis longtemps dénoncé, particulièrement outre-Atlantique. Cependant, pour ajouter à la confusion, nous pouvons également souligner que le Mexique se trouve être un État fédéral. Il peut donc être qualifié d'« États-Unis d'Amérique... du Nord ».

Psychanalyse

M. Richard Monvoisin réfute l'idée selon laquelle la mise en cause de la psychanalyse ne serait qu'une « collection de rancunes personnelles » comme souligné dans l'article « Détruire la psychiatrie publique » d'Emmanuel Venet (juillet) :

La psychanalyse, par son contenu désuet, fraudé, centré sur des cas uniques et non reproduits, en plus d'être abominablement sexiste, homophobe et conservatrice, n'a jamais eu son succès presque exclusivement français du fait de ses résultats thérapeutiques, mais du fait d'une mainmise médiatique de nombreuses fois démontrée.

Maquiller la critique en inventant un storytelling est une technique ancienne et très efficace : aucune preuve d'efficacité ? « On essaie de nous faire taire. » Refus d'ensei-

gner cette théorie obsolète ? « C'est une tentative de mainmise capitaliste sur le soin des seuls symptômes. » On démontre la vacuité des concepts ? « C'est une psy war. »

Allemagne et Autriche

Réagissant aux deux articles historiques « Un plan pour anéantir l'Allemagne » de Pierre Rimbert et « L'Autriche est morte, et l'Europe la regarde » d'Anne Mathieu (août), Mme Anna Falcone suggère d'explorer d'autres épisodes comme l'invasion de la Tchécoslovaquie (1938), qui poussa une partie du commandement militaire allemand à envisager un coup d'État contre Adolf Hitler :

Sur cette période troublée où se joue l'avenir de l'Europe, il pourrait être intéressant de consacrer un jour un article à l'attitude d'une partie du commandement de la Wehrmacht en 1938, confrontée à cette même perspective de l'invasion de la Tchécoslovaquie.

Dans sa gigantesque biographie Hitler (Gallimard, Paris, 1973), Joachim Fest explique qu'un coup d'État avait été fomenté par la Wehrmacht à l'initiative du lieutenant-colonel Hans Oster en cas d'invasion de ce pays. Les tentatives d'alerter Paris et Londres avaient échoué d'autant plus facilement qu'Adolf Hitler avait subjugué les grands de ce monde. À l'officier Ewald von Kleist-Schmenzin, le chef d'état-major allemand Ludwig Beck aurait pourtant assuré : « Rapportez-moi la preuve certaine que l'Angleterre entrera en guerre si la Tchécoslovaquie est attaquée et je mettrai fin à ce régime. » (...) Évoquer l'histoire de certains de ces soldats et officiers conjurés permettrait de mieux connaître ce que fut la résistance interne allemande au régime nazi.



CANARDS ET POULETS

Un article du Washington Post admettant l'échec de la contre-offensive ukrainienne (20 août) a provoqué des centaines de commentaires hostiles de lecteurs que ce journal avait préparés à une victoire rapide de Kiev. Florilège.

« Allons-nous nous comporter comme des poulets effrayés et nous enfuir au premier signe de la bataille acharnée dans laquelle l'Ukraine est engagée ? Se présenter en faiblards tremblants et timides lorsque le combat devient dur et difficile ? Ce n'est pas ce que nous sommes en tant qu'Américains. »

« En plus de tous les ennemis que l'Ukraine doit combattre, elle doit maintenant affronter des articles comme celui-ci, mal informés et égocentriques. Honte au Washington Post de ne pas s'intéresser davantage aux faits. »

« Ce texte aurait pu être écrit par Lavrov [ministre russe des affaires étrangères] – il l'a d'ailleurs probablement été. Honte au Washington Post. »

« S'ils restent convaincus, les Soviétiques continueront à croire qu'ils sont libres de ravager le monde, ce qu'ils feront très certainement. »

« Le WaPo [Washington Post] est-il désormais un organe gouvernemental

chargé de préparer les Américains à l'arrêt du soutien des États-Unis ? Le WaPo est-il en train de jeter l'éponge et de permettre à Poutine de gagner ? Que se passe-t-il ici ? Le WaPo est-il devenu une composante de Fox News ? »

NUQUE

La question était sur toutes les lèvres, The Economist y répond enfin : quelle est la signification politique du « mulet », une coupe de cheveux parfois appelée « nuque longue » ? (17 août).

Cette coupe « business devant, fiesta derrière » jouit d'une longue histoire. À la fin du XVIII^e siècle, Benjamin Franklin (...) aurait utilisé un « skullet » [de skull, qui signifie « crâne », une version du mulet où le haut de la tête est rasé] pour impressionner les investisseurs français. (...) Le chanteur David Bowie a adopté son propre mulet couleur d'or l'année où il a annoncé son homosexualité – la nature androgyne de la coupe traduisait alors un rejet des normes de genre. Jane Fonda, une actrice mal vue à Hollywood pour sa dénonciation de la guerre du Vietnam, en porte un dans une photo de police devenue célèbre. (...) Les dirigeants islamiques de l'Iran ont interdit le mulet pour protéger leur population de la décadence

occidentale. (...) Si la coupe reste à la mode dans les milieux queer, (...) elle fait désormais fureur dans les milieux anticonformistes de droite. Avant qu'il ne se rase le crâne, le chanteur de country Morgan Wallen, connu pour avoir utilisé le mot « nègre », était la fierté de l'Amérique-porteuse-de-mulet.

FOOTBALL ET MIXITÉ

Alors que l'Espagne vient de remporter la Coupe du monde de football féminine, le quotidien suisse Le Temps s'interroge sur l'existence, à l'avenir, d'équipes mixtes de haut niveau (16 août).

Selon une étude menée par l'UEFA [Union des associations européennes de football] en 2021, la mixité dans le football était autorisée dans 54 des 55 associations nationales européennes, souvent avec une limite d'âge variable (dès 12 ans), et une tendance à l'élever plutôt qu'à la baisser (...) La mixité dans les catégories juniors permet donc à plus de joueuses d'accéder au football, et au niveau qui leur correspond. (...) Et chez les adultes ? Il y a une vingtaine d'années, l'équipe italienne de Pérouse avait voulu engager l'attaquante allemande Birgit Prinz, alors que le club masculin de deuxième division mexicaine Atlético Celaya avait fait signer un contrat

pro de deux ans à l'attaquante Maribel Dominguez. Mais la FIFA [Fédération internationale de football association] s'était opposée à ces deux recrutements, statuant que « le football doit maintenir une division claire entre le football masculin et le football féminin ». Sans vraiment d'autres explications. Les choses sont donc claires au niveau pro : la mixité n'est, aujourd'hui, pas autorisée.

NOUVELLE ALLIANCE MILITAIRE ?

Le président américain Joseph Biden a réuni le président sud-coréen Yoon Suk-yeol et le premier ministre japonais Fumio Kishida pour un sommet inédit qui entérine une coopération entre les armées de ces trois pays : une « alliance militaire trilatérale qui ne dit pas son nom », écrit le quotidien sud-coréen Hankyoreh (21 août).

Après le retour de Yoon, le bureau présidentiel a déclaré que le sommet de Camp David « a changé la géopolitique de la région indo-pacifique en huit heures (...). Le sommet trilatéral a doté [les trois pays] de la capacité de répondre aux armes nucléaires et aux missiles nord-coréens, renforçant leur structure de sécurité et leur front de sécurité ».

Informez-vous, abonnez-vous ... et contribuez à l'indépendance du Monde diplomatique

1 AN - 12 NUMÉROS POUR 59 €

Coordonnées : RMD238A09

M. M^{me}

Nom

Prénom

Adresse

Code postal [][][][][]

Ville

Courriel

J'accepte de recevoir des offres du Monde diplomatique : Oui Non

J'accepte de recevoir des offres des partenaires du Monde diplomatique : Oui Non

À renvoyer, accompagné de votre règlement par chèque à l'ordre du Monde diplomatique SA, à l'adresse suivante : Le Monde diplomatique, service abonnements, A 2300, 62066 Arras Cedex 9

Découvrez toutes les offres sur notre site : www.monde-diplomatique.fr/abo ou téléphonez au 03-21-13-04-32 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)



Recevez chaque mois la version imprimée du Monde diplomatique et bénéficiez d'un accès à la version numérique sur tous vos supports.

Un accès inclus aux 24 derniers numéros en version numérique. Les articles en version audio disponibles sur le site et en podcast.

Vous souhaitez réagir à l'un de nos articles : Courrier des lecteurs, 1, av. Stephen-Pichon 75013 Paris ou courrier@monde-diplomatique.fr

Édité par la SA Le Monde diplomatique. Actionnaires : Société éditrice du Monde, Association Gunter Holzmann, Les Amis du Monde diplomatique. 1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris. Tél. : 01-53-94-96-01. Télécopieur : 01-53-94-96-26. Courriel : secretariat@monde-diplomatique.fr. Site Internet : www.monde-diplomatique.fr

Directoire : Benoît BRÉVILLE, président, directeur de la publication. Anne-Cécile ROBERT, directrice adjointe.

Autres membres : Vincent CARON, Élodie COURATIER, Pierre RIMBERT. Conseiller éditorial auprès du directeur de la publication : Serge HALIMI. Conseiller en finance et développement auprès du directeur : Bruno LOMBARD. Secrétaire générale : Anne CALLAIT-CHAVANEL.

Directeur de la rédaction : Benoît BRÉVILLE. Rédacteur en chef : Akram BELKAÏD. Rédaction : Martine BULARD, Philippe DESCAMPS, Renaud LAMBERT, Evelyne PIELLER, Hélène RICHARD, Pierre RIMBERT, Anne-Cécile ROBERT, Grégory RZESPKI. Cartographie : Cécile MARIN. Site Internet : Guillaume BAROU. Conception artistique : Nina HLACER, Boris SEMÉNIAKO (avec la collaboration de Delphine LACROIX pour l'icographie). Archives et données numériques : Suzy GAIDOZ, Maria IERARDI. Mise en pages et photogravure : Jérôme GRILLIÈRE, Patrick PUECH-WILHEM. Correction : Dominique MARTEL, Xavier MONTHEARD.

Directeur commercial et administratif : Vincent CARON. Directrice des relations sociales : Élodie COURATIER. Responsable du contrôle de gestion : Zaïa SAHALI. Administration : Sophie DURAND-NGÔ (9674), Sylvia DUNCKEL (9621), Eleonora FALETTI (9601). Courriel : prenom.nom@monde-diplomatique.fr

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY. Anciens directeurs : François HONTI, Claude JULIEN, Ignacio RAMONET, Serge HALIMI.

Publicité : Hélène FAVERIE (01-57-28-38-03)

Diffusion, mercatique : Brigitte BILLIARD, Saveria COLOSIMO-MORIN, Maureen DECARPIGNY, Sophie GERBAUD, Sabine GUDE, Christiane MONTILLET. Relations marchands de journaux (numéro vert) : 0805-050-147. Service relations abonnés. Depuis la France : 03-21-13-04-32 (non surtaxé) www.monde-diplomatique.fr. Depuis l'étranger : (33) 3-21-13-04-32. Conditions générales de vente : www.monde-diplomatique.fr/cgv

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. © ADAGP, Paris, 2023, pour les œuvres de ses adhérents. Prix au numéro : 5,40 €. Prix de l'abonnement annuel à l'édition imprimée : France métropolitaine : 59 €. Autres destinations : www.monde-diplomatique.fr/abo. Merci à nos acheteurs chez les marchands de journaux de nous signaler toute anomalie au 01-57-28-33-25

Offre réservée aux particuliers jusqu'au 30/09/2024 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Entreprises et étranger : nous consulter. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Le Monde diplomatique, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation Client et d'actions marketing sur ses produits et services. Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales par voie postale du Monde diplomatique. Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales par voie postale des partenaires du Monde diplomatique. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.monde-diplomatique.fr/diplo/rqdp/> ou écrivez à notre délégué à la protection des données : 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou dpo@monde-diplomatique.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL. Pour toute question, contactez notre service clients par courriel : abo@monde-diplomatique.fr ou par téléphone au 03 21 13 04 32 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : <https://boutique.monde-diplomatique.fr/cgv.html>

ALLIANCES À GÉOMÉTRIE VARIABLE

De l'opportunisme en diplomatie

Groupe de pays créé entre 2009 et 2011, les Brics – Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud – viennent d'accueillir six nouveaux membres : l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Éthiopie et l'Iran. Si elle est trop diverse pour proposer une vision commune de l'ordre international, cette alliance illustre la nouvelle géopolitique : celle d'un monde « à la carte ».

PAR PIERRE HAZAN *

LES règles du jeu sont âprement négociées entre un Occident en perte d'hégémonie et ce que l'on nomme un Sud « global » loin d'être unifié. Dans ce dangereux entre-deux, volatil et fluide, les acteurs nouent des alliances ponctuelles alors que les défis planétaires se font plus pressants que jamais (1).

Qui aurait imaginé que l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis s'impliquent dans des échanges de prisonniers entre la Russie et l'Ukraine ? Que les bons offices de la Chine scelleraient le rétablissement des liens entre l'Iran et l'Arabie saoudite (2) ? Le champ de la médiation est en pleine transformation.

Samir Saran, président du centre de réflexion indien Observer Research Foundation, évoque des « partenariats à responsabilité limitée » (3). Il désigne ainsi les arrangements entre des structures (organisations régionales, coalitions et pactes divers) parfois en compétition les unes avec les autres. Ce « minilatéralisme » se présente comme un multilatéralisme au rabais et à géométrie variable, chacun cherchant à tirer son épingle du jeu à court terme. Certes, le monde d'avant était conduit aussi par les intérêts bien compris des États. Mais la relative stabilité de l'environnement international donnait une assise plus forte aux ententes conclues.

Désormais, ici ou là, l'ennemi peut devenir, pour un temps et sur un sujet

donné, un partenaire. Ces accords purement transactionnels ne tiennent qu'aussi longtemps que les parties le jugent opportun. En dépit de la violence des combats, la Russie et l'Ukraine ont signé le 22 juillet 2022 un accord sur l'exportation des céréales, sous la médiation de la Turquie et de l'Organisation des Nations unies (ONU), et l'ont prolongé à deux reprises avant que le Kremlin choisisse de ne pas le reconduire (lire l'article page 11). Moscou – qui a ainsi arbitré entre ses intérêts – a ensuite annoncé des livraisons compensatoires, lors du sommet Russie-Afrique de Saint-Petersbourg en juillet 2023, intégrant dans sa réflexion stratégique l'éventuelle incidence de sa politique sur des populations vivant à des milliers de kilomètres et souvent gouvernées par des régimes amis.

Autre exemple : l'accord sur le tracé de la frontière maritime entre le Liban et Israël en octobre 2022, conclu avec le soutien américain. Les deux pays se sont entendus alors que Beyrouth n'a jamais reconnu Tel-Aviv, que les deux capitales restent même « techniquement » en guerre, et que l'une des principales forces militaro-politiques libanaises, le Hezbollah, affirme toujours sa volonté de détruire Israël. Inversement, le fait que ce mouvement soit qualifié « d'organisation terroriste » par Washington et Tel-Aviv n'a pas davantage posé de problème à ces deux puissances. L'exploitation du gaz en Méditerranée vaut bien un petit effort de souplesse idéologique...

Inversion des rôles

SUR le théâtre de guerre syrien, le pragmatisme l'a également emporté : les Russes ont conclu trois accords informels, avec Israël, les États-Unis et la Turquie, pour éviter des affrontements directs. Une telle entente est sans précédent entre puissances extérieures impliquées dans un conflit. L'armée israélienne peut frapper les forces syriennes et le Hezbollah sans craindre le système de défense anti-aérien russe. En échange de ce privilège, et malgré les pressions de Washington, Tel-Aviv rechigne à adopter des sanctions contre la Russie et ne livre pas d'armes létales à l'Ukraine. Cette économie politique du troc profite aux uns mais peut nuire à d'autres. En septembre 2020, l'administration de M. Donald Trump a facilité la normalisation des relations de certains pays arabes avec Israël, via les accords Abraham. En échange, le Maroc a obtenu la reconnaissance par les États-Unis de sa souveraineté sur le Sahara occidental au mépris de la résolution 690, adoptée le 29 avril 1991 par le Conseil de sécurité de l'ONU, qui appelle à la tenue d'un référendum. Quant aux Palestiniens, ils ont, une nouvelle fois, été passés par pertes et profits...

Ces arrangements sont révélateurs d'un changement de fond : la fin de l'hégémonie occidentale fragilise les institutions internationales et les normes édictées au cours de ces trente dernières années, même si les gouvernements européens et américains étaient loin de toujours les respecter.

Les États africains, qui furent parmi les premiers à ratifier les statuts de la Cour pénale internationale (CPI), maintiennent

des relations normales avec Moscou, malgré l'inculpation de M. Vladimir Poutine pour crimes de guerre. En atteste la représentation de quarante-huit d'entre eux au sommet russo-africain de Saint-Petersbourg en juillet dernier. Le régime sud-africain est allé jusqu'à faire un pied de nez aux Occidentaux, décidant en février 2023, soit précisément une année après le début de l'agression contre l'Ukraine, de mener des manœuvres militaires avec la Russie et la Chine.

De même, la politique de sanctions unilatérales qui consolidait l'emprise de Washington sur le système international marque désormais le pas. Des dirigeants parviennent à redevenir légitimes : quel exemple plus éclatant que le retour de M. Bachar Al-Assad au sein de la Ligue arabe lors du sommet à Djeddah le 18 mai dernier ? Il est désormais persona grata dans le monde arabe, malgré la sanglante répression menée contre une partie de son propre peuple, les centaines de milliers de morts, l'utilisation d'armes chimiques et un pays en ruine. M. Al-Assad a été reçu par M. Mohammed Ben Salman, le premier ministre saoudien, celui-là même que le candidat Joseph Biden avait juré de constituer en « paria (4) » pour avoir commandité le sordide assassinat de l'opposant Jamal Khashoggi. Élu président, M. Biden a dû ravalier sa fierté pour aller, en juillet 2022, supplier – en vain – le tout-puissant prince héritier d'augmenter la production pétrolière de son pays. Reconnaissant l'échec de la politique d'isolement de l'Iran, l'administration américaine cherche désormais un accord informel sur le nucléaire.

Hors du Nord « global », nul n'applique les sanctions contre la Russie (5). Les raisons sont connues : le soutien apporté jadis par l'ex-URSS aux mouvements de

libération nationale, la hausse du prix des céréales qui frappe les plus pauvres et qui – à tort ou à raison – est imputée aux mesures occidentales, et surtout le sentiment d'être victimes innocentes d'un combat lointain. À cela s'ajoutent, pour certains grands pays du Sud, des raisons pragmatiques : bénéficier d'un pétrole russe à bas prix, diversifier leurs sources de fourniture d'armes, renforcer leur position géopolitique. Quelque chose de plus fondamental se joue aussi pour le reste du monde non occidental, à la fois politiquement et symboliquement : ce que les Allemands nomment la *Schadenfreude*, la « joie mauvaise » qu'inspire le malheur des autres. Elle s'exprime ici face à l'Occident, qui se trouve, pour une fois, en position de quémander un soutien international. Une inversion des rôles, où l'habituel donneur de leçons a perdu de sa superbe et même de son arrogance. Et c'est lui, riche et puissant, qui vient aujourd'hui solliciter de la solidarité ; celui qui, depuis des siècles, fixe les normes – quitte à les tordre à son profit – et qui détermine souverainement les valeurs universelles, sanctionnant sélectivement ceux qui les violent.

L'Occident paie pour l'invasion illégale de l'Irak en 2003, pour les interventions militaires au Kosovo en 1999 et en Libye en 2011, pour la débâcle en Afghanistan en 2021, pour le protectionnisme vaccinal en temps de pandémie du Covid-19 et, plus récemment, pour le mépris affiché par l'administration Trump envers le multilatéralisme. In fine, l'Occident subit les conséquences d'une certaine perte d'autorité qu'il a lui-même contribué à miner.

Le ministre des affaires étrangères indien, M. Subrahmanyam Jaishankar, a dit tout haut ce que beaucoup ressentent : « L'Europe doit sortir de l'état d'esprit selon lequel les problèmes de l'Europe sont les problèmes du monde, mais les problèmes du monde ne sont pas les problèmes de l'Europe (6). » Une grande partie des pays du Sud ne veulent plus être sommés de s'aligner sur les États-Unis et le Vieux Continent et se sentent assez forts pour le dire (7). Ce n'est pas encore, comme certains le disent à Washington, « l'Occident contre le reste du monde », formule au parfum colonialiste, le

reste » formant 85 % de la population mondiale, mais, à la conférence sur la sécurité de Munich, en février dernier, ces mêmes pays du Sud ont rappelé leurs priorités : la dette, le climat, l'environnement et les séquelles du passé colonial.

Dans cette « paix froide », les puissances moyennes peuvent faire valoir quelques arguments : la richesse cumulée des puissances économiques dominantes, réunies au sein du G7, est désormais surpassée par celle des seuls Brics (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde et Russie), un club qu'une vingtaine de nations, dont l'Algérie, l'Arabie saoudite, l'Indonésie et le Mexique, souhaitent rejoindre. Mais, si ces pays savent s'unir pour mieux faire entendre leur voix, ils n'offrent pas – du moins pas encore – une vision différente du système international, tant leurs intérêts se révèlent divers et parfois contradictoires.

Dans l'incertitude, le principe de précaution prévaut sous sa forme la plus élémentaire : chacun s'arme et vite. Les dépenses militaires mondiales viennent d'atteindre un nouveau record en 2022 : 2240 milliards de dollars, soit + 3,7 % en termes réels par rapport à 2021 en raison de l'augmentation des dépenses européennes sans précédent depuis au moins trente ans (8). Les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, le Japon et la Corée du Sud figurent parmi les dix États qui investissent le plus au monde dans le militaire. Le Japon entend doubler son budget de la défense dans les cinq prochaines années.

Pourtant, ni le pragmatisme du minilatéralisme, ni cette course aux armements ne sont de la moindre utilité pour relever les défis globaux. Il s'agit de bâtir une nouvelle architecture de sécurité internationale, de réduire des inégalités sources de tension et de violence et d'affronter la transition climatique avec plus de trois milliards de personnes qui vivent dans des régions hautement vulnérables.

Sur les décombres de la seconde guerre mondiale, les gouvernements étaient parvenus à créer les Nations unies dirigées par un directoire des grandes puissances d'alors. Aujourd'hui, il faudrait faire preuve de créativité pour élaborer de

nouvelles règles du jeu planétaires qui reflètent l'évolution du contexte international. Ces nouveaux principes passeront-ils par un rôle accru de l'Assemblée générale des Nations unies face au Conseil de sécurité ? Ou par des alliances entre les gouvernements et les populations. Sans doute tout cela à la fois et d'autres formes encore.

(1) Lire John Mearsheimer, « Pourquoi les grandes puissances se font la guerre », *Le Monde diplomatique*, août 2023.

(2) Maria Fantappie et Vali Nasr, « A new order in the Middle East? », *Foreign Affairs*, New York, 22 mars 2023. Lire aussi Akram Belkaid et Martine Bulard, « Pékin, faiseur de paix? », *Le Monde diplomatique*, avril 2023.

(3) Samir Saran, « The new world – shaped by self-interest », *The Indian Express*, Noida (Inde), 23 mai 2023.

(4) David E. Sanger, « Candidate Biden called Saudi Arabia a "pariah". He now has to deal with it », *The New York Times*, 26 février 2021.

(5) Lire Alain Gresh, « Quand le Sud refuse de s'aligner sur l'Occident en Ukraine », *Le Monde diplomatique*, mai 2022.

(6) « Explained : What Jaishankar said about Europe, why Germany chancellor praises him », *OutlookIndia.com*, 20 février 2023.

(7) Lire Anne-Cécile Robert, « La guerre en Ukraine vue d'Afrique », *Le Monde diplomatique*, février 2023.

(8) « World military expenditure reaches new record high as European spending surges », *Stockholm International Peace Research Institute*, 24 avril 2023, www.sipri.org

* Conseiller senior auprès du Centre pour le dialogue humanitaire, Genève. Auteur de *Négocier avec le diable, la médiation dans les conflits armés*, Textuel, Paris, 2022.



GLENN KAINO. – « One Crisis at a Time (K MATTERS, D OUR RIGHTS) » (Une crise à la fois), 2020

© GLENN KAINO - COURTESY PACE GALLERY, LONDRES, GENÈVE, HONGKONG

MONDE
diplomatique

ACCÈS
ILLIMITÉ

9€
pour 5 jours

Toutes les archives
du journal
depuis sa création

www.monde-diplomatique.fr/5j

Singapour, l'envers



© SUSAN MEISELAS/MAGNUM PHOTOS

SUSAN MEISELAS. – Mina, 27 ans, à quelques jours de la fin de son deuxième contrat, envisage de retourner auprès de son mari et de son enfant en Indonésie, Singapour, 2006

Longtemps, Singapour a fait figure de modèle de prospérité et de stabilité, inspirant la Chine. Mais la cité, qui a élu un nouveau président de la République – un poste en partie honorifique – le 1^{er} septembre, connaît des ratés : migrants maltraités, hausse du coût de la vie... Le mécontentement populaire inquiète le premier ministre, aux pouvoirs tentaculaires et à la tête du pays depuis près de vingt ans.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE MARTINE BULARD

NTUC. Les lettres rouges au sommet de la tour de verre et d'acier – plutôt banale dans l'univers créatif des gratte-ciel de Singapour – indiquent où se trouve le seul syndicat du pays, National Trades Union Congress. «*Le bâtiment nous a été donné par Lee Kuan Yew [le père de l'indépendance], explique fièrement son secrétaire général Patrick Tay. Il voulait que les travailleurs aient une vraie place. À l'époque, il n'y avait pratiquement rien autour.*» Un cadeau du gouvernement qui avait planifié la création d'un centre financier et touristique, ultrachic, Marina Bay, mêlant allègrement secteurs public et privé afin d'accueillir multinationales et hôtels somptueux, tel le célèbre Marina Bay Sands, érigé en 2010 : trois palaces de cinquante-cinq étages surmontés d'une piscine de la hauteur de deux cents mètres de hauteur, un centre commercial de luxe au rez-de-chaussée ainsi qu'un immense casino pour employés en mal de décompression et Chinois du continent lassés de Macao.

L'«immeuble NTUC» trône donc en bonne compagnie et abrite tout aussi bien les bureaux d'entreprises comme Samsung que des agences gouvernementales. M. Tay, la cinquantaine dynamique, nous y reçoit au neuvième étage, arrivant essoufflé de l'Assemblée nationale. Car le secrétaire général du syndicat est aussi député du tout-puissant Parti d'action populaire (PAP). Il n'y voit aucune contre-indication, pas même une contradiction. «*Cela permet de porter la parole des travailleurs au Parlement. Et je suis heureux en tant que législateur d'élaborer des changements en leur faveur.*» Au contraire, l'idée même d'un syndicat contre-pouvoir le fait frémir. «*Notre mission est d'éviter l'escalade, et pour cela il y a un processus de consultation. C'est ce qui apporte la stabilité à laquelle aspire la population.*» Patrons, chefs syndicaux, politiciens, hauts fonctionnaires voire ministres cohabitent et, parfois même, passent d'une fonction à l'autre dans un joyeux méli-mélo.

Ainsi vont les relations sociales et politiques à Singapour. Un mariage à trois – État, employeurs, (représentants des) travailleurs – qui fonctionne depuis l'indépendance en 1965, avec d'autant plus de succès que tous les obstacles ont été éliminés et que les liens du trio sont étroits, pour ne pas dire

incestueux. Ils forment «*une élite qui s'est approprié*» le pouvoir, comme le montre le fin connaisseur de la cité-État, Michael D. Barr (1), citant un discours de Lee Kuan Yew de 1966 : «*La survie de Singapour dépend de cent cinquante personnes.*» On n'a pas fait le décompte des familles qui tiennent l'île. Ce qui est sûr, c'est que dès 1963 Lee avait éliminé la branche progressiste du PAP et ses sympathisants (cent vingt arrestations). Nom de code de l'opération : «*Coldstore*». Un quart de siècle plus tard, en 1988, il récidivait. L'opération «*Spectrum*» visera une vingtaine de personnalités (militants politiques, syndicalistes, avocats, étudiants, intellectuels...) accusées de «*conspiration marxiste*». Aujourd'hui encore, il reste quasiment impossible d'évoquer ces périodes. La projection en salles de *To Singapore, With Love* (2013), de la réalisatrice Tan Pin Pin, saluée par ses pairs, qui interroge des exilés politiques (de toutes les époques), a été interdite pour prévenir une «*atteinte à la sûreté nationale*». En 2015, le dessinateur et écrivain Sonny Liew, qui dans un magnifique ouvrage a raconté le destin de Charlie Chan Hock Chye (2), une façon de revoir l'histoire officielle, n'a pas connu pareille censure. Mais son éditeur a dû rembourser l'avance traditionnelle du Centre national des arts – ce qui aurait pu le mettre en difficulté.

Un petit point rouge sur la carte du monde

En plus de soixante-dix ans, Singapour n'a connu que trois premiers ministres, dont Lee Kuan Yew et son fils Lee Hsien Loong, en poste depuis 2004 et qui promet de démissionner bientôt, tournant la page de la dynastie. Mais son départ se fait attendre. Bien avant que l'expression – et la réalité – se banalise ailleurs dans le monde, Singapour instaurait ainsi une «*démocratie illibérale*», qui perdure : le droit de vote existe, mais les partis d'opposition sont corsetés ; le droit de grève est inscrit dans la Constitution mais impossible à exercer – celle des chauffeurs de bus, en 2012, la dernière en date, a été déclarée illégale, entraînant l'arrestation des leaders. Pour autant, le système n'est guère contesté par la population. D'une part, «*nous vivons toujours avec le sentiment que nous devons nous battre pour la survie*», assure

M. Wei Chen Tan, ancien haut fonctionnaire d'origine chinoise qui tient à préciser que sa famille est arrivée au début du siècle dernier et «*ne ressemble pas aux Chinois du continent*». La peur de l'immigré, y compris des grosses fortunes venant de Pékin, de Shanghai ou de Hongkong, imprègne largement les couches aisées.

D'autre part, le pouvoir n'est pas que répressif, souligne Stéphane Le Queux, professeur de relations professionnelles à l'université James-Cook, à Singapour : «*Il apporte le bien-être. L'État, le syndicat et le patronat se retrouvent autour d'un objectif commun : garantir la paix sociale et la croissance économique.*» De fait, ce «*petit point rouge sur la carte du monde*», selon l'expression méprisante d'un ex-président indonésien (Bacharuddin Jusuf Habibie), est devenu dans les années 1970-1980 l'un des quatre «*dragons*» asiatiques – avec la Corée du Sud, Hongkong, alors sous contrôle britannique, et Taïwan –, qui ne brillaient guère pour le respect des droits humains mais faisaient le bonheur des multinationales inondant la planète de leurs produits bas de gamme. Modèle pour Pékin, dans la décennie suivante, Singapour a bâti une économie tournée vers l'exportation en utilisant une main-d'œuvre formée et docile dont le niveau de vie grimpera, et qu'elle remplacera plus tard par des immigrés.

«*Quand la Chine s'est ouverte, Lee Kuan Yew a tout de suite compris qu'il devait orienter la croissance vers des productions à plus haute technologie et utiliser l'emplacement géographique de Singapour pour devenir un centre incontournable*», explique M. Wei Chen Tan, qui ne cache pas son admiration pour le «*père de la nation*», en raison de sa vision de l'avenir et de son choix de miser sur l'éducation. Il oublie de préciser que Singapour a très tôt pris des allures de paradis fiscal pour attirer les investissements étrangers (près de 200 milliards de dollars américains en 2022) et devenir la première place financière de la planète depuis l'an dernier. On la qualifie même de «*petite Suisse*», elle inspire Dubaï. Désormais, près de la moitié des grands groupes asiatiques y possèdent leurs bureaux. La rumeur publique – qu'aucun officiel n'a voulu confirmer – soutient que nombre de sociétés étrangères implantées à Hongkong y auraient transféré leurs actifs. En tout cas, les gestionnaires de fortunes (chinoises ou hongkongaises), les *family offices*, n'ont jamais été aussi nombreux : sept cents en 2021, selon l'Autorité monétaire de Singapour. Trois ans plus tôt, on en dénombrait une poignée.

La cité-État ne saurait toutefois se réduire à la finance, la banque et l'assurance. À la pointe du détroit de Malacca et au cœur de l'effervescente Asie du Sud-Est, elle s'est transformée en plateforme commerciale et industrielle, notamment grâce au deuxième plus grand port à conteneurs du monde (derrière Shanghai) (3). La construction d'un autre – gigantesque, entièrement automatisé, regroupant et étendant les activités portuaires actuelles, en gagnant sur la mer à Tuas, dans l'ouest de l'île, avec du sable acheté aux pays alentour – doit permettre à Singapour de rester dans la course. L'activité industrielle (raffineries, chimie, électronique...) devrait

suivre le déménagement, les technologies nouvelles, quant à elles, étant principalement implantées au sud et à l'est. Les deux secteurs représentent actuellement près du quart du produit intérieur brut (17 % pour la France, par exemple), selon la Banque mondiale. Ce n'est pas anecdotique.

Au total, l'État autoritaire (qui planifie et finance le développement), les multinationales (qui y trouvent leur intérêt) et les syndicats (qui cherchent le consensus) ont porté le pays vers les cimes. Le revenu par habitant figure parmi les plus élevés du monde : 77 000 dollars (juste derrière un autre paradis fiscal, le Luxembourg). Tout paraît donc aller pour le mieux dans cette île de près de 5,5 millions d'habitants, grande comme Paris et sa petite couronne (729 kilomètres carrés). Enfin... pour ceux qui ont la nationalité singapourienne et pour les résidents permanents, soit les deux tiers de la population, les seuls à être pris en compte dans les statistiques (et dans la plupart des programmes sociaux). Les autres, les immigrés, n'existent pas. Pourtant, ils font tourner le pays, représentant 40 % de la population active!

Les entreprises, les universités, les laboratoires, l'administration les choisissent au gré de leurs besoins, et les heureux élus reçoivent alors un papier, indispensable pour rester de deux à cinq ans, voire plus, selon une hiérarchie fort rigide. En haut du panier, les étrangers hautement qualifiés, qui disposent d'un «*Employment Pass*» (E. Pass dans la vie courante); juste en dessous, ceux qui ont un diplôme technique, les S. Pass (Skilled Pass). Les uns comme les autres ne peuvent être embauchés qu'avec une rémunération leur permettant d'appartenir au tiers des salariés les mieux payés de leur branche, «*pour éviter le dumping social*», précise le ministère de la main-d'œuvre. Ils peuvent s'installer avec leur famille, s'ils en ont les moyens car les loyers sont chers : un jeune chercheur australien nous indique qu'il paye environ 10 000 dollars singapouriens (6 700 euros) par mois pour un cinq-pièces situé en périphérie. Ensemble, ces immigrés plutôt choyés forment environ 10 % de la population active.

« L'être humain coûte moins que le désherbant »

Les 30 % restants constituent l'armée des non-qualifiés, les «*work permit holders*» (WPH), comme on les désigne, qui vivent dans des conditions misérables. Ce que dénoncent quelques avocats, des militants des droits humains et des associations comme TWC2, pour «*transient workers count too*» («*les travailleurs de passage comptent aussi*»), codirigé par M. Alex Au, cadre retraité, qui nous accueille dans ses modestes locaux aux confins du quartier indien. Il décrit l'enfer vécu par ces travailleurs, sans salaire minimum, dont le principe n'existe pas dans la cité-État, sans possibilité de faire venir leur famille ni même de se marier avec un Singapourien – c'est strictement interdit (4). La grande majorité est employée dans le bâtiment, les chantiers navals, l'industrie chimique et pétrolière, le nettoyage ainsi que dans les emplois subalternes des cafés, restaurants, hôtels. Venant de Birmanie, de Chine, de Malaisie, des Philippines ou du Bangladesh, ils effectuent un nombre colossal d'heures supplémentaires le plus souvent gratuitement, travaillent sept jours sur sept, bien qu'une journée de repos soit obligatoire. Mais la loi, astucieuse, permet à l'employeur «*de supprimer ce jour ou de réduire le salaire d'un employé si celui-ci est d'accord. Mais s'il ne l'est pas, il perd son emploi et est expulsé*», précise M. Au. *Comme si travailler migrant et patron étaient à égalité.*

Non seulement ces travailleurs occupent des emplois pénibles, sous-payés, mais ils sont parqués dans des baraquements-dortoirs, parfois alignés sur des centaines de mètres et encadrés de barbelés, comme dans une partie du centre de Tuas, à une bonne demi-heure de bus et de marche après le terminus de la ligne de métro. L'hébergement (si l'on peut dire) est fourni par l'employeur. Que le salarié quitte son emploi et il se retrouve à la rue, donc expulsable de Singapour. Le plus fréquemment, des camionnettes, ouvertes à la pluie comme au soleil de plomb, les transportent jusqu'à leur travail où ils s'activent sur les chantiers, les bordures des routes ou les parvis des immeubles dont pas une herbe folle ne doit dépasser. «*L'être humain coûte moins que le désherbant*», résume Stéphane Le Queux. On les voit dormir à même le sol, à l'ombre s'ils le peuvent, le temps de la pause déjeuner, ou assis sur

(1) Michael D. Barr, *The Ruling Elite of Singapore: Networks of Power and Influence*, I.B. Tauris, Londres, 2014.

(2) Sonny Liew, *Charlie Chan Hock Chye, une vie dessinée*, Urban Comics, Paris, 2017.

(3) Lire Philippe Revelli, «*Triangle de croissance ou triangle des inégalités*», *Le Monde diplomatique*, juillet 2016.

(4) Des témoignages sont à consulter sur le site de TWC2, <https://twc2.org.sg>

UNE MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE QUI SOUFFRE »

d'un décor futuriste



SUSAN MEISELAS. – Plusieurs centres commerciaux abritent des agences qui organisent l'immigration du personnel de ménage, Singapour, 2006

leurs talons, à attendre le soir tard que le chauffeur vienne les « ramasser ». Pour la très grande majorité des Singapouriens, rien d'anormal. D'ailleurs, toute famille qui se respecte emploie au moins une *helper*, une domestique : des jeunes Philippines, Birmanes, Malaisiennes ou Chinoises qui vivent à demeure, sans horaires fixes, corvéables à merci, et parfois littéralement maltraitées. « Après des années de lutte, témoigne M. Au, nous avons obtenu que ces "petites bonnes" disposent une fois par mois d'un jour de congé non négociable. » Un jour par mois !

En fait, « notre modèle se résume facilement, assure-t-il. Nous sommes riches, non parce que nous avons une haute productivité, mais parce que nous avons une main-d'œuvre étrangère qui souffre et qui est mal payée ». Et d'expliquer : « Quand Singapour a voulu monter en gamme sa production pour faire face à la concurrence chinoise, elle s'est heurtée à celle du Japon. Pour parvenir à un coût salarial faible tout en misant sur les hautes technologies, elle a choisi ce recours à l'immigration, de façon que les Singapouriens, hommes et femmes, puissent travailler et bien vivre, en étant déchargés des tâches domestiques. » Mis à part quelques militants et organisations non gouvernementales (ONG), ce système dual est accepté par tout le monde. NTUC assure s'en préoccuper et son bilan annuel préfacé par le premier ministre en personne signale le cas d'un salarié ayant obtenu le paiement d'heures supplémentaires et d'un autre ayant réussi à élever son niveau de qualification. C'est tout ou presque. Les deux partis d'opposition n'en font pas leur cheval de bataille, c'est le moins que l'on puisse dire : le Parti progressiste de Singapour (PSP), qui n'a que deux députés au statut à part (5), estime juste que l'« on devrait accueillir correctement ceux que l'on fait venir », selon les mots de son fondateur, le docteur Tan Cheng Bock. Le Parti des travailleurs (WP) dispose de dix députés – du jamais-vu depuis 1965. Il se fait plutôt le porte-parole de jeunes Singapouriens inquiets que des étrangers moyennement ou très qualifiés trustent les bons emplois. Telle cette jeune employée de banque, mécontente de sa place dans l'entreprise, estimant que « ces immigrés nous prennent notre boulot ».

« L'afflux d'étrangers doit créer des avantages tangibles aux Singapouriens », a déclaré le chef de file du WP à l'Assemblée nationale, M. Pritam Singh, le 21 avril 2022. Quelques jours plus tôt, il avait réclamé que « seuls les étrangers ayant réussi un test d'anglais » puissent obtenir un statut de résident permanent ou une naturalisation. La revendication a quand même fait polémique, dans ce pays qui compte quatre langues officielles – l'anglais, le mandarin, le malais et le tamoul – et qui tient à la

des deux suivantes. Toutefois, un examen ultra-sélectif, le Primary School Leaving Examination (PSLE), sanctionne le tout. À 12 ans, les enfants doivent obtenir un score élevé à ce « test » afin d'aller dans les bons collèges, pour accéder aux bonnes universités, et plus tard accaparer les meilleurs emplois. Ceux qui obtiennent un résultat moyen se contenteront des écoles polytechniques. Quant aux autres...

Inutile de dire que la pression sur les élèves est forte, « insensée » même, selon un parent. Certains craignent que leur enfant finisse par se suicider – non sans raison : en 2022, 125 jeunes (âgés de 10 à 29 ans) ont mis fin à leur jour (7). De fait, « l'école est un enfer pour les enfants qui risquent de ne pas avoir de bons résultats au PSLE, témoigne une jeune institutrice filmée par la réalisatrice Yong Shu Ling (8). Je ne peux pas changer le mode de calcul, mais je peux redonner le goût d'apprendre ». Précisément, ces formes d'enseignement hypersélectives tuent toute soif de découverte et la créativité dont les nouvelles technologies ont besoin, tout comme la culture.



stabilité de la part de chaque ethnie (« race » comme on dit ici), soit 74,3 % de Singapouriens d'origine chinoise, 13,6 % d'origine malaise, 8,9 % d'origine indienne et 3,2 % « autres » dont les métis.

« Une mauvaise maîtrise de l'anglais rend-elle certains d'entre nous moins Singapouriens ? », se sont interrogés dans une tribune deux chercheurs, Mathew Mathews et Melvin Tay (6). Si les milieux aisés et instruits pratiquent un anglais parfait, le commun des habitants parle « singlish ». Longtemps interdit dans les journaux, les publicités et à la télévision (où chaque communauté a sa chaîne), ce dialecte historique plus chantant, qui mélange les quatre langues, est revenu dans l'espace public. Mais le débat lancé par M. Singh a eu d'autant plus d'écho que l'anglais tend à devenir un moyen de sélection, alors que la concurrence entre Singapouriens se fait de plus en plus vive.

Cela commence dès l'école, avec le fameux « modèle Singapourien » tant vanté en Occident pour ses capacités inclusives. Il consacre les deux premières années de primaire à l'apprentissage de l'anglais (lecture et écriture), des mathématiques et d'une langue maternelle (au choix), et il introduit les sciences et les activités extrascolaires au cours

De plus, elles reproduisent les inégalités « de classe et de race », selon cette expression surprenante dans la bouche d'une dirigeante malaise de start-up, la trentaine branchée, foulard sur la tête, à l'aise pour discuter mais réclamant néanmoins l'anonymat. Elle explique que, pour obtenir de bons résultats, il faut parler un anglais parfait à la maison et surtout prendre des cours particuliers dans des écoles privées dont les tarifs grimpent en fonction de leur taux de réussite au PSLE. Ses parents petits commerçants, « ni riches ni pauvres », se sont saignés aux quatre veines pour qu'elle réussisse. Le célèbre historien Thum Ping Tjin, dit PJ Thum, militant contre les injustices, souligne que les 20 % des familles les plus riches consacrent près de quatre fois plus d'argent à l'éducation de leurs enfants que les ménages du bas de l'échelle (9). De plus, 59,2 % des Singapouriens d'origine chinoise de 20 à 39 ans sont pourvus d'un diplôme universitaire, contre seulement 16,5 % de ceux d'origine malaise (10).

Officiellement, il n'y a aucune discrimination, chacun est traité à égalité. Il y a certes des quartiers identitaires – Little India, China Town, Kampung Glam (quartier musulman) –, mais ils servent surtout à se retrouver et à faire les courses, plus qu'à vivre entre soi. Ici, les quatre cinquièmes des habitants possèdent leur appartement ou plus exactement un droit d'usage de quatre-vingt-dix-neuf ans, le plus souvent dans de grands ensembles de logements publics, qui doivent obligatoirement accueillir chaque communauté à proportion de son poids dans le pays : 74,3 % de Chinois, 13,6 % de Malais, etc. Il n'existe donc pas de ghetto dans l'île. Il n'empêche que certains sont plus égaux que d'autres...

Percevant l'inquiétude qui monte dans les couches moyennes jusqu'alors relativement protégées et conscient que l'autoritarisme n'a pas forcément un grand avenir, le vice-premier ministre et futur premier ministre désigné, M. Lawrence Wong, a lancé une plate-forme de concertation, « Forward Singapore », en juin 2022, pour un an. Il ne prend pas de gants : « Les étudiants, déclare-t-il, se sentent enfermés dans un système où les enjeux sont élevés dès le plus jeune âge, tandis que les diplômés et les travailleurs sont inquiets pour leur carrière et exclus du marché immobilier (11). » Pour les jeunes, acheter leur logement comme l'avaient fait leurs parents devient en effet mission impossible, et il est fréquent qu'ils restent dans la famille, même une fois

mariés. Alors que la richesse s'étale (la moitié des résidents Singapouriens appartient aux 10 % des plus riches de la planète [12]), le vice-premier ministre formule le souhait que « le succès soit moins lié au pot d'or accumulé au bout de la route, mais plus à notre sens du devoir et de l'accomplissement de soi tout au long du chemin ». Et d'avertir : « Si notre pacte social échoue, une grande partie des Singapouriens finiront par se sentir éloignés du reste de la société, pensant que le système n'est pas de leur côté. »

Ce « pacte », mélange de valeurs confucéennes plus ou moins instrumentalisées (respect de la hiérarchie, obéissance, justice...) et de valeurs occidentales plus ou moins arrangées, fait déjà l'objet d'interrogations. En témoignent les législatives de 2020 : malgré un découpage sur mesure des circonscriptions, un accès aux médias fort réduit pour l'opposition et une campagne ultracourte de neuf jours, le parti au pouvoir a réalisé l'un des plus mauvais scores de son histoire, même s'il garde une majorité à faire rêver n'importe quel dirigeant (83 députés contre 12 à l'opposition). Le futur premier ministre en tirerait-il vraiment les leçons ? Rien n'est moins sûr (13). Le débat public, considéré comme une menace potentielle contre la stabilité, reste encadré, y compris sur les questions environnementales.

Quinze exécutions au nom de la lutte contre la drogue

Le tracé de la huitième ligne de métro, la Cross Island, qui nécessite de creuser sous la plus grande réserve naturelle de l'île et de défricher trois hectares de terrain, a été contesté. Le ministère des transports a mis en avant la réduction du temps de trajet d'environ six minutes et promis une baisse du prix du trajet de 15 %. La ligne est en construction. Celle du casino de Marina Bay avait été tout autant discutée, avec le même succès, rappelle Caroline Wong, vice-doyenne de l'enseignement de l'université James-Cook, qui peut raconter Singapour dans ses moindres recoins : « Au nom du bien commun, assimilé à des justifications économiques (attirer des touristes, créer des emplois, offrir plus de divertissement...), les voix contestataires et les opinions divergentes sont ignorées. La qualité de vie des gens ne peut être seulement assimilée à la croissance. »

Pour l'heure, le gouvernement muselle les controverses. Il dispose d'un arsenal lui permettant de nommer directement les membres des conseils d'administration et les rédactions en chef des grands médias. Singapour occupe la 129^e place sur 180 dans le classement de Reporters sans frontières sur la liberté de la presse. L'an dernier, par exemple, Terry Xu et Daniel de Costa – respectivement directeur de publication et rédacteur du site d'information The Online Citizen, fermé quelques mois plus tôt – ont été condamnés à trois semaines d'emprisonnement.

La loi sur la protection contre les mensonges et la manipulation de 2019 achève le dispositif. Désormais, toute interprétation d'un fait déplaisante pour le pouvoir peut être considérée comme un « mensonge ». Les sanctions tombent. Singulièrement sur les militants contre la peine de mort. Au nom de la lutte contre la drogue, depuis mars 2022, quinze personnes ont été exécutées, au terme de procès rarement équitables. Les défenseurs des droits humains qui se mobilisent avec courage font l'objet de harcèlements divers : surveillance, convocation à la police, site censuré. Certes Singapour n'est pas Pékin. Mais un intellectuel comme PJ Thum, pourtant connu et apprécié, nous a précisé qu'il s'était finalement exilé tout en continuant à intervenir sur le site combatif New Naratif : « C'était devenu trop dur. »

MARTINE BULARD.

Transition mouvementée

ALORS que l'actuel premier ministre, en poste depuis dix-neuf ans, M. Lee Hsien Loong, a annoncé son intention de se retirer, le transfert du pouvoir vers la nouvelle génération connaît bien des turbulences. En juillet dernier, le premier ministre a exigé la démission du ministre des transports Subramaniam Iswaran, qui fait l'objet d'investigations de la part du bureau d'enquête sur les pratiques de corruption, tout comme le milliardaire Ong Beng Seng. C'est la première fois depuis trente-sept ans qu'un ministre est ainsi mis en cause. Quelques semaines plus tôt, le ministre des affaires étrangères et celui de l'intérieur et de la justice étaient également suspectés en raison des rénovations coûteuses de leurs maisons. Ils ont été innocentés mais les images de leurs luxueuses habitations ont suscité l'indignation. Pour ajouter aux scandales qui secouent le Parti d'action populaire (PAP), le président de l'Assemblée nationale a dû démissionner après avoir traité un député de l'opposition réclamant la création d'un salaire minimum de « putain de populiste » – il marmonnait mais tout le monde l'a entendu.

De plus, pour pouvoir se présenter à l'élection présidentielle de septembre 2023, M. Tharman Shanmugaratnam, un des poids lourds du PAP et du gouvernement, a démissionné de ses fonctions. Le président de la République n'a qu'un rôle honorifique – sauf pour la nomination à des postes-clés de l'administration publique. Cela lui donne les moyens de peser sur le successeur pressenti du premier ministre, M. Lawrence Wong, dont la désignation, laborieuse, procède d'un choix par défaut. Si le résultat de ce scrutin fort bien ficelé ne va pas bouleverser le pouvoir, les législatives qui doivent avoir lieu au plus tard le 23 novembre 2025 et qui détermineront le futur dirigeant de Singapour risquent d'être un peu plus mouvementées.

M. B.

(5) Les députés sont élus selon un système combinant scrutins nominal et de liste. Des sièges sont attribués aux « meilleurs perdants ».

(6) Mathew Mathews et Melvin Tay, « Must you speak English to qualify as Singapore PR or new citizen », *The Straits Times*, Singapour, 4 mars 2023.

(7) Gabrielle Chan, « 476 suicides reported in Singapore in 2022, 98 more than in 2021 », *The Straits Times*, 6 juillet 2023.

(8) Yong Shu Ling, *Unteachable*, 2019.

(9) Thum Ping Tjin, « Explainer : Inequality in Singapore », *New Naratif*, 28 avril 2023, <https://newnaratif.com>

(10) Département des statistiques de Singapour, 2023, www.singstat.gov.sg

(11) « Lawrence Wong launches "Forward S'pore" to set out road map for a society that "benefits many, not a few" », *The Straits Times*, 28 juin 2022.

(12) « 2019 Global Wealth Report », Credit Suisse, 2020, www.credit-suisse.com

(13) Éric Frécon, « Singapour. Des politiques et des efforts de transition, d'ajustements... ou de façade ? », dans Gabriel Facal et Jérôme Samuel (sous la dir. de), *L'Asie du Sud-Est 2023. Bilan, enjeux et perspectives*, Irasec, Bangkok, 2023.

Pourquoi tous ces putschs

(Suite de la première page.)

La succession de coups d'État au Sahel met surtout en évidence la fin de deux séquences : celle des dix dernières années, au cours desquelles la gestion de la crise sécuritaire qui ravage la sous-région était internationalisée sous la houlette de la France et des Nations unies – les États sahéliens « *reprennent l'initiative* », constate Jean-Hervé Jézéquel, directeur Sahel de l'International Crisis Group ; et celle, plus longue, de démocratisation, ouverte en 1991 par la fin de la guerre froide. Un véritable « *reflux autoritaire* », selon les termes du politiste sénégalais Gilles Yabi, qui n'épargne pas l'Afrique non francophone (répression sanglante en Éthiopie, crise postélectorale sans fin au Kenya, guerre civile au Soudan). On craint désormais la constitution en Afrique de l'Ouest d'un « *cartel* » de mutins, d'une « *alliance putschiste kaki* », ce qui constituerait un « *point de bascule* » dans la sous-région, selon Bakary Sambe, directeur du Timbuktu Institute (3).

La fin, concomitante et délétère, de ces cycles a pu sidérer les observateurs de cette succession de putschs ; au Niger, de surcroît, le coup d'État du 28 juillet dernier comporte une dimension opportuniste, à tout le moins déconcertante. Mais en cherchant à préserver leurs intérêts corporatistes, les officiers rebelles ont imité un mouvement général qui affecte la sous-région autant que le reste de la planète. La déstabilisation du Sahel apparaît comme un miroir grossissant des recompositions géopolitiques en cours à l'échelle du monde : le « *néosouverainisme* » des putschistes reflète l'affirmation d'autres États qui tentent de mener une politique étrangère autonome (Turquie, Arabie saoudite, Afrique du Sud, etc.) ; l'émergence de juntes est le dernier avatar de la crise des démocraties et des tendances autoritaires observées au niveau mondial ; l'échec de la gestion internationale des défis sécuritaires au Sahel traduit la mise en cause globale du multilatéralisme ; et le rejet de la France en Afrique ainsi que la montée en puissance des États-Unis (très actifs au Niger depuis le putsch), de la Chine ou de la Russie illustrent la reconfiguration des relations internationales (4).

Dans ce contexte, le putsch est un outil d'ajustement à la crise de l'État autant qu'à celle de la démocratie. Les militaires entendent atténuer, au moins à court terme, les tensions et contradic-

tions en concentrant le pouvoir entre leurs mains. En Afrique, les armées prétendent de longue date déverrouiller des situations de crise exacerbées par la faiblesse structurelle des institutions et des États eux-mêmes. Dans la zone sahélienne, désormais, le pronunciamiento se présente également comme une réponse à une menace sécuritaire que les pouvoirs civils ne parviennent pas à juguler. « *Nous avons soutenu en nous bouchant le nez les coups d'État au Mali, en Guinée et au Burkina parce que, dans une certaine mesure, ils se justifiaient*. [Les dirigeants] ne maîtrisaient plus rien (5) », reconnaît ainsi l'écrivain guinéen Tierno Monémbo. Le paradoxe tient à ce que les armées de la sous-région, elles-mêmes affectées par la corruption et l'affairisme, n'ont démontré ni leur efficacité ni leur professionnalisme, comme en attestent les « *bavures* » dont elles se rendent régulièrement coupables dans la lutte contre le terrorisme. En outre, la durée de la « *transition démocratique* » demeure le plus souvent incertaine.

Mais comment démocratiser des États que leur histoire a rendus à ce point dépendants de l'extérieur ? Seuls 45 % du budget de l'État proviennent de ressources nigériennes (6). Pauvreté et inégalités de richesse fragilisent en permanence le pays. Associé à l'Algérie et au Nigeria pour la construction du gazoduc transsaharien (TSGP), qui desservira l'Europe du Sud via la Méditerranée – des perspectives financières qui aiguissent les appétits, y compris des militaires –, le pays se trouve à la 189^e place sur 191 en termes de développement humain (7) et souffre du ralentissement économique consécutif à l'épidémie de Covid-19 et aux sanctions contre la Russie. Alors que le Niger est le troisième producteur mondial d'uranium, 85 % de sa population n'a pas accès à l'électricité. Malgré le volontarisme affiché dans la lutte contre la prévarication : le président Mohamed Bazoum avait notamment ordonné l'arrestation, pour détournement d'argent public, de M. Ibrahim Moussa, dit « *Ibou Karadjé* », ancien chef du service transport de la présidence. Avec pour toile de fond les inégalités de richesse, la lutte contre la corruption ainsi que la lutte contre l'irréductibilisme (mosaïque ethnique, le pays reste marqué par l'autonomisme touareg), les Nigériens avaient déjà connu quatre coups d'État depuis l'indépendance, en 1974, 1996, 1999 et 2010, ainsi qu'une tentative ratée en 2021.

Adhésion, peur ou fatalisme ?

MÊME si on fait la part de la manipulation et de la démagogie exacerbée par les réseaux sociaux, le plus récent – comme ceux intervenus récemment au Burkina Faso et au Mali – semble accepté par les populations, sinon par adhésion, du moins par peur et fatalisme. Si les tentatives de manifestations de soutien au président Bazoum ont été étouffées dans l'œuf – avec plusieurs dizaines d'arrestations, l'intimidation et les violences exercées sur les journalistes –, la démocratie promue par les dirigeants et les organisations régionales depuis des décennies n'a pas, aux yeux des peuples, fait ses preuves. Le putsch de Niamey provoque des débats intenses en Afrique sur les vertus et les limites d'un

« *système politique importé* (8) ». « *On doit absolument bannir les putschs de notre espace*, résume sur le réseau X (ex-Twitter) M. Alioune Tine, directeur du centre Africa Jom, *mais aussi bannir les causes politiques profondes qui les créent, la "mal-gouvernance", la corruption et l'impunité*. » Les putschistes tendent à construire une légitimité de rechange en s'appuyant sur la rue, notamment les jeunes, en sollicitant le soutien des autorités religieuses et des chefs coutumiers.

Si l'expansion terroriste déstabilise les pays du Sahel depuis l'intervention des forces de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) en Libye en

2011 et la dissémination dans la région d'une partie des troupes de l'Organisation de l'État islamique (OEI) après sa défaite en Syrie et en Irak en 2019, elle a désormais des ressorts locaux. Là où ils s'installent, moyennant méthodes expéditives et atrocités, les djihadistes peuvent rétablir une forme d'ordre sur les décombres de l'État. Ils rendent la justice, protègent les commerçants, règlent les conflits fonciers, ouvrent des écoles dans le cadre, discriminatoire pour les femmes, de la charia. « *La gouvernance djihadiste repose sur deux piliers indissociables : la terreur et l'absence dramatique des services publics*, explique le sociologue Jean-Pierre Olivier de Sardan. [Fournir] aux populations un service public de sécurité effectif et durable est alors la priorité absolue pour s'attaquer simultanément à ces deux piliers (9). »

Dans ces conditions, l'approche exclusivement sécuritaire imposée par la France n'a pas rétabli la situation, malgré l'élimination de centaines de terroristes depuis 2014 (10). Le refus obstiné de Paris d'en tirer les conséquences au Mali a conduit à exporter la déstabilisation au Niger (11). En outre, la présence prolongée d'armées étrangères crée une économie parallèle qui détourne des ressources et aggrave les fractures sociales locales. L'arrogance des puissances étrangères – de la France notamment –, qui dictent leurs visions et leurs méthodes sur le terrain, sans forcément obtenir de résultats, nourrit le ressentiment des états-majors africains. Au-delà de ses responsabilités propres, coloniales et post-coloniales, la France symbolise un ordre international « *hors sol* » et inefficace. Elle sert de repoussoir à des putschistes dont le « *néosouverainisme* » s'accommode, comme au Mali, d'accords léonins avec la Chine et de concessions généreuses faites à la milice Wagner (12).

L'échec de la lutte contre le terrorisme est imputé à la « *communauté internationale* », assimilée à un Occident dont l'autorité morale s'étiolle. Bamako n'a ainsi pas craint d'exiger le départ de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation du Mali (Minusma). L'Union africaine et la Communauté éco-

nomique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) subissent, elles aussi, la crise de légitimité des organisations multilatérales. Au sein des sociétés de la sous-région, leurs discours martiaux et les sanctions qu'elles adoptent sont jugés artificiels et injustes, pénalisant les populations davantage que les juntes, comme lorsqu'elles entravent le commerce en fermant les frontières. L'Union africaine s'est toujours montrée impuissante face aux défis sécuritaires (13).

Souvent citée en exemple, la Brigade de surveillance du cessez-le-feu (Ecomog), créée par la Cedeao et dirigée par le Nigeria, s'était interposée avec succès en Sierra Leone (1990-1997) mais avait essuyé les reproches d'exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la Cedeao n'a jamais fait pression sur les chefs d'État de la sous-région tentés par un troisième mandat inconstitutionnel (M. Alassane Ouattara en Côte d'Ivoire, M. Alpha Condé en Guinée, etc.).

Les « régimes fantoches de l'Occident »

ELLE « *a raté deux choses importantes*, confirme le journaliste centrafricain Seïdik Abba, *en s'impliquant peu dans la prévention des coups d'État* (Guinée, Mali), *et dans la réponse au défi sécuritaire* (14) ». Le « *réveil* » actuel de l'organisation tient au risque de déstabilisation régionale et à l'activisme de son président en exercice, le Nigérien Bola Tinubu, motivé à la fois par des enjeux politiques internes et le statut de puissance continentale de son pays. L'idée d'une intervention militaire, toujours délicate, divise profondément le continent : à l'exception de celui du Cap-Vert, les dirigeants de la Cedeao (amputée des quatre pays putschistes suspendus) y sont favorables mais doivent surmonter des réticences internes (parlementaires, médias) ; le 19 août, l'Union africaine s'est contentée de « *prendre note* » du choix de l'organisation régionale tout en réaffirmant sa préférence pour la diplomatie ; les puissances voisines, notamment l'Algérie et le Tchad, y sont réticentes. Toute intervention militaire comporte des risques, surtout en zone civile : la population de Niamey, ville déjà acquise à l'opposition sous M. Bazoum, se mobilise pour défendre le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) instauré par les généraux rebelles.

Face à ces enjeux, les militaires putschistes ne formulent pas de projets politiques clairs au-delà des slogans patriotiques et d'un panafricanisme « *pragmatique* », selon l'expression du colonel guinéen Mamadi Doumbouya. Des mesures symboliques fortes ont tou-

tefois été prises : dénonciation de la convention fiscale avec la France par Ouagadougou, injonction faite aux entreprises étrangères de construire un siège social en Guinée par les autorités de Conakry, qui appellent également à transformer sur place les matières premières. Les putschistes vont-ils mettre les ressources nationales au service du pays – et de son « *développement endogène* », comme l'affirment M. Doumbouya et son homologue burkinabé – ou se servir eux-mêmes ? Le capitaine Traoré, au Burkina Faso, s'est fait remarquer, en marge du sommet Russie-Afrique de Saint-Petersbourg en juillet 2023, en reprochant crûment aux chefs d'État africains leur « *mendicité* » alors que l'Afrique est riche en minerais. « *Un esclave qui ne se rebelle pas ne mérite pas de pitié*, a-t-il déclaré. *L'Union africaine doit cesser de condamner les Africains qui décident de se battre contre leurs propres régimes fantoches de l'Occident*. » S'il cultive la comparaison avec Thomas Sankara, dont il arbore le béret rouge, sera-t-il en mesure d'avancer des solutions à la division internationale du travail qui enferme le continent dans une position subalterne ? Au Niger, le premier ministre nommé par le CNSP le 7 août, M. Ali Lamine Zeine, est d'ailleurs un économiste, représentant de son pays à la Banque africaine de développement et artisan du dialogue avec les institutions financières internationales dans les années 2000. À ce titre, il a défendu les politiques qui ont asphyxié les jeunes États africains.

La France dépassée

VISIBLEMENT surprise par les événements au Niger le 26 juillet dernier, la France improvise une réponse au ton martial et sentencieux. Le président Emmanuel Macron ordonne l'évacuation, avec une célérité inédite, de plus de mille Européens. Et menace : il répliquera de « *manière intraitable* » à des attaques contre des ressortissants français.

Le locataire de l'Élysée en vient à tancer son directeur général de la sécurité extérieure de ne pas avoir vu venir le putsch (1). Mais, dit-on, une certaine arrogance des « *politiques* » empêcherait les agents des services de renseignement de se faire correctement entendre.

Paris sert désormais d'épouvantail aux putschistes. « *La France est dans une position délicate* (...) : *quoi qu'elle dise, quoi qu'elle fasse, cela se retourne contre elle*, explique le journaliste Rémi Carayol. *Cette situation (...) est surtout le résultat d'une longue histoire d'ingérences, d'incompré-*

hensions et d'humiliations, durant la colonisation mais aussi et surtout depuis la décolonisation, qui rendent aujourd'hui la France inaudible. (...) *Il faudrait peut-être apprendre à se taire et envisager de revoir de fond en comble (...) la "politique africaine"* (2). »

La France fera-t-elle les frais d'un arrangement de launte nigérienne avec les États-Unis et les pays européens présents dans le pays ? La diplomatie américaine s'active au plus haut niveau : le secrétaire d'État Antony Blinken multiplie les démarches, et la secrétaire d'État adjointe Victoria Nuland a effectué une visite-surprise à Niamey le 6 août.

A.-C. R.

(1) *Le Canard enchaîné*, Paris 9 août 2023.

(2) Olivier Vallée, « *Après le Niger, une nouvelle donne au Sahel ?* Conversation avec Rémi Carayol », 7 août 2023, <https://legrandcontinent.eu>

(3) Oumar Kandé, « *Situation au Niger, intervention de la Cedeao, sécurité au Sahel : l'analyse de Bakary Sambe de Timbuktu Institute* », 11 août 2023, www.leral.net

(4) Lire « *La guerre en Ukraine vue d'Afrique* », *Le Monde diplomatique*, février 2023.

(5) Tierno Monémbo, « *Au Sahel, la guerre froide deviendra chaude* », *Le Point Afrique*, Paris, 18 août 2023.

(6) « *Rapport provisoire d'exécution du budget de l'État à fin mars 2023* », ministère des finances nigérien, www.finances.gov.ne

(7) « *Rapport sur le développement humain 2021/2022*. Temps incertains, vies bouleversées : façonner notre avenir dans un monde en mutation », Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), 2022, www.undp.org

(8) Gilles Olakoumlé Yabi, « *L'inconsistance du procès de la démocratie après chaque coup d'État en Afrique de l'Ouest* », West African Think Tank, 11 août 2023, www.wathi.org

(9) Jean-Pierre Olivier de Sardan, « *Une sécurisation au service du peuple est-elle possible au Sahel ?* », 15 mars 2023, www.wathi.org

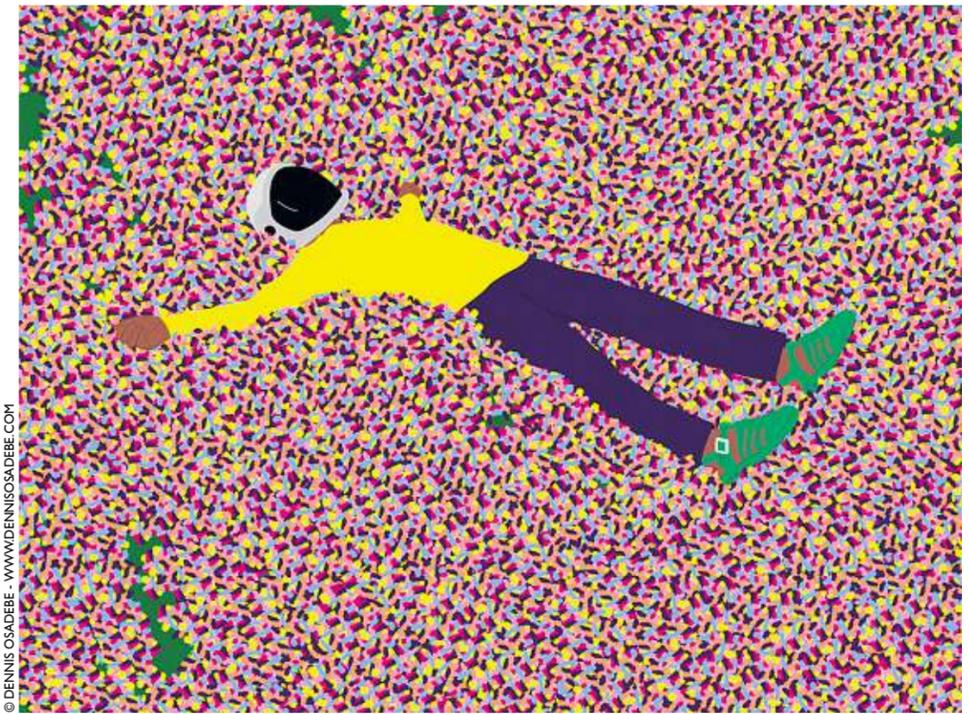
(10) Marc Antoine Pérouse de Montclos, *Une guerre perdue. La France au Sahel*, Jean-Claude Lattès, Paris, 2020.

(11) Lire Rémi Carayol, « *La France partie pour rester au Sahel* », *Le Monde diplomatique*, mars 2023.

(12) Lire Philippe Leymarie, « *Le temps des mercenaires* », *Le Monde diplomatique*, août 2023.

(13) Hubert Kinkoh, « *Why aren't more African Union decisions on security implemented ?* » Institute for Security Studies, 17 août 2023, <https://issafrica.org>

(14) « *Le point sur la situation au Niger depuis deux semaines* », Brut Afrique, 8 août 2023, www.brut.media



DENNIS OSADEBE. – « *Field of Dreams II* » (Champ de rêves II), 2018

M. BIDEN SANS RIVAL SÉRIEUX POUR LES PRIMAIRES DÉMOCRATES

Requiem pour la gauche américaine

Même les quatre-vingt-onze chefs d'accusation qui lui ont été signifiés ne semblent pas pouvoir empêcher M. Donald Trump d'être le candidat des républicains l'an prochain. Côté démocrate, le président sortant est le grand favori des primaires lui aussi. Mais où est donc passée la gauche qui, derrière M. Bernie Sanders, paraissait si puissante lors du dernier scrutin ?

PAR SERGE HALIMI

LE 28 février 2020, M. Bernie Sanders, un socialiste, pouvait espérer devenir président des États-Unis. Le sénateur du Vermont était le favori de la course à l'investiture démocrate, disposait de ressources importantes et de militants motivés dans chacun des États. Face à lui, l'ancien vice-président Joseph Biden accumulait les contre-performances, ne suscitait aucun enthousiasme et était à court d'argent.

Vingt-quatre heures plus tard, le train de la radicalité progressiste avait déraillé en Caroline du Sud. En arrivant loin derrière M. Biden (48,4 %), M. Sanders (19,9 %) essuya un échec décisif, largement imputable au vote des électeurs noirs en faveur de son concurrent. Peu après, tous les autres candidats démocrates modérés et conservateurs se désistèrent en faveur de l'actuel président.

L'an prochain, la première primaire démocrate se tiendra en Caroline du Sud plutôt qu'au New Hampshire, où nombre de favoris ont trébuché dans le passé. M. Biden, qui a réclamé ce changement, pourrait se dispenser d'un tel avantage vu que l'investiture de son parti lui est acquise. M. Sanders ne sera pas dans la course, les rares parlementaires rebelles qui l'ont soutenu en 2020 non plus. Tous

Coups tordus dans les médias

SELON lui, la faveur croissante de M. Trump dans les milieux populaires en découle. Après des Blancs, bien sûr, mais aussi des Latinos et des Noirs, « en particulier chez les hommes ». Inversement, « les démocrates ont réalisé des gains importants dans les faubourgs prospères qui voutaient autrefois républicain ». Cette nouvelle sociologie électorale ne peut perturber M. Sanders. Siégeant au Sénat avec les élus démocrates, il interpelle donc ce parti : « Veut-il être aux côtés de la classe ouvrière et se battre pour que les choses changent, ou être dominé par les grosses entreprises et protéger les riches ? » Sa réponse est sans équivoque : « Dans la grande majorité des États où je me suis rendu, l'establishment démocrate n'était pas seulement satisfait du statu quo, mais farouchement déterminé à le préserver. »

Toutefois, terrorisé à l'idée que M. Trump, « un menteur pathologique qui cherche à nous diviser », puisse revenir à la Maison Blanche, M. Sanders se sent obligé de multiplier les concessions au nom de l'unité. Au risque, en soutenant un président sortant impopulaire plus d'un an avant l'élection, d'être associé à ce statu quo qu'il pourfend.

En présidant la commission des affaires sociales du Sénat, il a pu en effet observer de près à quel point les engagements égaux pris par M. Biden pendant sa campagne ont été enterrés par le jeu des lobbies. Ont survécu un plan de développement des infrastructures de transport, un plafond des dépenses pharmaceutiques non remboursées aux personnes âgées, un impôt minimal de 15 % sur les bénéfices des multinationales spécialistes de l'évasion fiscale et, surtout, l'Inflation Reduction Act, un programme de transition énergétique (solaire, éolien) de 369 milliards de dollars sur dix ans. La nature protectionniste de certaines de ses dispositions a pour objectif politique de signaler aux ouvriers américains qu'au lieu de les houspiller, comme du temps des Clinton, pour qu'ils s'adaptent à la nouvelle économie de la connaissance, l'État encourage enfin la création d'emplois industriels bien payés qui leur seront destinés. M. Trump en parlait, beaucoup, les démocrates le font, un peu.

ont appelé à voter d'emblée en faveur du président sortant. À gauche, l'espérance et l'enthousiasme qui ont marqué la dernière course à la Maison Blanche ont ainsi cédé la place à la résignation du « vote barrage ». Si une mobilisation record est encore au rendez-vous l'an prochain, ce ne sera plus pour quelque chose mais contre quelqu'un.

Dans un livre publié il y a seulement quelques mois, M. Sanders formule lui-même « la question essentielle » : « Comment avons-nous pu soutenir un candidat infiniment plus conservateur que moi sans compromettre nos principes progressistes ou décevoir nos supporters ? » De fait, son ouvrage, titré « On a raison d'être en colère contre le capitalisme (1) », fourmille de références au pouvoir persistant des lobbies dans le Parti démocrate, aux « 230 milliardaires [qui] ont contribué à la campagne de Biden, contre 133 à celle de Trump et 61 à celle de Pete Buttigieg [l'actuel ministre des transports] » ou au rôle joué ces trente dernières années par les démocrates, architectes des traités de libre-échange et bons samaritains de Wall Street. M. Sanders précise même : « Ils auraient dû en tirer la leçon, mais très peu de choses indiquent que ce soit le cas. »

Pas assez, tranche M. Sanders : « Nous avons mis un sparadrap sur une blessure ouverte. La plupart des gens ne vont pas remarquer et encore moins se souvenir de ce que nous avons fait. » Voilà qui ressemble à un constat d'échec de la gauche américaine, dorénavant reléguée au rôle de force d'appoint militante et de supplément d'âme du Parti démocrate, en particulier sur les réseaux sociaux. L'analyse du résultat décevant de M. Sanders en 2020 permet de comprendre cette impasse.

Assez logiquement, le sénateur du Vermont impute l'essentiel de son revers d'alors à l'hostilité des médias et de l'appareil démocrate. Mais un candidat ouvertement anticapitaliste doit-il attendre d'eux la moindre sympathie – ou même honnêteté – sitôt qu'il cesse d'être inoffensif ? Même si elle n'explique pas tout, la liste des coups tordus réservés à M. Sanders lors du dernier scrutin reste cependant confondante : le *Washington Post* prétendit que la Russie se démenait pour qu'il remporte les primaires parce qu'il serait certain ensuite de perdre contre M. Trump, chouchou présumé du Kremlin ; lorsque M. Sanders triompha dans un scrutin au Nevada, un chroniqueur de MSNBC assimila cette victoire à la « chute de la France lors de l'été 1940 » ; une journaliste de CBS interpella la députée de gauche Alexandria Ocasio-Cortez : « Comment une femme de couleur comme vous peut-elle soutenir un vieux mâle blanc et voir en lui l'avenir de votre parti ? » ; le *Wall Street Journal* et NBC mijotèrent de concert un sondage révélant que les électeurs préféreraient nettement élire une lesbienne de moins de 40 ans plutôt que – suivez leur regard... – un candidat socialiste, récemment victime d'une crise cardiaque, et âgé de plus de 75 ans.

Si l'on ajoute à cela que M. Sanders, « tel un apparatchik du parti avec sa datcha », possédait trois maisons, ou que certains de ses militants avaient été accusés de harcèlement, le verdict s'imposait de lui-même : tous les démocrates devaient faire front commun pour le battre. L'opération fut bouclée en moins de trois jours : des candidats qui avaient levé des millions de dollars et obtenu des premiers résultats encourageants se désistèrent soudain au profit de

M. Biden. M. Barack Obama leur aurait expliqué que leur avenir politique dépendrait de leur célérité à soutenir son ancien vice-président. M. Sanders résume : « L'establishment a frappé. » Quatre ans plus tôt, il s'était heurté à un tir de barrage comparable (2).

Pourtant, ni l'hostilité des médias, ni celle de l'appareil du Parti républicain n'ont empêché M. Trump de s'imposer aux siens. D'autres facteurs, liés à des choix stratégiques, ont donc joué. Ils continuent de handicaper la gauche américaine. Et d'expliquer qu'elle ne croit plus pouvoir l'emporter.

Selon M. Sanders, des dizaines de millions d'abstentionnistes, souvent jeunes, pauvres, ou issus des diverses minorités, avaient cessé de voter parce qu'ils jugent le système politique incapable de leur offrir les changements fondamentaux qu'ils attendent. Il y avait donc là pour un candidat de gauche un énorme réservoir de voix. Ce pari de la mobilisation « radicale » a été perdu en 2020. Presque octogénaire à l'époque, M. Sanders ne put qu'être réconforté par le vote des jeunes en sa faveur lors des primaires. Il dut cependant constater que leurs aînés s'étaient mobilisés en plus grand nombre – et contre lui.

Quant aux « minorités », les électeurs hispaniques appuyèrent M. Sanders, mais M. Biden l'emporta plus largement encore chez les Afro-Américains. En courtisant les militants de Black Lives Matter et en mettant en avant le thème de la justice raciale, les responsables de la campagne du sénateur du Vermont espéraient compenser les liens anciens que M. Biden avait noués avec nombre de parlementaires ou de maires noirs, souvent modérés. Mais ceux-ci s'activèrent une nouvelle fois en faveur de l'establishment démocrate, d'autant plus spontanément qu'ils en étaient partie prenante. Et ils disposaient d'un atout maître : l'appui de M. Obama, toujours immensément populaire dans la communauté noire, qui avait fait de M. Biden son vice-président pendant huit ans.

Dès le départ, le pari de la gauche reposait sur un paradoxe. Parce que cela rejoignait ses convictions, que les réseaux sociaux (dont elle est exagérément

friande) pourfendait le moindre doute à ce propos et qu'elle y voit un moyen de radicaliser l'électorat, elle ne cesse de présenter M. Trump et les républicains sous un jour apocalyptique : fasciste, raciste, putschiste, sexiste, homophobe, xénophobe, etc. Mais d'une telle vérité ne peut émerger qu'une priorité : mobiliser tous les adversaires de l'ancien président afin de le battre. Et, dans ce cas, mieux vaut d'emblée choisir le candidat le plus capable de l'emporter même si,

loin d'être « en colère contre le capitalisme », il en est un partisan convaincu. Un démocrate modéré est en effet plus susceptible de réunir sur son nom, presque sans faire campagne, une coalition hétéroclite de femmes, de résidents des banlieues prospères (y compris républicains ou centristes), d'étudiants militants et d'électeurs noirs ou hispaniques. En somme, loin de provoquer une mobilisation radicale, l'escalade verbale peut entraîner une modération électorale.

Thèmes mouvementistes et identitaires

UN autre type de coalition possible privilégie une plate-forme sociale populiste visant à réunir les Américains au-delà de leurs origines, genres, orientations sexuelles. Mais un tel rassemblement, qui a la préférence de M. Sanders, ne surgit pas spontanément. Il réclame un travail politique de chaque instant. Redouter pas de s'en tenir à des sujets relativement fédérateurs comme l'augmentation du salaire minimum, la gratuité des soins ou la mise en cause du libre-échange. Dans le camp des éventuels héritiers de M. Sanders, la popularité croissante de thèmes mouvementistes et identitaires (police, transidentité, immigration, armes à feu, etc.) complique la reconquête des électeurs séduits par les philippiques de M. Trump contre les élites. Ils sont, par exemple, d'autant moins susceptibles d'accepter de couper les vivres des forces de police que même des organisations afro-américaines comme la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP) s'y déclarent très hostiles (3). Aléatoire dans les meilleures des circonstances, le vote commun des ruraux et des urbains, des sans-études et des diplômés, des sermonneurs progressistes et des réfractaires à leur bienveillance n'est donc pas pour demain.

Vers la fin des années 1960, la guerre du Vietnam avait servi de ciment au militantisme de gauche en réunissant la jeunesse radicale, une partie croissante de l'intelligentsia et le mouvement des droits civiques. Martin Luther King, qui fut le fer de lance de ce rassemblement, observa en effet, lors

d'un grand meeting à New York en avril 1967, que l'engagement militaire en Indochine rendrait plus difficile la marche des États-Unis vers l'égalité sociale : « Pendant que les programmes de lutte contre la pauvreté sont engagés avec prudence, contrôlés en permanence et soumis à l'exigence d'un succès immédiat, des milliards sont dépensés pour cette guerre irréflectée. La sécurité que nous invoquons pour justifier nos aventures à l'étranger, nous allons la perdre dans nos cités qui se délient. Les bombes du Vietnam explosent chez nous. » Jugeant que les États-Unis ne sont ni coupables ni responsables de la guerre d'Ukraine, la majorité des progressistes américains récusent ce parallèle historique avec l'Indochine. Et dès lors qu'ils entendent au moins tacitement l'actuelle augmentation des budgets du Pentagone, ils peinent sur ce terrain aussi à se distinguer de la classe politique.

L'absence d'une candidature de gauche l'an prochain a conduit M. Cornel West, un professeur de philosophie afro-américain très respecté, à présenter la sienne au nom du People's Party en assénant que ni les démocrates ni les républicains « ne veulent dire la vérité sur Wall Street, l'Ukraine, la Big Tech ». Il reprend ainsi à son compte le réquisitoire de M. Sanders contre la corruption politique aux États-Unis. Mais, cette fois, seulement pour témoigner que la gauche américaine remue encore.

(1) Bernie Sanders, *It's OK to Be Angry About Capitalism*, Crown, New York, 2023.

(2) Lire « Tir groupé contre Bernie Sanders », *Le Monde diplomatique*, décembre 2016.

(3) James Bickerton, « Oakland NAACP blames "Defund the Police" for rampant crime in city », *Newsweek*, 28 juillet 2023.

Le FESTIVAL DU Monde
15-16-17 septembre
67/69, AVENUE PIERRE-MENDÈS-FRANCE
PARIS 13^e

Visites
Ateliers
Débats
Spectacles

festival.lemonde.fr

Logos des partenaires : République Française, Fondation pour une France démocratique, Visa Argentina, THAILAND, PARIS DESIGN WEEK, BORDEAUX, 13

KENDRICK BRINSON. – M. Ruben Saidian dans sa boutique de bijoux et de tapis à Los Angeles. Après avoir tenu un commerce à Téhéran durant quatre décennies, il vit en Californie depuis dix-sept ans. Los Angeles, Californie, 2020

WESTWOOD Boulevard se situe au cœur de Los Angeles, juste au sud du campus de l'université de Californie (UCLA) et du quartier branché de Westwood Village, où se dresse la tour du Fox Theater, un cinéma art déco qui figure dans le film de Quentin Tarantino *Il était une fois à Hollywood* (2019). A priori, rien ne distingue ce boulevard des autres artères rectilignes quadrillant la mégapole.

Mais passée l'intersection avec Rochester Avenue, Westwood évoque une avenue de Téhéran transposée à Los Angeles : la plupart des enseignes sont en farsi (persan). S'y trouvent des marchands de tapis, mais également des librairies, qui proposent des ouvrages dans cette langue et des calligraphies. Plusieurs artisans vendent des céramiques azur, des services à thé, des narguilés et des coffrets de *takht-e nard* (le nom iranien du backgammon). De nombreuses agences de voyages proposent leurs services : se rendre en Iran au départ des États-Unis implique moult escales, les deux pays n'ayant plus de relations diplomatiques depuis la révolution islamique de 1979. Les devantures des restaurants font référence à Téhéran, à la Perse, au safran, à la rose et aux orchidées. Dans la rue, la plupart des conversations sont en farsi. Le plombier, en sortant de sa camionnette, s'adresse dans cet idiome à ses clients. Même l'entrée du parking souterrain est bilingue.

L'enclave iranienne de Westwood Boulevard comporte aussi des notes typiquement américaines, comme ce panneau publicitaire où un avocat vante ses services, tel le personnage incarné par Bob Odenkirk dans la série *Better Call Saul*. Sauf que l'homme de loi porte un prénom anglo-saxon, un patronyme iranien, et que sa réclame est, elle aussi, en farsi. Des *Iranian Americans* vivent disséminés sur tout le territoire des États-Unis – certains de nos interlocuteurs ont grandi en Caroline du Nord ou dans le Kentucky avant de s'installer à Los Angeles. Mais, comme le résume Kevan Harris, sociologue à l'UCLA et né en Iran, « s'il existe de nombreuses Chinatown aux USA, il n'y a qu'une seule Téhérangeles ».

Sur de nombreuses vitrines, un drapeau tricolore iranien frappé du lion solaire – l'emblème de la monarchie renversée en 1979. Plus rarement, un portrait du chah déchu Mohammad Reza Pahlavi (1919-1980). De chaque côté de la rue, suspendues aux feux de signalisation et aux lampadaires, des pancartes bleu turquoise frappées des mots « Woman Life Freedom » (« Femme Vie Liberté ») : le slogan de la révolte qu'a déclenchée la mort en détention, le 16 septembre 2022 à Téhéran, de Mahsa Amini, 22 ans, arrêtée pour un voile mal ajusté (1). À l'occasion du Norouz – premier jour du printemps et de l'année dans le calendrier persan –, la fondation culturelle Fahrang en a disposé sur plusieurs artères : Westwood, mais également une section du Wilkins Boulevard adjacent – surnommé « Persian Corridor » pour son importante population d'origine iranienne – et jusqu'au touristique Hollywood Boulevard. À Westwood, le portrait de la jeune fille est omniprésent, et les trois mots du slogan rebelle se déclinent sur des tee-shirts et des casquettes, en anglais comme en farsi (« Zan Zendegi Azadi »). Des affiches écornées rappellent les nombreuses manifestations de soutien organisées à Los Angeles depuis septembre par la communauté irano-américaine. La municipalité du District 5 de Los Angeles entend rebaptiser « Woman Life Freedom Square » le croisement entre Westwood Boulevard et Rochester Avenue. À l'intersection avec le Wilkins Boulevard, une plaque dorée indique au passant qu'il se trouve à Persian Square, cœur de « Téhérangeles ». Offert par un donateur anonyme, un immense panneau blanc frappé du slogan rebelle en lettres rouges domine ce carrefour. Des restaurants proposent des *kabab koobideh* au riz safrané. Une grillade qu'ici, loin de la République islamique et ses interdits, les Irano-Américains ont le droit d'accompagner de vin, évidemment californien.

En ce mois d'avril 2023, c'est le ramadan. Mais à Téhérangeles, rien ne l'indique : cafés et restaurants sont bondés, aucune femme ne porte le foulard, et les seules barbes sont celles des hipsters. « Le ramadan ? », s'esclaffe un commerçant irano-américain qui tient à l'anonymat. La plupart



© KENDRICK BRINSON - WWW.KENDRICKBRINSON.COM

PARLER FARSI EN BUVANT DU VIN CALIFORNIEN

« Téhérangeles », terre d'exils iraniens

Solidaire, riche, entreprenante et pratiquant aisément l'entre-soi. Telle est souvent décrite l'importante communauté iranienne vivant à Los Angeles, aux États-Unis. Si la République islamique est largement critiquée – certains n'attendant que sa chute pour rentrer au pays –, les divergences politiques au sein de cette diaspora demeurent significatives.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL CÉDRIC GOUVERNEUR *

des gens ici ne savent même pas que c'est le *ramadan* ! » Selon un sondage réalisé par le Public Affairs Alliance of Iranian Americans (PAAIA), lobby qui promeut les intérêts de la communauté, un quart seulement des Irano-Américains (27 %) se revendique musulman, un tiers (32 %) s'affirme agnostique ou athée, tandis qu'un autre quart (25 %) est issu de minorités (juifs, chrétiens arméniens et assyriens, zoroastriens, bahaïs...). En comparaison, seuls 8 % des Américains se disaient, en 2014, athées ou agnostiques, et plus d'un quart se réclame du courant protestant évangélique (2)...

Depuis 2022, voyager en Iran est jugé trop dangereux

Durant notre séjour auprès de la communauté iranienne des États-Unis, nous n'aurons aperçu qu'un seul foulard, porté négligemment par une dame âgée. Et les seuls religieux croisés à Westwood auront été deux chrétiens évangéliques brandissant des pancartes promouvant l'amour du Christ et la repentance des pécheurs. Cette indifférence des Américains d'origine iranienne à la religion musulmane se confirme après le trépas : au cimetière de Westwood, à un bloc à l'est, parmi les sépultures de centaines d'Irano-Américains rares sont celles orientées vers La Mecque – celle de la chanteuse Hayedeh, morte en exil en 1990, constituant une notable exception. La stèle du poète Nader Naderpour, décédé en 2000, précise même que le rapatriement de sa dépouille interviendra dès que tombera la République islamique honnie. En septembre sera érigé, dans ce

cimetière où reposent notamment Farrah Fawcett et Marilyn Monroe, un mémorial dédié à Mahsa Amini.

Des Irano-Américains musulmans pratiquants vivent à Orange County, dans le sud de la ville. En septembre 2018 à Los Angeles, quelques dizaines de chiites dévots se sont même flagellés en public lors de l'Achoura, qui commémore le martyr de Hussein, le petit-fils du prophète Muhammad (« Mahomet »). « Des Iraniens laïcs les ont hués, leur disant qu'ils faisaient honte à la communauté », se souvient Niloofar Mansouri. Journaliste arrêtée lors du « mouvement vert » de 2009 (3), elle est correspondante à Los Angeles du média d'opposition *Iran International*, établi à Londres puis à Washington. « Le paradoxe tient à ce que la police est intervenue pour garantir leur droit à manifester. » La religiosité n'implique de toute façon pas une allégeance au régime de la République islamique : à quelques miles de Westwood, la mosquée chiite de Motor Avenue (dont les responsables n'ont pas répondu à nos demandes d'entretien) affiche une banderole de soutien au mouvement Woman Life Freedom.

Selon les données du PAAIA, près de la moitié des Irano-Américains ont encore de la famille proche en Iran et communiquent régulièrement avec elle, souvent via les applications de messagerie instantanée. Certains retournent parfois en vacances au pays, ou du moins le faisaient-ils jusqu'en septembre 2022 : de l'avis de tous les témoins rencontrés, voyager en Iran est désormais trop dangereux, les autorités, qui ne reconnaissent pas la double citoyenneté, interpellant des binationaux. « N'écrivez pas nos noms, nous avons encore de la famille en Iran », insistent ces deux commerçants de Westwood, l'un quadragénaire, le second septuagénaire. John et James, comme beaucoup d'Irano-Américains, ont anglicisé leurs prénoms : « C'est plus

facile à retenir pour nos interlocuteurs, précisent-ils. De nombreux Américains d'origine chinoise en font autant. » Ont-ils déjà subi du racisme ? « Seulement lors de la "crise des otages", relève le plus âgé, James. On se prétendait alors Italiens ou Latinos. » En novembre 1979, l'ambassade des États-Unis à Téhéran a été prise d'assaut, et son personnel retenu en otage pendant quatre cent quarante-quatre jours, jusqu'en janvier 1981.

John, le plus jeune, ne se souvient pas de la moindre discrimination liée à ses origines : « Ici, c'est Los Angeles, tout le monde vient d'ailleurs. Il y a même un quartier éthiopien. Les gens sont ouverts. Dans le Sud, chez les rednecks, ce serait différent », affirme-t-il. John est arrivé aux États-Unis « à l'âge de 7 mois, en 1979. Mes parents m'avaient ficelé sur un cheval, et des passeurs kurdes nous ont fait traverser les montagnes. Quelques mois avant la chute du chah, un Américain que connaissait mon père l'avait mis en garde : les mollahs vont prendre le pouvoir. Mais il n'avait pas voulu y croire ». D'autres Iraniens ont senti le vent tourner et ont émigré « dès 1976 ou 1977. Ils ont investi aux États-Unis. Désormais, leurs propriétés valent vingt fois plus, ils sont devenus très riches ». Le sociologue Kevan Harris le confirme : « Comme beaucoup en Californie du Sud, ils ont investi dans l'immobilier dans les années 1970. Les prix ne sont jamais redescendus. » Aux États-Unis, les immigrés iraniens bénéficient d'une image de réussite sociale : beaucoup travaillent dans l'immobilier, certains sont ingénieurs ou informaticiens, d'autres exercent des professions libérales. Le fondateur d'Uber, M. Dara Khosrowshahi, celui d'Ebay, M. Pierre Omidyar (qui a aussi la nationalité française), ou le couturier Bijan Pakzad (décédé en 2011) sont issus de leurs rangs. « J'ai assisté à des fêtes de mariage à 300 000 dollars », raconte John, avant de nuancer : « Mais il ne faut pas caricaturer : nous n'avons rien à voir avec ce que raconte "Shahs of Sunset". » La réputation de la communauté lui a en effet valu d'être la cible de ce programme de télé-réalité, diffusé sur la chaîne câblée Bravo de 2012 à 2021, et qui met en scène l'opulence d'Irano-Américains installés à Beverly Hills.

Nombre de membres de la diaspora vivent dans ce quartier ultrachic, à quelques miles à l'est de

(1) Lire Mitra Keyvan, « Les Iraniennes allument un brasier social », *Le Monde diplomatique*, novembre 2022.

(2) « Religious Landscape Study », Pew Research Center, 2007 et 2014, www.pewresearch.org

(3) Lire Sharareh Omidvar, « Vers un Iran post-Ahmadinejad », *La valise diplomatique*, 10 juin 2010, www.monde-diplomatique.fr



KENDRICK BRINSON. –
Souvenirs d'une vie en Iran,
Los Angeles, Californie, 2020

Westwood. La municipalité a même eu pour maire, entre 2007 et 2013, un Irano-Américain, M. Jimmy Delshad. Né à Chiraz en 1939 dans une famille juive, M. Delshad a quitté l'Iran avec ses deux frères à l'âge de 20 ans : « On vivait dans le Minnesota. Pour payer nos études, on avait fondé un groupe, *The Delshad Trio*, qui animait les mariages. Je jouais du santour », précise-t-il en souriant. « Quand je suis arrivé à Los Angeles, il y avait très peu de familles iraniennes. » Mis à part une poignée de commerçants établis à Chicago au début du XX^e siècle, rares étaient les immigrés iraniens aux États-Unis avant la chute du chah. La plupart y séjournaient pour étudier : l'autocrate préférait voir la jeunesse fréquenter des universités étrangères plutôt que risquer qu'elle ne soulève les campus du pays... Si après la révolution islamique toute une portion de la société iranienne a fui, beaucoup de jeunes partis étudier aux États-Unis avant 1979 ont fait le chemin inverse, avec l'espoir de voir éclore la démocratie : « On était rentrés pour la liberté et l'égalité, et on a été arrêtés », soupire Farah, qui préfère garder l'anonymat. « [Rouhollah] Khomeiny a détourné la révolution. » « La gauche iranienne s'est réveillée avec la gueule de bois après la révolution islamique, rappelle Kevan Harris. Pour elle, le chah n'était qu'un pantin impérialiste. Et elle s'est retrouvée avec Khomeiny... » Ceux qui ont survécu à la répression ont préféré rentrer aux États-Unis. À ce noyau de premiers émigrés se sont agglutinées des vagues successives d'opposants : minorités, parents soucieux d'éloigner leurs fils de la conscription lors de la guerre contre l'Irak (1980-1988), déserteurs, révoltés des mouvements de 1999, de 2009... et désormais de 2022.

Vétéran de la guerre contre l'Irak devenu chauffeur de voitures de transport avec chauffeur (VTC) à Los Angeles, le volubile Bahman raconte qu'il a déserté lorsque le régime a voulu le verser « dans la police militaire, celle qui tire sur les manifestants ». Il montre sur son téléphone portable des captures d'écran où il apparaît aux côtés de stars dans des blockbusters : « Je suis figurant à Hollywood. C'était mon rêve ! » Un chauffeur de taxi confie amèrement « avoir été un de ces imbéciles qui ont fait la révolution islamique. Je suis parti quand j'ai vu comment ça tournait : répression et corruption ». Fred, lui, a dû fuir : « Après 2009, il m'était devenu impossible, en tant que bahai, de trouver du travail en Iran. » Parisa a fui l'Iran il y a vingt ans. « Les premiers mois de mon exil, en Turquie, je n'osais pas enlever mon hidjab : j'avais en quelque sorte intériorisé la répression », se souvient-elle. Reza, quadragénaire arrivé il y a une dizaine d'années, raconte : « J'ai manifesté en 1999, en 2009... Je ne suis pas pratiquant, mes parents ne l'étaient pas non plus... La République islamique est déconnectée du pays réel. »

Une réécriture enjolivée du passé monarchique

Si la communauté irano-américaine originelle était largement monarchiste, quatre décennies de ces apports variés l'ont remodelée. Selon une enquête d'opinion menée par le PAAIA, les partisans d'une restauration ne seraient plus que 12 % (4). « Tout dépend de la définition de "monarchiste", précise en outre Kevan Harris, entre ceux qui nourrissent une nostalgie romantique de l'idée de royauté, et ceux qui ont réellement profité du régime des Pahlavi. » « Mon oncle a été tué par sa police, pourtant j'apprécie le chah, explique Eric, la soixantaine. Il aimait son pays et son peuple. Je voudrais voir son fils sur le trône. » Ce dernier, M. Reza Pahlavi, né en 1960, réside dans le Maryland. Il a fait savoir sa préférence pour une monarchie constitutionnelle. Eric est « retourné quelquefois » en Iran. Mais il a « brûlé [son] passeport iranien » en septembre, horrifié par l'assassinat d'une proche après une manifestation.

Le rejet du régime actuel peut ainsi entraîner une réécriture enjolivée du passé monarchique : « Ils regrettent leur vie de l'époque, estime Nasrin Rahimieh, ex-directrice du département des études persanes à l'université d'Irvine, au sud de Los Angeles. Le régime du chah a amené le peuple à se soulever. J'étais enfant à l'époque, je n'oublie pas le silence imposé hors du foyer, la peur distillée dans la société. Des gens disparaissaient. Ceux qui réapparaissaient étaient brisés par la torture. » Elle rappelle également la gabegie du régime, sa mégalomanie,

l'extravagance des célébrations des 2500 ans de la monarchie, en 1971 à Persépolis : « Ça ressemblait à un péplum ! » La continuité monarchique relève du mythe : « Pendant deux mille cinq cents ans, les dynasties se sont massacrées pour le pouvoir. Le chah lui-même est le fils d'un colonel putschiste » – le chef de la garde Reza Khan, installé sur le trône en 1921 par les Britanniques.

Désormais, une majorité (60 %) des Irano-Américains souhaitent une république parlementaire. Très peu (12 %) espèrent encore voir émerger une République islamique réformée – les espoirs ont été balayés lorsque le président conservateur Mahmoud Ahmadinejad a succédé, en 2005, au réformateur Mohammad Khatami : « Les élections sont le dernier étage de la démocratie, pas le premier », résume M. Roozbeh Farahanipour, président de la chambre de commerce de Westwood.

M. Farahanipour se dit partisan de Mohammad Mossadegh (qu'il surnomme « Mossy »), le premier ministre iranien renversé par un coup d'État fomenté par l'Agence centrale de renseignement américaine (CIA) en 1953, pour avoir nationalisé l'Anglo-Iranian Oil Company. En 1999, il fut l'un des meneurs d'une révolte étudiante : « J'ai été arrêté et torturé, raconte-t-il. Puis libéré sous caution. Peu avant mon procès, un journal a publié par erreur ma condamnation à mort ! Cette bourde m'a sauvé la vie : j'ai fui le pays caché dans la soute d'un autocar, direction la Turquie. » Réfugié aux États-Unis, ce zoroastrien débarque à Westwood en mai 2000 : solidaire, la communauté l'épaula. « On m'a prêté 300 dollars, fourni une chambre au-dessus d'une épicerie et un petit boulot. » Deux décennies plus tard, M. Farahanipour vient d'ouvrir son troisième restaurant sur Westwood Boulevard : un dîner typiquement américain, décoré d'une imagerie hollywoodienne. Opposant infatigable, il était même revenu clandestinement en Iran à l'été 2009, avec le projet d'aider le « mouvement vert » : « Je me suis retrouvé dans les montagnes avec un téléphone satellite. J'ai dû faire demi-tour avant d'atteindre Téhéran. Trop dangereux. » Il nous fait visiter une salle de réunion, décorée de portraits de « Mossy » et du Mahatma Gandhi. « C'est ici qu'on se retrouve entre opposants iraniens de tous bords, on travaille à la chute de la République islamique. Vous pouvez l'écrire, ils ne me font pas peur », explique-t-il en souriant. Car on trouve quelques partisans du régime parmi les Irano-Américains : 7 %, selon le sondage du PAAIA. En octobre, quelques-uns ont vandalisé son restaurant Persian Gulf, où une table rend hommage à Woman Life Freedom. M. Farahanipour a régulièrement les honneurs de la presse iranienne : « Ils m'ont même reproché d'avoir ouvert un restaurant grec. Selon eux, c'est la preuve que je déteste l'Iran – Perse et Grèce étant ennemies durant l'Antiquité ! », s'esclaffe-t-il. Posé sur la table de sa salle de réunion, une bouteille de champagne attend son heure : « Le mouvement Woman Life Freedom est le dernier chapitre du régime islamique. Mais certains derniers chapitres peuvent être longs... »

Des agents du régime ont cherché à kidnapper Masih Alinejad, journaliste irano-américaine installée à New York, très active dans les médias et sur les réseaux sociaux. Quelques résidents de Westwood se disent même persuadés de la présence d'espions du régime. À l'inverse, on trouve aussi à Los Angeles des anciens de la Savak. En février dernier, la présence d'un ancien responsable de cette sinistre police politique du chah lors d'une manifestation de soutien à Woman Life Freedom a fait scandale au sein de la communauté irano-américaine : « C'est un problème de générations, analyse la journaliste Nilofar Mansouri. Pour certains vieux monarchistes, la Savak combattait le terrorisme. Pour notre génération, il n'y a aucune différence entre la

répression de la Savak et la répression de la République islamique. Le régime ne s'est pas gêné pour utiliser la photo de cet homme dans cette manifestation afin de chercher à discréditer le mouvement... » La communauté irano-américaine, unie dans son soutien à Woman Life Freedom, s'écharpe encore sur le rapport au passé monarchiste, ou sur la question des sanctions – arguer de leur allègement pouvant être assimilé à une forme de soutien à la République islamique, et entraîner des invectives sur les réseaux sociaux. L'accord sur le nucléaire, signé à Vienne le 14 juillet 2015 (mais torpillé par M. Donald Trump en 2018), avait également suscité des débats, rappelle M. Morad Ghorban, directeur exécutif du PAAIA : « Beaucoup dans la communauté soutenaient cet accord, dans l'espoir qu'il amène la République islamique à se comporter différemment, à se normaliser. »

Aujourd'hui, on estime le nombre d'Américains d'origine iranienne à au moins un demi-million. « Selon le dernier recensement, nous serions 498 000 », précise M. Ghorban. « Mais il n'y a pas de case "Iranien" sur les questionnaires... Nous sommes probablement entre 1 et 1,5 million. » Seule certitude : la densité de la communauté à Los Angeles lui permet de vivre dans un certain entre-soi que brocarde le comédien et humoriste irano-américain Maz Jobrani. « Vous aurez remarqué que certains Irano-Américains parlent à peine anglais, confirme Reza. Ils n'en ont pas besoin ! Ils peuvent vivre leur vie juste en parlant farsi. » Les plus âgés, arrivés en 1979, ne sont pas les seuls à utiliser quasi exclusivement leur langue natale : Parisa Farhadi, la quarantaine, journaliste à l'édition en farsi de la radio Voice of America (VOA), a quitté l'Iran il y a vingt ans : « Un jour, je dîne avec une copine américaine que je n'avais pas vue depuis longtemps. Et là je réalise que je n'avais pas eu de vraie conversation en anglais depuis quatre ans ! Toute ma vie sociale et professionnelle se déroule en farsi. » Reza constate un clivage au sein de la communauté : « Ceux de 1979 ont à mon avis une vision congelée de l'Iran, avec leurs portraits du chah et tout ce folklore des "seventies". J'ai grandi dans un autre Iran. Ce n'est pas qu'une question de génération. Les Irano-Américains de mon âge, mais dont les parents sont arrivés en 1979, ont grandi avec les blockbusters hollywoodiens, alors que dans ma jeunesse à Téhéran, on échangeait sous le manteau des films de Pedro Almodóvar ou d'Emir Kusturica. » « Ceux de 1979 » ont aussi tardé à

la République islamique ne les représente pas. » Les médias américains couvrent les manifestations à Los Angeles de la communauté irano-américaine en soutien à Woman Life Freedom. En février dernier, « l'attribution d'un Grammy Award à Baraye », chanson de l'artiste Shervin Hajipour devenue l'hymne de la révolte, « a contribué à faire connaître le mouvement au grand public », souligne le directeur exécutif du PAAIA. Sous le mandat de M. Trump, les Irano-Américains avaient pâti du « travel ban », décrété en 2017, et qui rendait quasi impossible l'entrée sur le sol américain des ressortissants de sept pays musulmans, dont l'Iran... Le paradoxe est que « beaucoup d'anciens avaient voté Trump, même s'ils n'osent pas le dire publiquement, assure Reza. Ils méprisent Trump, cet inculte. Mais ils pensaient qu'avec sa brutalité il allait peut-être renverser le régime par la force ! Ceux de ma génération ont voté démocrate, poursuit-il : il y a chez Trump des signes qui rappellent Ahmadinejad... ». Selon le PAAIA, seuls 18 % des Irano-Américains seraient favorables à une éventuelle intervention militaire extérieure afin de renverser le régime. Même M. Farahanipour, qui a décoré son restaurant d'une impressionnante collection d'objets reliés à la guerre du Golfe (1991), est contre : « Aucune guerre n'apporte la démocratie. »

Considérable force de frappe de la nouvelle génération

MM. Narges Hamzianpour et Farid Kia tiennent une galerie d'art sur Wilkins Boulevard, consacrée aux artistes iraniens. Ce soir d'avril, ils exposent des photos de manifestations en Iran, sorties du pays et imprimées en grand format : le produit de la vente reviendra aux photoreporters iraniens qui couvrent, clandestinement, la révolte. Les différentes générations d'exilés sont toutes là, un verre de vin à la main, confiantes dans le succès du soulèvement amorcé en septembre 2022. M^{me} Mahi Mokhtari est arrivée aux États-Unis il y a trois ans. La jeune femme porte, tatoué sur son avant-bras, le portrait de son frère Mohammad, étudiant abattu lors d'une manifestation le 14 février 2011. « Avec les réseaux sociaux, c'est devenu plus facile de partager et de



KENDRICK BRINSON. – Calligraphies et photos de films iraniens, Los Angeles, Californie, 2020

s'impliquer dans la vie démocratique américaine. L'ancien maire de Beverly Hills se souvient de sa première campagne électorale : « Les Irano-Américains ne s'inscrivaient pas sur les listes électorales, raconte M. Delshad. Ils avaient encore un "esprit de valise" (suitcase mentality) : ils croyaient pouvoir revenir un jour en Iran. Je leur disais que même lorsque la République islamique tomberait, leurs enfants, Américains, n'iraient pas vivre en Iran. Et donc qu'il fallait voter, ici ! » Lui-même s'est d'abord impliqué à la synagogue locale, « pour réconcilier ashkénazes et séfarades ». « Et un jour que je demandais mon chemin dans la rue, on m'a dit de "retourner dans mon pays"... C'était peu après le 11-Septembre. Je me suis alors lancé en politique, pour changer l'image des immigrés du Proche-Orient. »

La révolte en cours en Iran a modifié l'image des Irano-Américains aux États-Unis, observe M. Ghorban : « Le public américain voit que les Iraniens se révoltent courageusement et que les Irano-Américains les appuient, que le régime de

communiquer dans le monde entier notre combat », souligne la jeune militante. Vétéran des manifestations de 1999 puis de 2009, Reza constate que la nouvelle génération a une force de frappe beaucoup plus considérable : « On échangeait des cassettes sous le manteau, eux utilisent un VPN [réseau privé virtuel] pour contourner la censure et poster des vidéos sur YouTube. » Mais le régime a, lui aussi, recours aux technologies : début avril 2023, les autorités iraniennes ont annoncé l'usage de la reconnaissance faciale pour traquer les contrevenants au port du voile.

CÉDRIC GOUVERNEUR.

(4) « National public opinion survey of the Iranian American community », 2023, <https://paaia.org>

Le grand écart de la neutralité autrichienne

Façonnée par les Alliés au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'Autriche a longtemps occupé une position singulière au sein du camp occidental en jetant notamment des ponts avec le bloc communiste ou les pays du Sud. Ce passé est révolu et la guerre en Ukraine soulève un débat à Vienne sur la politique étrangère.

PAR FABIAN SCHEIDLER *

L'INVASION de l'Ukraine par la Russie a provoqué une vive controverse en Autriche sur l'avenir de la neutralité du pays. En mai 2022, un groupe d'une quarantaine de militaires, de représentants de l'économie et d'écrivains, parmi lesquels l'influent romancier Robert Menasse, a publié un appel qui réclamait un « débat ouvert ». Face à l'agression russe, maintenir la neutralité serait « non seulement insoutenable, mais dangereux » (1). L'appel ne réclamait pas directement une adhésion à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) sur le modèle de celles de la Finlande et de la Suède, mais il ne l'excluait pas non plus. Depuis lors, les principaux médias du pays polémique sur l'avenir de la politique étrangère : faut-il livrer des armes à l'Ukraine, faire transiter du matériel de guerre par l'Autriche, former des soldats ukrainiens ou participer à des travaux de déminage ? La neutralité de l'Autriche, pilier central de sa politique étrangère depuis 1955, vacillerait-elle ?

Si l'on en croit les déclarations des quatre principaux partis représentés au

Conseil national (la chambre basse du Parlement) – les conservateurs du Parti populaire ÖVP, les sociaux-démocrates du SPÖ, les Verts et les nationaux-conservateurs de droite du Parti de la liberté (FPÖ) –, la neutralité a de beaux jours devant elle. Le chancelier Karl Nehammer (ÖVP) avait annoncé après l'invasion russe : « L'Autriche était neutre, l'Autriche est neutre et l'Autriche restera neutre. Pour ma part, la discussion est donc close (2). » Seuls les libéraux de la Nouvelle Autriche (NEOS), le plus petit parti du Parlement, la remettent ouvertement en question. Les sondages suggèrent que 70 % à 80 % de la population soutiennent le statu quo, comme à l'accoutumée.

Mais qu'implique, concrètement, cette neutralité ? Tant ses partisans que ses détracteurs soulignent qu'elle s'avère en pratique assez souple. Les gouvernements ont toléré depuis des décennies les vols de l'OTAN à travers l'espace aérien, tout comme les transports de chars américains à travers le territoire lors de la première guerre d'Irak en 1991.

« Mémorandum de Moscou »

DERRIÈRE la constance d'une position de principe, l'interprétation de la neutralité a considérablement évolué au fil du temps (3). Après la seconde guerre mondiale, l'Autriche fut, comme l'Allemagne, divisée en quatre zones d'occupation. Mais contrairement à son grand voisin, la République alpine a pu échapper à la répartition en négociant en 1955 un accord avec l'Union soviétique qui promettait à l'Autriche la pleine souveraineté à condition qu'elle déclare en contrepartie sa « neutralité perpétuelle ». Ce « mémorandum de Moscou » constitua la condition préalable à la conclusion d'un traité d'État avec les quatre Alliés, qui scella l'indépendance (4). La même année, le Parlement adopta la Loi constitutionnelle fédérale sur la neutralité et les troupes alliées se retirèrent.

L'Allemagne aurait également pu emprunter cette voie. En 1952, Joseph Staline proposait aux puissances occidentales de négocier une réunification sous condition de neutralité. Certains dirigeants de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), alors au pouvoir en République fédérale, se prononcèrent en faveur d'un examen sérieux de cette offre, comme Jakob Kaiser, alors ministre des questions panallemandes. Mais le chancelier Konrad Adenauer tout comme les États-Unis s'y opposèrent. L'année même où l'Autriche déclarait sa « neutralité perpétuelle », l'Allemagne de l'Ouest rejoignait l'OTAN.

À cette époque, les discussions relatives à la neutralité ne portaient pas uniquement sur les alliances militaires, mais également sur la politique économique, tant en Autriche qu'en Allemagne. L'aile gauche de la CDU allemande optait pour une voie médiane entre l'économie planifiée soviétique et le capitalisme anglo-saxon : le programme d'Ahlen de 1947 prévoyait la nationalisation des industries-clés et parlait de « socialisme par responsabilité chrétienne ». Adenauer et les Alliés occidentaux s'employèrent à juguler ce courant et veillèrent à ce que la grande industrie ouest-allemande reste en mains privées – en grande partie sous le contrôle de collaborateurs et profiteurs nazis comme les familles Quandt (BMW), Porsche-Piëch (Volkswagen) et Flick (5).

La situation diffère du tout au tout en Autriche. En 1946-1947, les deux « lois de nationalisation » ont socialisé les banques, les industries-clés et le secteur de l'énergie. Depuis lors, la propriété coopérative et publique a joué un rôle bien plus important en Autriche qu'en Allemagne. Aujourd'hui encore, près de la moitié des appartements viennois appartiennent aux coopératives ou à des institutions publiques, contre un quart à Berlin (6). La décision historique en faveur de la neutralité n'était pas sans rapport avec cette politique économique.

Ce choix, extrêmement populaire, devient au fil du temps un élément constitutif de l'identité autrichienne. Il reste associé à la personnalité de Bruno Kreisky, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires étrangères de 1953 à 1959, puis ministre des affaires étrangères de 1959 à 1966 et, enfin, chancelier de 1970 à 1983. Ce social-démocrate développe une politique qui prendra par la suite le nom de neutralité « active » ou « engagée » (7). Dans les années 1960, il se rend en Bulgarie, en Roumanie et en Hongrie, une première pour un ministre des affaires étrangères occidental. Kreisky ouvre ainsi la voie à la future politique de détente allemande du chancelier Willy Brandt (1969-1974), avec lequel il avait noué une étroite amitié lors de leur exil commun en Suède pendant la seconde guerre mondiale ; il joue également un rôle important dans la conception de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) – qui se déroula de juillet 1973 à août 1975 à Helsinki et à Genève – puis dans l'élaboration de l'Acte final d'Helsinki (1^{er} août 1975), qui charpentent le cadre institutionnel de la détente. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui succédera à la CSCE, sera domiciliée à Vienne en 1995, à l'instar de nombreuses organisations des Nations unies implantées en Autriche sous l'égide de Kreisky. Cette vocation de centre diplomatique apporte à l'Autriche non seulement une renommée internationale, mais aussi une forme de « garantie de sécurité négative » (engagement des puissances atomiques à ne pas recourir à des frappes nucléaires).

Kreisky s'engage également dans le rapprochement entre le gouvernement israélien et l'Organisation de libération

de la Palestine (OLP) de Yasser Arafat – un processus qui aboutira aux accords d'Oslo en 1993. Comme d'autres pays neutres telle la Suède, dirigée par le social-démocrate Olof Palme – lui aussi ami de Kreisky –, l'Autriche entretient des relations intenses avec le mouvement des pays non alignés et soutient leur revendication d'un « nouvel ordre économique international ». Le pays occupe ainsi une place bien plus importante sur la scène internationale que ne le laissait supposer sa modeste taille.

Alors que le SPÖ dirigé par Kreisky de 1967 à 1983 refusait – à l'instar des Verts, parti fondé en 1986 – d'adhérer à la Communauté européenne (CEE), tant pour des raisons économiques que de politique étrangère, le chancelier Franz Vranitzky, lui aussi social-démocrate, pose la candidature de l'Autriche en 1989. Dans son avis du 31 juillet 1991, la Commission de Bruxelles déplore d'une part des « rigidités » et « des tendances certaines au corporatisme » ainsi qu'une « productivité relativement faible » du secteur public qui « menacent (...) la compétitivité ». D'autre part, la neutralité de l'Autriche constitue « un problème spécifique ». Après l'adhésion en 1995, les privatisations à grande échelle des années 1990 et 2000 et la soumission au programme d'ajustement structurel de l'Union, le gouvernement autrichien a toutefois levé largement la première réserve, abandonnant du même coup sa voie singulière en matière économique. Et, malgré sa neutralité, l'Autriche s'est engagée à participer pleinement et activement à la politique étrangère et de sécurité commune (PESC). Si la « clause irlandaise » du traité sur l'Union européenne signé à Maastricht en 1992 dispose que la politique de défense ne doit pas affecter « le caractère spécifique de certains États membres », Vienne s'est intégré en pratique dans les groupes de combat de l'Union ainsi que dans la Facilité pour la paix, un fonds européen souvent critiqué pour ses exportations d'armes dans des régions en crise. Afin de permettre la participation aux structures militaires de l'Union, le gouvernement autrichien a même déclaré unilatéralement en 1990 plusieurs articles du traité d'État obsolètes – sous les protestations de l'URSS et dans le silence des puissances occidentales.

Avec l'invasion de l'Ukraine, le débat sur l'orientation de la politique étrangère revient sur le devant de la scène. Au sein du gouvernement ÖVP-Les Verts, la neutralité s'interprète de diverses manières. Alors que la ministre de la défense Klauudia Tanner (ÖVP) refuse par exemple d'aider l'Ukraine dans ses opérations de déminage, le président fédéral Alexander Van der Bellen (ex-Les Verts), également commandant en chef de l'armée, s'y montre ouvertement favorable. Les partis de gouvernement s'accordent toutefois sur un point : le réarmement massif de l'armée fédérale, dont le budget devrait doubler d'ici 2025.

En dehors des grands partis, les débats débordent largement ce cadre. Une petite minorité, menée par le lobbyiste économique Günther Fehlinger, réclame une adhésion à l'OTAN, mais ne trouve guère de soutien au sein de la population et de la classe politique. D'autres opposants à la neutralité misent non pas sur l'Alliance atlantique, mais sur une défense européenne renforcée à laquelle l'Autriche s'intégrerait davantage. Robert Menasse, par exemple, nous confie qu'il rêve d'une Europe souveraine comme « projet de paix armée », capable de se défendre en cas d'urgence, ce qui nécessiterait de dissiper la « fiction de la neutralité autrichienne ». Menasse rejette également l'adhésion à l'Alliance atlantique, qui risquerait d'entraîner l'Autriche dans les conflits des superpuissances. Il s'agit au contraire de surmonter la dépendance vis-à-vis des États-Unis.

Pensée en blocs, pensée bloquée

INDUBITABLEMENT, l'âge d'or de la neutralité engagée appartient au passé. Certes, dans les années 2010, l'Autriche avait contribué de manière significative à mettre en place le traité sur l'interdiction des armes nucléaires de l'Organisation des Nations unies contre la volonté de l'Alliance atlantique. Mais sur d'autres questions, ce pays s'est largement soumis aux positions de l'Union européenne et de l'OTAN. L'offre du gouvernement ukrainien pour un accord de cessez-le-feu en mars 2022, qui prévoyait de renoncer à l'adhésion à l'OTAN, n'a pas trouvé de soutien actif à Vienne. Le pays alpin n'a pas non plus participé aux initiatives de négociation pour un cessez-le-feu, telles que celles lancées par la Turquie, Israël, le Brésil, l'Inde et plusieurs pays africains.

La montée des tensions entre l'Occident d'un côté, la Russie et la Chine de

Les défenseurs de la neutralité, comme Gerald Oberansmayr, de l'Atelier Solidarité, ne perçoivent pas comme une solution la poursuite de l'intégration dans une Union de plus en plus militarisée et susceptible d'agir comme puissance impériale et néocoloniale. Le politologue Heinz Gärtner, de l'université de Vienne, mise lui aussi sur une souveraineté diplomatique de l'Europe. Avocat d'un retour à la neutralité engagée, il avait proposé en mars 2014 un statut de neutralité pour l'Ukraine, sur le modèle autrichien, afin d'éviter la guerre imminente – une perspective évoquée par Henry Kissinger peu de temps après (8). Reprise la même année par le ministre des affaires étrangères de l'époque, M. Sebastian Kurz, comme ligne officielle du gouvernement, la position a été abandonnée peu de temps après – sous la pression de l'OTAN, comme le suppose Gärtner.

l'autre, et le risque d'une confrontation nucléaire appellent pourtant l'action de pays européens à la fois indépendants et crédibles vis-à-vis des non-alignés du Sud. « La pensée en blocs », rappelle Gärtner, « a toujours bloqué la pensée ». Plutôt que pour une nouvelle course à l'armement dans le cadre atlantique ou européen, il plaide pour des institutions capables de jeter des ponts entre les blocs, sur le modèle de l'OSCE.

Autrefois, l'Autriche était experte dans la construction de tels ponts. Elle se contente désormais de faire le grand écart entre neutralité formelle et intégration dans les structures militaires occidentales. En juin dernier, le chancelier Nehammer a annoncé la participation de son pays au projet de défense aérienne Sky Shield des pays européens membres de l'OTAN – tout en continuant à célébrer la neutralité.

(1) « Prominente fordern ernsthafte Diskussion über Verteidigungspolitik », *Der Standard*, Vienne, 9 mai 2022.

(2) « Nehammer : Österreich bleibt neutral », *Kurier*, Vienne, 8 mars 2022, <https://kurier.at>

(3) Franz Cede et Christian Prosl, *Anspruch und Wirklichkeit. Österreichs Außenpolitik seit 1945*, Studien Verlag, Innsbruck, 2015.

(4) À la demande des Alliés occidentaux, la neutralité ne fut toutefois pas explicitement inscrite dans le traité d'État.

(5) David de Jong, *Nazi Billionaires. The Dark History of Germany's Wealthiest Dynasties*, Mariner Books, New York, 2022.

(6) « La construction de logements d'utilité publique à Vienne et l'aide à la construction de logements à Berlin », actes du colloque des 28 et 29 septembre 2018, Berlin, Kommunalpolitische Forum, www.kommunalpolitik-berlin.de

(7) L'expression « neutralité engagée » a été inventée par Heinz Gärtner. Cf. Heinz Gärtner (sous la dir. de), *Engaged Neutrality. An Evolved Approach to the Cold War*, Lexington Books, Lanham (Maryland), 2017.

(8) Heinz Gärtner, « Kiew sollte sich Neutralität Österreichs ansehen », *Der Standard*, 3 mars 2014.



FRIEDENSREICH HUNDERTWASSER. – « Le Cercle Felix », 1976

© HUNDERTWASSER ARCHIVE, VIENNE - WWW.HUNDERTWASSER.COM

L'imprimerie
79, rue de Roissy
93290
Tremblay-en-France

ACPM

IMPRIM'VERT

Origine du papier : Allemagne.
Taux de fibres recyclées : 58 %.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées, porteur de l'Écolabel européen sous le n° FI/37/001.
Eutrophisation : Ptot = 0,007 kg/t de papier

Commission paritaire des publications
et agences de presse : n° 0524 D 86051
ISSN : 0026-9395
PRINTED IN FRANCE

À la disposition des diffuseurs de presse
pour modification de service, demandes de réassort
ou autre, notre numéro de téléphone vert :
0 805 050 147.

LA SOLIDARITÉ EN TEMPS DE GUERRE À L'ÉPREUVE DU MARCHÉ

Des céréales ukrainiennes au goût amer

Alors que la Russie s'est retirée de l'accord sur les céréales ukrainiennes, menaçant de ce fait les expéditions par navire, Bruxelles tente de maintenir des corridors sécurisés, en évitant que certains États membres ne ferment leurs frontières aux exportations de Kiev. Au-delà du conflit en cours, cette crise préfigure les conséquences d'une adhésion accélérée de l'Ukraine à l'Union européenne.

PAR CORENTIN LÉOTARD *

BRUXELLES décrète le 12 mai 2022 une sorte d'arrimage d'urgence de Kiev à l'Europe des 27. La Commission européenne annonce en effet la mise en place de « corridors de solidarité » pour contourner le blocus partiel des ports de la mer Noire, par lesquels transitaient auparavant 90 % des exportations agricoles de l'Ukraine. Objectif affiché : permettre aux céréales d'atteindre leurs marchés traditionnels d'Afrique du Nord et du Proche-Orient afin de garantir la sécurité alimentaire mondiale et de soutenir l'économie ukrainienne. La Commission appelle alors « les acteurs du marché de l'Union à mettre de toute urgence à disposition les équipements, le matériel roulant, les véhicules, les chalands et les bateaux nécessaires » et enjoint à « faire preuve de flexibilité, d'agilité et de résilience pour garantir le fonctionnement des itinéraires de transport et des chaînes d'approvisionnement » (1).

Entre l'Union européenne et l'Ukraine, les droits de douane et les quotas sont subitement levés. Bruxelles incite les États membres orientaux à réduire au strict minimum les formalités aux frontières et à augmenter leurs possibilités d'entreposage des grains. L'interconnexion des réseaux de transport et la capacité des terminaux de transbordement s'améliorent rapidement. Un an plus tard, en mai 2023, l'Union annonce avoir assuré l'exportation de trente-huit millions de tonnes de marchandises agricoles, céréales et oléagineux en grande majorité, via ces nouvelles routes européennes (2). Et les Européens entendent consolider le dispositif après la décision prise en juillet par la Russie de se retirer de l'accord sur les céréales ukrainiennes qui permettait l'expédition de cargaisons en passant par la mer Noire. « Il faut absolument améliorer et renforcer les corridors de solidarité via l'Europe », déclare le 26 juillet dernier M. Luis Planas, ministre de l'agriculture espagnol, dont le

pays a récemment pris la présidence du Conseil de l'Union européenne.

La célébration de ce succès oblitère soigneusement les victimes collatérales du dispositif. Le 23 mai, des agriculteurs hongrois, roumains, polonais ou encore slovaques manifestaient à Bruxelles pour prévenir la Commission que ses corridors de solidarité n'étaient pas étanches. Des centaines de milliers de tonnes de maïs et de blé ont fait surface sur un marché théoriquement protégé. L'engorgement des silos et entrepôts a provoqué une chute des prix des récoltes. À la fin du mois d'avril, le prix du blé accusait en Hongrie une baisse de 31 % sur un an et celui du maïs de 28 % (3). En cause, la lenteur du mécanisme décisionnel de l'Union, qui a différé l'ouverture du corridor ferroviaire et immobilisé dans la région une grosse partie des grains. Comme l'explique M. Tamás Petőházi, président de l'association des producteurs de céréales, on comptait au printemps 2022 « quatre à cinq millions de tonnes de céréales ukrainiennes en Hongrie. À partir de l'automne, la demande de céréales hongroises s'est effondrée, car tous les acheteurs se sont tournés vers le maïs, le blé et l'orge ukrainiens ». Il anticipe une faiblesse persistante de la « demande pour les productions hongroises ».

Budapest dénonce un mécanisme à la fois mal conçu et imposé aux États membres. « Le dumping céréalier ukrainien a rendu la survie des agriculteurs impossible, car ils ont perdu leurs débouchés nationaux et européens traditionnels », nous explique en termes vagues un communiqué du ministère de l'agriculture. « La création des corridors de solidarité partait de bonnes intentions, précise M. István Nagy, à la tête de ce ministère, dans un entretien en ligne, mais avec l'appât du gain, des négociants en céréales sont apparus sur le marché et ont profité de la disponibilité de céréales ukrainiennes à moitié prix, qu'ils ont entreposées en Hongrie et dans les pays voisins (4). »

Les intérêts du grand négoce

MAIS qui a mis sur le marché ces céréales censées seulement transiter ? « Ce sont les opérateurs, les chargeurs, tout ce qui relève du grand négoce et qui appartient à l'agrobusiness international », expliquait Marie-Claude Maurel, directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) au micro de France Culture, le 21 avril dernier. « Depuis la décennie 2010-2020, poursuivait-elle, ils ont implanté de puissantes installations en Ukraine pour traiter le blé produit par les groupes agroalimentaires. Les très grandes exploitations, héritières lointaines des fermes d'État, ont été transformées par les investisseurs étrangers, européens et américains. Ils ont pris le contrôle de ces grandes cultures de céréales, qu'ils exploitent dans des conditions extrêmement favorables, grâce à une forte mécanisation. C'est une concurrence anormale, car en principe le marché intérieur européen est protégé. »

Avant la guerre, l'Ukraine exportait très peu de blé vers l'Union européenne – environ un demi-million de tonnes par an –, principalement par navire vers l'Espagne et l'Italie, mais pas en Europe centrale. Grâce à l'ouverture des routes terrestres, l'Ukraine aura vendu, entre juillet 2022 et juillet 2023, 800 000 tonnes de blé en Pologne, 800 000 tonnes en Roumanie et 250 000 tonnes en Hongrie, selon le cabinet de conseil Tallage (5).

* Rédacteur en chef du *Courrier d'Europe centrale*, Budapest.

des marchés agricoles : « Les agriculteurs européens ont toujours eu à faire face indirectement à la concurrence ukrainienne, sur les marchés d'Afrique du Nord par exemple. Mais, avec la guerre, les courtiers ukrainiens ont tout de suite cherché à revendre sur les marchés est-européens. »

À la mi-avril 2023, les pays d'Europe centrale ont pris le contrepied de Bruxelles et de sa compétence exclusive en matière de politique commerciale. La Pologne a été la première à fermer ses frontières et le corridor. Fervent soutien de l'Ukraine, son gouvernement national-conservateur ne peut toutefois s'aliéner le monde agricole six mois avant les élections législatives. Il a été suivi le jour même par la Hongrie, puis par la Slovaquie et par la Bulgarie. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a dénoncé des « mesures protectionnistes strictes et même cruelles », le 9 mai à Kiev, aux côtés de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. Dans une lettre adressée mi-avril aux États réfractaires, cette dernière avait estimé que « les mesures unilatérales ne peuvent que faire le jeu des adversaires de l'Ukraine ».

Toutefois, la Commission a reconnu le 2 mai, dans un communiqué, que des « circonstances exceptionnelles portent atteinte à la viabilité économique des producteurs locaux » et a promis une seconde enveloppe de 100 millions d'euros pour leur venir en aide, après une première de 56,3 millions décidée en mars. Plus important : en échange de la réouverture de leurs frontières, elle a concédé à la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie et la Bulgarie que le blé, le maïs, le colza et les graines de tournesol en provenance d'Ukraine y circulent sous le régime de transit douanier commun. Si ces produits échapperont toujours aux droits de douane et aux quotas, ils ne pourront que transiter sur ces territoires sans être entreposés ni achetés. Autrement dit, il s'agit de mettre réellement en œuvre dans ces quatre pays le principe initial des corridors de solidarité. La Commission a toutefois prévenu qu'il s'agissait de « mesures préventives exceptionnelles et temporaires ». Signe

des intérêts divergents au sein du monde agricole, l'interdiction de facto de ces importations divise en Hongrie. Elle soulage les agriculteurs céréaliers, mais les producteurs de biocarburants et surtout l'Association nationale des négociants en céréales pointent la pénurie de maïs et les difficultés à venir pour les producteurs d'aliments pour animaux et leurs éleveurs.

Ces corridors de solidarité visaient-ils seulement à permettre l'acheminement des marchandises vers les marchés traditionnels de l'Ukraine en Afrique du Nord et au Proche-Orient ? Les producteurs ukrainiens ne recherchent-ils pas égale-

ment de nouveaux débouchés commerciaux en Europe ? La Commission ne reconnaît qu'un problème logistique de « goulets d'étranglement », qui a causé l'accumulation des récoltes, mais pas le caractère structurel du phénomène, alors que ces corridors accélèrent la mise en œuvre de la libéralisation de toutes les importations en provenance d'Ukraine décidée au printemps 2022. « On peut penser que derrière cette crise se cachent les intérêts masqués du grand négoce, qui réussit à tirer les ficelles », ajoutait Marie-Claude Maurel. *La perspective de l'entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne pose cette question de la concurrence de manière frontale. C'est une alerte.* »

L'âge d'or des subventions

EN Europe centrale, les agriculteurs redoutent que les mesures d'urgence et l'arrimage « temporaire » de l'Ukraine ne marquent le premier pas d'une intégration express au marché unique. En l'état, il leur serait difficile de rivaliser avec les exploitations géantes sur des terres d'une qualité exceptionnelle et exploitées de façon ultra-intensive, quand bien même elles seraient soumises aux contraintes environnementales nettement plus sévères de l'Union. D'autant que Bruxelles organise déjà la concurrence en mettant en place une plate-forme numérique qui connecte les négociants ukrainiens avec des entreprises de logistique. Des initiatives privées voient aussi le jour. Arguant de sa solidarité avec l'Ukraine, l'entreprise de fret ferroviaire Rail Cargo Austria a ainsi lancé l'application GrainLane, avec le concours de la Commission européenne, selon les médias ukrainiens. Elle met en relation « les producteurs ukrainiens et les acheteurs et détaillants européens et africains, qui n'avaient souvent aucune relation commerciale avant la guerre ». Quelques clics permettent de sceller les transactions gratuitement, puis d'organiser leur transport payant.

« L'Union européenne et l'Ukraine ont un intérêt mutuel à un accord de libre-échange. Cela bouleverserait les marchés, les agriculteurs ici en savent quelque

chose, après un an de corridors », estime M. Raskó. À la tête d'une puissante exploitation de 2 200 hectares qui a eu recours au maïs d'Ukraine, il ne voit pas cela d'un mauvais œil et tempère les difficultés actuelles : « Nous avons connu un âge d'or depuis 2004 grâce aux subventions de la politique agricole commune [PAC], tout en étant faiblement concurrencés, estime-t-il. Il faudra gagner en productivité ou se diversifier. » Le ministère de l'agriculture hongrois nous assure aujourd'hui que le corridor de solidarité reste opérationnel, mais que, désormais, comme en Pologne, tous les convois entrant dans le pays sont contrôlés, scellés et étroitement surveillés jusqu'à leur sortie du territoire. Le coup de semence a été sévère.

(1) « Un plan d'action pour la création de corridors de solidarité Union européenne-Ukraine en vue de faciliter les exportations agricoles et les échanges bilatéraux de l'Ukraine avec l'Union européenne », communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, Commission européenne, Bruxelles, 12 mai 2022.

(2) « Nourrir le monde, ce que font les pays de l'Union européenne pour atténuer l'impact de la guerre menée par la Russie », Conseil de l'Union européenne, www.consilium.europa.eu

(3) « Rapports sur le marché agricole – Céréales et cultures industrielles » (en hongrois), Institut d'économie agricole, Budapest, vol. XXVI, n° 9, 2023, www.aki.gov.hu.

(4) Világgazdaság, 17 février 2023, www.vg.hu

(5) Bureau d'études Tallage – Stratégie Grains, www.strategie-grains.com

CRUCIVERBISTES, À VOS CRAYONS !

Le Monde a sélectionné pour vous 100 grilles de Philippe Dupuis. Vous vous amusez de ses définitions malicieuses et de ses astuces lexicales.

Dès le 14 septembre chez votre marchand de journaux - 7,50 € - 120 pages.

Le Monde

Comment assurer une

La convention citoyenne sur la fin de vie s'est prononcée pour l'ouverture d'une « aide active » à mourir, à laquelle le Parlement français pourrait donner des contours juridiques cet automne. Une quinzaine de pays ont déjà légiféré en ce sens. Mais, au-delà des textes, seuls la sauvegarde et le renforcement du système de santé publique pourront garantir qu'il s'agit d'un véritable choix.

PAR PHILIPPE DESCAMPS

« **J**'ai pris des comprimés il y a une heure. Je serai partie pour minuit. » Après avoir redonné le goût de l'existence à un jeune suicidaire, une rescapée des camps nazis décide à 79 ans qu'elle a assez vécu. Sur une musique de Cat Stevens, le film culte de Hal Ashby *Harold et Maude* posait dès 1971 la question de la liberté de choisir sa mort. En 1974, trois lauréats du prix Nobel dont le Français Jacques Monod appelaient chacun à « faire respecter son droit à mourir dignement ».

La plupart des pays industrialisés ont depuis adopté des lois pour améliorer la fin de vie, par la prise en charge des souffrances et la possibilité de les abrégier. Une « aide passive » est devenue légale par voie parlementaire ou par évolution de la jurisprudence dans beaucoup de pays ; mais seulement une quinzaine d'États autorisent une « aide active », toujours sous de strictes conditions (voir la carte ci-dessous). Dans un contexte de vieillissement de la population, de développement de maladies à l'issue douloureuse et de recul des religions, le débat anime associations, Parlements et tribunaux, du Chili à la Nouvelle-Zélande, du Québec à l'Afrique du Sud.

Avec son code pénal de 1942 qui peut être interprété comme tolérant l'« assistance en vue du suicide » en l'absence de « mobile égoïste », la Suisse fait figure de pionnière. Ce pays a vu le contingent de personnes concernées passer de moins d'une centaine avant l'an 2000 à 1391 (plus 221 étrangers) en 2021, soit 1,9 % de l'ensemble des décès (1). Depuis l'adoption d'une loi sur « l'interruption de la vie sur demande et l'aide au suicide », en 2001, le nombre de demandes acceptées aux Pays-Bas augmente également chaque année pour atteindre 8 707 en 2022 (2), soit 5,1 % des décès. L'aide médicale au Canada – qui autorise, hors Québec, l'euthanasie et le suicide assisté depuis 2016 – concernait 1 018 personnes la première année, dix fois plus en 2021.

En France, le livre *Changer la mort* marqua l'opinion il y a plus de quarante ans (3). Depuis, une large majorité des personnes interrogées régulièrement sur le sujet se prononcent pour le respect du choix des individus et la possibilité d'une « aide active ». Le Parlement n'a jamais suivi ; la dernière proposition en ce sens présentée par M. Olivier Falorni en avril 2021 a été bloquée par l'obstruction des députés Les Républicains. Plusieurs histoires personnelles déchirantes, l'évolution de tous les pays frontaliers ou du corps médical pourraient changer la donne. En réponse à la question que lui avait posée la première ministre Elisabeth Borne, la convention citoyenne sur la fin de vie réunissant 184 personnes tirées au sort a trouvé un consensus pour estimer que « le cadre actuel d'accompagnement de la fin de vie n'est pas adapté aux différentes situations rencontrées ». En outre, ses membres se montrent pour les trois quarts favorables à l'ouverture d'une « aide active » (4). Recevant les propositions de cette convention le 3 avril dernier, le président Emmanuel Macron a annoncé qu'un projet de loi serait présenté d'ici la fin de l'été. Au moment où de nombreux acteurs ou organisations prennent position, la clarté des débats requiert que l'on distingue les réelles oppositions de celles qui ne sont qu'apparentes.

Choix intime ou collectif, liberté ou égalité ?

Depuis les travaux d'Émile Durkheim à la fin du XIX^e siècle, on sait que les personnes âgées se donnent la mort plus souvent. Sur tous les continents – y compris en Afrique –, le taux de suicide augmente fortement à partir de 65 ans, et surtout après 75 ans (5). Simone de Beauvoir relevait déjà il y a cinquante ans : « Certains suicides de vieillards succèdent à des états de dépression névrotique qu'on n'a pas réussi à guérir ; mais la plupart sont des réactions normales à une situation irréversible, désespérée, vécue comme intolérable (6). » Beaucoup n'ont donc pas attendu une loi. De nombreuses personnes, ordinaires ou célèbres, ont fait connaître leur volonté d'« user de ce qu'elles considéraient comme une liberté (lire ci-contre « Je veux pouvoir choisir »). Des couples inséparables – comme Paul Lafargue et Laura Marx (la fille de Karl) en 1911 ou André et Dorine Gorz en 2007 – choisissent une mort volontaire conjointe.

Comment rendre possible dans des conditions décentes ce qui relève d'un choix personnel ? Pour la collectivité, cela implique en premier lieu la prise en charge de l'âge ou de la maladie afin que personne n'ait jamais le sentiment d'être « un poids pour la société et les autres », comme le rappelle le Conseil économique, social et environnemental (CESE) (7). Dès les premières lignes du manifeste qui ouvre la synthèse de leurs travaux, les 184 citoyens de la convention ont tenu à le rappeler : « Il est plus que jamais nécessaire de renforcer notre système de santé afin d'accompagner l'ensemble des patients et plus spécifiquement ceux en fin de vie. » Le 20 mars dernier déjà, dix-huit organisations – dont la Ligue des droits de l'homme, la Ligue de l'enseigne-

ment, l'Association pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD) et le Comité national d'action laïque – constituaient une « force progressiste et républicaine » afin de faire évoluer le cadre légal et rappelaient le 6 avril : « Cette évolution implique un budget à la hauteur des besoins afin de permettre l'égalité d'accès [aux soins palliatifs] (8). »

Aide passive ou active ?

Depuis 1995, cinq lois ont été votées sur le sujet, sans sortir d'un certain flou. Ainsi, depuis la première loi dite « Leonetti » du 22 avril 2005, adoptée à l'unanimité à l'Assemblée nationale, la France autorise une forme d'« euthanasie passive » – sans le dire explicitement. C'est le « laisser mourir » : le refus de l'« obstination déraisonnable » sur un patient incurable. « Lorsqu'ils apparaissent inutiles, disproportionnés ou n'ayant d'autre effet que le seul maintien artificiel de la vie », dispose l'article 2 de ce texte législatif, certains actes peuvent être suspendus ou ne pas être entrepris. Alors que les « soins palliatifs », au sens du code de la santé publique (article L.1110-10), ne visent qu'à « soulager la douleur et apaiser la souffrance psychique », l'arrêt des traitements curatifs à la demande explicite du patient ou suivant

ses directives anticipées conduit plus ou moins rapidement à la mort.

Très vite, cette recherche d'un entre-deux évitant « acharnement thérapeutique » comme « euthanasie » se révèle insuffisante. Plusieurs rapports, dont celui de M. Didier Sicard remis en décembre 2012 au président François Hollande, dénoncent les difficultés d'accès aux soins palliatifs. Lors de la campagne électorale, quelques mois plus tôt, ce dernier avait pris l'engagement d'autoriser « une assistance médicale pour terminer sa vie dans la dignité ». Mais la loi dite « Claeys-Leonetti » du 2 février 2016 ne va pas bien loin. Si elle facilite l'accès aux soins palliatifs, rend plus contraignantes les directives anticipées et renforce le rôle de la personne de confiance, elle se contente de reconnaître, à son article 3, le droit dans des cas très précis à une « sédation profonde et continue provoquant une altération de la conscience maintenue jusqu'au décès ».

On ne dispose pas de données fiables sur le nombre de ces sédations profondes et continues. Le CESE note que beaucoup de médecins considèrent certains termes comme « ambigus, voire hypocrites » avec « des risques d'interprétation et donc de dérives ». Il relève également que la loi « crée des confusions chez les patients et

dans les familles », certains espèrent bénéficier d'un droit à l'euthanasie quand d'autres redoutent qu'on le leur impose et craignent toute anesthésie. La convention citoyenne constate aussi que ce dispositif reste « relativement peu pratiqué » et crée « une situation complexe que certaines difficultés d'application et l'hétérogénéité des pratiques constatées en France rendent encore plus difficile à appréhender ».

L'Académie de médecine juge le cadre juridique actuel satisfaisant « lorsque le pronostic vital [est] engagé à court terme en raison d'une pathologie grave et incurable (9) ». Mais elle en reconnaît les limites et interroge aussi les parlementaires qui auront à trancher la question pour ceux dont le pronostic vital n'est pas engagé à court terme : « Comment refuser à des malades éprouvant les affres et l'irréversibilité de leur condition d'aspirer légitimement à ne pas être spectateurs de leur dégradation et à ne pas la faire subir aux autres ? »

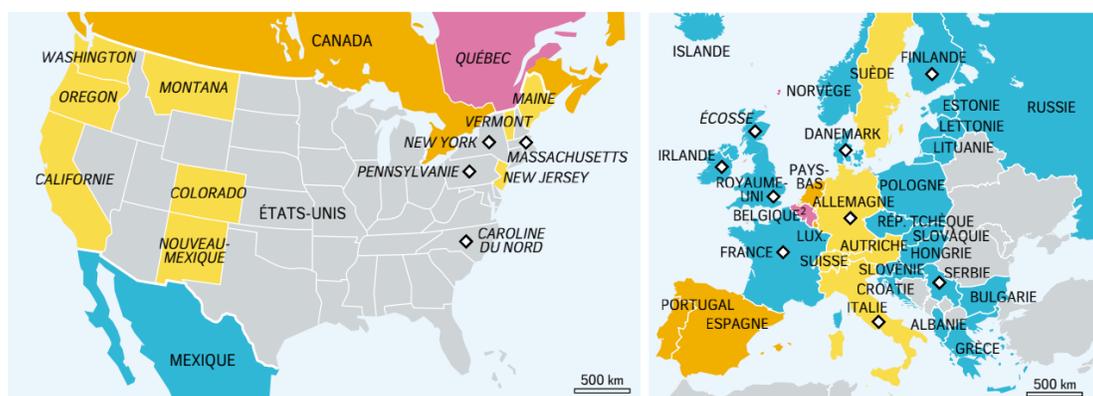
Soins palliatifs ou aide active à mourir ?

Lors de la campagne présidentielle de 2022, la question semblait polarisée selon un axe droite-gauche : M^{mes} Valérie Pécresse et Marine Le Pen comme MM. Éric Zemmour et Nicolas Dupont-Aignan mettaient l'accent sur l'amélioration des soins palliatifs ; M^{mes} Anne Hidalgo et Nathalie Arthaud, de même que MM. Jean-Luc Mélenchon, Yannick Jadot, Philippe Poutou et Fabien Roussel plaidaient pour une législation sur une aide active ; MM. Jean Lassalle et Emmanuel Macron s'en remettaient, eux, à un grand débat public ou à une convention citoyenne.

L'analyse des carences des soins palliatifs et la nécessité de leur amélioration font en tout état de cause l'unanimité. Le gouvernement a demandé au professeur Franck Chauvin, expert en santé publique,



JÉRÔME BOREL. – « Ecce Homo », 2021



(1) « Causes de décès », Office fédéral de la statistique, état des données au 17 avril 2023, www.bfs.admin.ch
 (2) « Jaarverslagen 2022 », Regionale Toetsingscommissies euthanasie, www.euthanasiacommissie.nl
 (3) Léon Schwartzberg et Pierre Vianson-Ponté, *Changer la mort*, Albin Michel, Paris, 1977.
 (4) « Rapport de la convention citoyenne sur la fin de vie », Conseil économique, social et environnemental, avril 2023, www.lecese.fr
 (5) « Prévention du suicide, l'état d'urgence mondial », Organisation mondiale de la santé, Genève, 2014.
 (6) Simone de Beauvoir, *La Vieillesse*, Gallimard, Paris, 1970.
 (7) « Fin de vie : faire évoluer la loi ? », Conseil économique, social et environnemental, mai 2023, www.lecese.fr
 (8) « Le pacte progressiste fin de vie salue les travaux de la convention et appelle le gouvernement et les parlementaires à prendre leurs responsabilités », Association pour le droit de mourir dans la dignité, 6 avril 2023, www.admd.net
 (9) « Favoriser une fin de vie digne et apaisée : répondre à la souffrance inhumaine et protéger les plus vulnérables », avis de l'Académie de médecine, séance plénière du 27 juin 2023, www.academie-medicine.fr

© ADAGP, PARIS, 2023 - COURTESY GALERIE OLIVIER WALTMAN

PHILIPPE DESCAMPS ET CÉCILE MARIN

ENTRE ÉTHIQUE ET POLITIQUE

mort digne pour tous

de préparer un plan décennal pour créer une filière de soins palliatifs. Mais une partie du corps médical, la plupart des élus de la droite et certains des fidèles de M. Macron, comme l'ancien ministre de la santé François Braun, voudraient s'en tenir là. C'est la position rappelée par un rapport sénatorial : « *La médecine palliative a connu des avancées majeures depuis les années 1990-2000, de sorte que c'est essentiellement par défaut d'une bonne couverture sur le territoire que l'on meurt encore trop mal dans notre pays. C'est là que les efforts doivent être portés, non sur un dispositif d'aide active à mourir qui risquerait dangereusement d'être une option de repli faute d'offre de soins satisfaisante* (10). » La Conférence des évêques de France défend aussi une « *voie française* » centrée sur les soins palliatifs : « *L'attente la plus profonde de tous n'est-elle pas l'aide active à vivre, plutôt que l'aide active à mourir ?* » (11).

Cette position fait écho à celle de la Société française d'accompagnement et de soins palliatifs (Sfasp), dont la présidente Claire Fourcade assure : « *L'urgence n'est pas la légalisation d'une forme de mort provoquée, mais l'application de la loi actuelle, qui garantit des soins palliatifs partout et pour tous afin que chacun dispose du droit fondamental de vivre dans la dignité jusqu'au bout* (12). » A contrario, un collectif de soignants, réunis à l'initiative de l'ADMD, oppose le dispositif actuel, « *un processus mortifère prolongé, lent et solitaire* », à « *une mort acceptée en conscience, partagée par les proches et les soignants* ». Il ajoute : « *Il n'y a pas de meilleur service à rendre au patient, conscient et capable, que de répondre favorablement à sa demande de bénéficier d'une aide active à mourir afin de sauvegarder sa propre dignité* » (13).

La convention citoyenne a bien perçu l'importance de l'accompagnement. Plusieurs de ses propositions visent « *un accès aux soins palliatifs pour tous et partout* » en s'en donnant les moyens : campagne d'information, meilleure prise en charge, hospitalisation à domicile, maillage territorial, formation des soignants, budget, etc. Toutefois, la convention reconnaît un principe cardinal : « *La volonté du patient et son libre arbitre prévalent dans tous les cas*. » Ce qui l'a conduit à conclure qu'« *il ne suffit pas de garantir la pleine application du cadre actuel* ».



© ADAGP, PARIS, 2023 - COURTESY GALERIE OLIVIER WALTMAN

JÉRÔME BOREL. – « Station 6 – End » (Station 6 – terminus), 2022

Euthanasie ou suicide assisté ?

Dans un avis de septembre 2022, le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) reconnaissait que « *certaines personnes souffrant de maladies graves et incurables, provoquant des souffrances réfractaires, dont le pronostic vital n'est pas engagé à court terme, mais à moyen terme, ne rencontrent pas de solution toujours adaptée à leur détresse dans le champ des dispositions législatives* (14) ». Dès lors qu'une évolution est admise, il convient de fixer le nouveau périmètre. Aujourd'hui, même l'ordre des médecins envisage l'hypothèse du suicide assisté, tout en refusant l'euthanasie, « *le médecin ne pouvant provoquer délibérément la mort par l'administration d'un produit létal* (15) ».

Plusieurs pays comme l'Allemagne, l'Autriche ou l'Italie ont suivi l'Oregon, où la loi autorise depuis 1997 « *l'auto-administration volontaire d'une dose létale*

de médicaments prescrits par un médecin à cette fin ». Réversible jusqu'à la dernière seconde, ce dispositif laisse au patient la maîtrise de son destin et épargne aux soignants la responsabilité du geste final. Dans cet État américain, un tiers des patients ne prennent pas en définitive la potion mortelle qui leur a été prescrite, soit parce que la maladie les a emportés avant, soit parce qu'ils ont changé d'avis (16). En revanche, le suicide assisté ne répond pas aux personnes en incapacité physique de prendre une potion. « *Comment justifier que le soulagement des souffrances – s'il était permis à d'autres, physiquement valides, via l'assistance au suicide – leur soit refusé du fait de leur handicap ?* », s'interroge le CCNE.

La Belgique n'a dépénalisé que l'euthanasie. Dans les pays où les deux dispositifs existent depuis plusieurs années – Pays-Bas, Luxembourg ou Canada –, on constate que la plupart des patients préfèrent qu'on leur administre une substance. La convention citoyenne n'a pas complètement tranché la question : 40 % de ses membres

considèrent que les deux modalités d'aide active doivent être proposées, 10 % seulement le suicide assisté, 3 % l'euthanasie seule ; 18 % sont opposés à l'aide active. Enfin, une « *exception d'euthanasie* » pour des situations très particulières et en complément du suicide assisté a les faveurs de 28 % des participants.

Protéger les soignants ou les patients ?

Longtemps, le magistère des médecins s'est imposé, avec la déontologie pour seul garde-fou. Les droits accordés au fil des lois aux patients ne se conçoivent pas sans condition. Plusieurs éléments juridiques font consensus en cas d'ouverture à une aide active à mourir : la loi doit lever l'interdit figurant au code pénal pour les soignants mais aussi leur reconnaître une clause de conscience ; le souhait du patient doit avoir été mûrement réfléchi, la demande réitérée. Aucune pression extérieure ne doit s'exercer et les capacités de discernement doivent être entières. Lorsque ces dernières sont altérées par l'évolution de la maladie ou un accident, les directives anticipées et la personne de confiance jouent un rôle capital. D'où l'urgence de mieux faire connaître l'importance de ces directives ; moins d'un Français sur cinq (un tiers des plus de 65 ans) en a rédigé, et 57 % ne connaissent même pas le terme (17).

Selon les pays, certaines dispositions varient, comme le degré de collégialité de l'avis médical, les modalités de contrôle du dispositif, les voies de recours... Si l'incurabilité et le caractère réfractaire des souffrances constituent des prérequis constants, ce n'est pas toujours le cas du pronostic d'espérance de vie – peu fiable. Quelques points font l'objet de débats dont le degré d'apreté se révèle inversement proportionnel au nombre de personnes concernées. En 2022 aux Pays-Bas, où l'accès à l'euthanasie est possible dans certains cas de démence, ces derniers représentaient 2,8 % des requêtes acceptées. L'essentiel des demandes concernent des cancers, des maladies du système nerveux ou une combinaison de maladies. Depuis que la Belgique a supprimé toute limite d'âge, en 2014, quatre mineurs ont été euthanasiés, tous présentant des affections très particulières. Au Québec, la question des mineurs ou celle de l'anticipation des demandes pour les per-

sonnes ayant reçu un diagnostic de trouble neurocognitif majeur grave et incurable sont désormais discutées (18).

Une protection plus complexe reste à ériger : contre les considérations socio-économiques de sociétés vieillissantes et le dénigrement de ceux qui ne travaillent pas. « *Cette dévalorisation de la vie humaine peut être intégrée par les personnes âgées elles-mêmes et les pousser à s'auto-exclure de la société* », s'alarme le CCNE, qui appelle à un sursaut : « *Le devoir de solidarité et de fraternité à l'égard de tous les membres de la société doit absolument venir en opposition à cette tendance intolérable*. »

La question de la mort traverse l'œuvre de l'écrivain Milan Kundera, disparu le 11 juillet dernier à l'âge de 94 ans. Dans *La Valse aux adieux*, Jakub est à la veille de quitter son pays, quand il montre à Olga un comprimé bleu : « *C'est pour moi une question de principe. Tout homme devrait recevoir du poison le jour de sa majorité. Une cérémonie solennelle devrait avoir lieu à cette occasion. Non pour l'inciter au suicide, mais, au contraire, pour qu'il vive avec plus d'assurance et plus de sérénité. Pour qu'il vive en sachant qu'il est le maître de sa vie et de sa mort* (19). »

PHILIPPE DESCAMPS.

(10) M^{mes} Christine Bonfanti-Dossat, Corinne Imbert et Michelle Meunier au nom de la commission des affaires sociales, « *Fin de vie : privilégier une éthique du soin* », rapport d'information, Sénat, 28 juin 2023.

(11) Déclaration du conseil permanent de la Conférence des évêques de France, 24 septembre 2022.

(12) « *Fin de vie, les données du débat* », SFAP, mars 2023, <https://sfap.org>

(13) « *Fin de vie : "Nous, professionnels de santé, disons haut et fort que l'aide médicale à mourir est un soin"* », *Le Monde*, 6 février 2023.

(14) « *Avis 139. Questions éthiques relatives aux situations de fin de vie : autonomie et solidarité* », CCNE, 13 septembre 2022, www.ccne-ethique.fr

(15) « *Fin de vie et rôle du médecin* », Conseil national de l'ordre des médecins, 1^{er} avril 2023, www.conseil-national.medecin.fr

(16) Oregon Health Authority, « *Oregon death with Dignity Act, 2021 data summary* », Salem, 28 février 2022.

(17) « *Les Français et la fin de vie* », BVA, 8 décembre 2022, www.bva.fr

(18) « *Rapport annuel d'activités du 1/04/21 au 31/3/22* », Commission sur les soins de fin de vie, Québec.

(19) Milan Kundera, *La Valse aux adieux*, Gallimard, 1976.

« Je veux pouvoir choisir »

PAR JEAN-CLAUDE GAST *

LE 7 décembre 2022, je faisais ma première randonnée à skis de la saison, au-dessus de chez moi, à La Jarjatte (Drôme). Tout près de l'arrivée, j'ai fait une mauvaise chute sur la tête. Je ne pouvais plus bouger. Ensuite, j'ai été hélipporté à Gap puis à Marseille. Une petite chute de rien du tout peut remettre en cause une vie. Je me suis retrouvé prisonnier d'un corps inerte. Le choc psychologique a été fort, avec le sentiment de passer du soleil à l'ombre.

Le diagnostic a révélé une compression de la moelle épinière, avec un hématome qui ne se résorbe pas. Depuis neuf mois, les médecins me disent qu'il y a une petite possibilité d'évolution favorable. Dans mon corps, je n'y crois pas. C'était très brutal, je me suis retrouvé comme un « légume pensant ». Ma seule indépendance est aujourd'hui cérébrale, et je ne sais pas combien de temps cela va durer. Je ne vois pas de bout à ce tunnel.

Très vite, mon choix s'est imposé. Je ne me sens pas suffisamment fort pour lutter tous les jours afin d'essayer de retrouver je ne sais quelle autonomie. Deux jours après l'accident, alors que j'étais hospitalisé à Marseille, je me suis dit : « *Dès que je peux, je fais la grève de la faim*. » Avec vingt ans de moins, j'aurais raisonné différemment. À 79 ans, je pense avoir fait le tour de la vie, le tour de ma vie. Je n'ai pas la force de m'installer dans ce qui serait une forme de survie. Je n'ai plus envie de me battre. C'est quelque chose de très personnel.

Rapidement, mon fils Yannick a mis en place un groupe d'amis sur les réseaux sociaux avec un calendrier en ligne. Une certaine de personnes se sont inscrites. Chaque jour, un copain ou une copine sont venus me donner à manger en dépit de l'éloignement du centre de soin où j'ai résidé six mois, dans les Alpes-de-Haute-Provence. Certains sont même venus avec une fondue savoyarde ! Un groupe d'amis musiciens a joué pour tous les patients. Je suis bien entouré. J'ai des conversations plus intimes. Mes amis acceptent ma décision. Personne ne tente de me dissuader.

Nous avons eu une discussion familiale. Ma femme et mes deux enfants m'ont dit que cela relevait exclusivement de mon choix. « *Je ne me sens pas enfermé d'avoir mes parents à charge, me dit Yannick. S'il faut s'organiser, je me sens libre de le faire. On le fait depuis plusieurs mois et cela se passe bien ; cela nous rapproche plus que jamais. Je respecte ton choix, mais il ne doit pas reposer sur l'idée que cela serait plus simple pour les autres*. »

Depuis début août, je suis de retour à la maison. Je refuse d'être un poids pour la société et mes proches, même s'ils sont entièrement prêts à m'aider et le prouvent chaque jour. J'ai toujours défendu l'État social, la solidarité avec les plus faibles. Je remercie beaucoup le personnel de l'hôpital, du centre de rééducation, les copains... Certains me félicitent pour mon « courage », mais je pense que c'est une forme de lâcheté.

Je n'avais pas fait de directives anticipées, car, comme beaucoup de citoyens ordinaires, je ne savais pas que cela existait. Pourtant j'ai eu un cancer il y a trente-cinq ans. C'était une forme pernicieuse, le pronostic était réservé. Mais j'avais la « niaque », à l'époque, des enfants encore jeunes

et pas encore indépendants. J'avais lancé un magasin de laine avec les producteurs locaux. Cela valait le coup de se battre. La question ne s'était même pas posée. Un même individu confronté à un tel dilemme à différentes périodes de la vie peut se comporter différemment.

Je me suis construit en réponse au caractère très possessif de ma mère, qui m'a éduqué seule. La liberté est chez nous une valeur chérie. Aujourd'hui, je me bats pour elle. À un autre tétraplégique, je dirais que je suis lâche, que je prends la solution de facilité. À un jeune, je parlerais clairement de mon âge.

Si le débat sur ces questions n'avance guère en France, on le doit sans doute au poids des religions. Dans ma conscience, je n'arrive pas à admettre l'existence d'une conscience supérieure. J'ai été élevé dans la religion catholique, j'ai fait ma première communion. Mais quand je me suis retrouvé en montagne, en regardant toutes ces étoiles qui brillent dans le ciel, je me suis dit que c'était la preuve que Dieu n'existe pas. Je n'attends rien de l'après.

Pourquoi témoigner ? Parce ce qu'il faut faire évoluer la société française et surtout la loi, avec ce président qui multiplie les promesses, mais ne réalise rien. Il faut qu'on laisse le libre choix. J'ai suivi les débats de la convention citoyenne, qui allaient dans le bon sens. Les réticences viennent du corps médical. Je comprends que pour certains cela soit difficile. Mais j'ai aussi eu des contacts avec des médecins qui comprennent parfaitement ma position.

Je me suis donné pour horizon de passer à l'acte cet automne. S'il y a une avancée en France

dans ce sens, je peux attendre. Je laisse aussi une petite fenêtre en cas d'évolution médicale. Mais, soyons honnêtes, chaque jour, ma décision reste la même. Certaines personnes peuvent aller satisfaire leur volonté en Belgique ou en Suisse. D'autres ne savent pas comment s'y prendre ou ne peuvent pas pour des raisons financières – le coût est d'environ 6 000 euros en Belgique, 13 000 en Suisse. C'est totalement injuste ! Nous sommes dans une situation d'inégalité flagrante sur une question pourtant fondamentale.

J'ai commencé le processus lors d'un premier entretien par visioconférence avec un médecin belge. Un second rendez-vous doit avoir lieu sur place avec un psychiatre. Je me dis qu'avec de telles actions, l'État finira par accepter une évolution, avec certainement un besoin d'instaurer des garde-fous.

En prenant du recul, il y a une certaine logique dans ma trajectoire. J'ai choisi de m'installer dans une région de montagne à l'écart et déshéritée. Dans l'agriculture, le combat contre le productivisme, les pesticides et l'agriculture intensive était considérable. Je me suis engagé, à la Confédération paysanne notamment. J'en ai vu les limites et j'ai pris des responsabilités politiques comme maire de mon village durant trois mandats. D'une manière peut-être orgueilleuse, tout ce que j'ai pu essayer de faire, c'était pour l'intérêt général. En tout cas, je voulais le croire. Mon combat pour le choix de sa fin de vie s'inscrit dans cette histoire. C'est une liberté qui reste à conquérir. Aujourd'hui, certains peuvent aller chez nos voisins, comme les femmes plus aisées pouvaient aller en Grande-Bretagne avant la loi sur l'avortement. Il est temps que chacun puisse avoir ce choix.

* Agriculteur à la retraite, ancien maire de Saint-Julien-en-Beauchêne.



MARIO MAGAJNA. – Dans la grisaille des eaux de l'Adriatique, quai de Trieste, janvier 1948.

© OZE NSK

AUX MARCHES DE L'EUROPE OCCIDENTALE

Trieste, la conscience d'une frontière

Autrichienne jusqu'au début du XX^e siècle, avant de devenir italienne puis yougoslave et finalement partagée entre la Slovénie et la Croatie, l'Istrie connaît un enchevêtrement de frontières, facilement franchies par les migrants qui aboutissent à Trieste. Pour justifier leur refoulement, le gouvernement italien instrumentalise les victimes de la seconde guerre mondiale, oubliant que la minorité slovène (communiste ou chrétienne) fut largement persécutée.

PAR NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX JEAN-ARNAULT DÉRENS ET LAURENT GESLIN *

DEPUIS son balcon, Paolo Rumiz laisse errer son regard sur les plateaux qui encadrent les zones industrielles du golfe de Trieste. « Ce n'est pas la mer qui a éveillé mon désir d'ailleurs, mais la frontière toute proche. À l'époque de la Yougoslavie, elle ouvrait sur un monde étrange et inconnu, se rappelle cet écrivain voyageur (1). Trieste est un cul-de-sac au fond de l'Adriatique, mais c'est aussi une porte, et la ville que traversent les exilés en marche vers l'Ouest. » Dans les années 1990, ce grand port italien a vu passer les réfugiés fuyant les guerres qui déchiraient la Yougoslavie. Il est aujourd'hui l'un des principaux débouchés de la « route des Balkans », que remontent les migrants tentant d'accéder à l'Union européenne.

« Nous avons l'expérience de l'accueil », confirme M. Gianfranco Schiavone, président du Consortium italien de solidarité (CIS), une organisation d'aide aux exilés créée en 1993. « Les arrivées ont doublé ces derniers mois. On a enregistré quinze mille personnes en 2022, principalement des Afghans. Nous avons déjà fait face à ce genre de situation. Le gouvernement de M^{me} Giorgia Meloni a décrété un "état d'urgence migratoire", mais il a réduit le nombre de places dans les centres d'accueil. C'est un état d'urgence créé de toutes pièces », estime-t-il. Chaque soir, des volontaires se relaient dans les jardins de Piazza Libertà, en face de la gare, pour accueillir

les nouveaux venus. « La traversée des Balkans se fait rapidement en ce moment, à condition de payer les 10 000 dollars que les passeurs exigent pour le voyage entre la Turquie et l'Italie », note M. Davide Pittioni, qui gère un centre d'accueil du CIS.

À Trieste, la frontière est partout : les rues qui escaladent le plateau karstique surplombant la ville mènent aux postes de Pesek ou de Ferneti/Fernetiči, permettant de se rendre en Slovénie. Depuis l'entrée de ce pays dans l'Union européenne (2004), puis dans l'espace Schengen (2007), les routes sont ouvertes, mais pas pour tout le monde. C'est à Pesek que la police italienne a longtemps refoulé des exilés, en vertu d'une convention bilatérale de réadmission signée avec Lju-

bljana en 1996, mais contradictoire avec les règles européennes sur l'asile, ce qui a valu à l'État italien d'être condamné par sa propre justice en 2021 : ces expulsions provoquaient des refoulements en chaîne, jusqu'à la Bosnie-Herzégovine. « Malgré les forfanteries de notre gouvernement, elles n'ont pas repris, car la Slovénie n'y est plus favorable », se félicite M. Schiavone.

Avec ses parkings déserts et ses constructions abandonnées, le poste de Pesek se trouve à proximité d'un haut lieu mémoriel très controversé : la foiba (fosse) de Basovizza. C'est devant cette fosse que M. Antonio Tajani avait lancé « Vive l'Istrie italienne, vive la Dalmatie italienne ! » le 10 février 2019, lors des cérémonies offi-

cielles du « Jour du souvenir », suscitant une vague d'indignation en Slovénie et en Croatie (2). Alors président du Parlement européen (Forza Italia - Parti populaire européen), M. Tajani est devenu ministre des affaires étrangères du gouvernement formé par M^{me} Meloni (Fratelli d'Italia, extrême droite), en octobre 2022, et il plaide aujourd'hui pour un partenariat avec Ljubljana et Zagreb, afin d'assurer la protection des frontières de l'Union européenne...

Ce « Jour du souvenir » a été institué en 2004 en mémoire des victimes des massacres commis par les partisans yougoslaves à la fin de la seconde guerre mondiale – qui précipitèrent des fascistes ou supposés tels dans ces foibe –, ainsi que l'exode des Italiens chassés de Yougoslavie les années suivantes. La loi, proposée par les Démocrates de gauche – avatar de l'ancien Parti communiste italien (PCI), renommé depuis Parti démocrate (PD) –, avait été adoptée à l'unanimité par le Parlement. « L'idée était de ne pas laisser la droite s'approprier cette

mémoire. C'est pour ça que la loi évoque toutes les victimes des violences dans la zone de la frontière orientale. Mais on n'a retenu que celles commises contre les Italiens », déplore M. Dusan Kalc, vice-président de l'Association nationale des partisans italiens (ANPI) dans la province de Trieste.

La question des foibe est devenue un sujet de préoccupation nationale en Italie. Ces dernières années, plus d'une centaine de villes du pays ont ainsi donné à des places ou à des rues le nom de Norma Cossetto. Devenue l'héroïne d'un film de la RAI et d'une bande dessinée distribuée dans les écoles du Piémont (3), cette jeune femme originaire du village de Visinada/Vizinada a été violée et jetée dans une foiba à l'automne 1943, lors de l'insurrection de l'Istrie qui avait suivi la capitulation italienne. Les communautés slaves s'étaient alors soulevées contre les Italiens, en particulier ceux qui avaient soutenu le régime fasciste, comme une réponse aux vexations et brimades subies depuis des décennies.

Des Slovènes « blancs » ou « rouges »

LA « frontière orientale » représente depuis longtemps un totem pour la droite italienne. En 1915, l'entrée en guerre de Rome visait à achever l'unité nationale, avec l'espoir d'obtenir les provinces de Trente, de Gorizia et de Trieste, ainsi que l'Istrie, les îles et la côte dalmates – toutes ces régions, autrefois vénitienes, étaient alors possessions austro-hongroises. Entre juin 1915 et septembre 1917, la vallée encaissée du fleuve Isonzo/Soča fut le théâtre des douze batailles consécutives de la « guerre de montagnes », le Verdun italien. Les espérances transalpines ne furent que partiellement satisfaites. Les Italiens récupèrent la ville de Trieste, mais les Alliés laissèrent la plus grande part de la Dalmatie au nouveau royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, créé en 1918. Les frustrations des anciens combattants et le thème de la « victoire volée » seront exploités par un ancien socialiste passé dans le camp interventionniste durant la guerre, Benito Mussolini...

« Nous sommes une Krajina, une des frontières de sang de l'Europe », reconnaît l'historien Raoul Pupo. Ancien dirigeant provincial de la Démocratie chrétienne, Pupo est un spécialiste de l'histoire de la frontière. « La question des foibe a donné lieu à beaucoup de manipulations. Le bilan exact des victimes demeure impossible à établir. Plusieurs milliers de personnes ont bien été liquidées à la fin de la seconde guerre mondiale, des fonctionnaires fascistes, des policiers, des membres de l'appareil judiciaire. Certaines ont été fusillées ou sont mortes dans les camps de prisonniers, mais on reste bien loin du "génocide" parfois évoqué à propos des foibe. » Nul ne sait combien de corps contient la foiba de Basovizza : une chape de béton a été coulée sur le site, qui n'a jamais été fouillé.

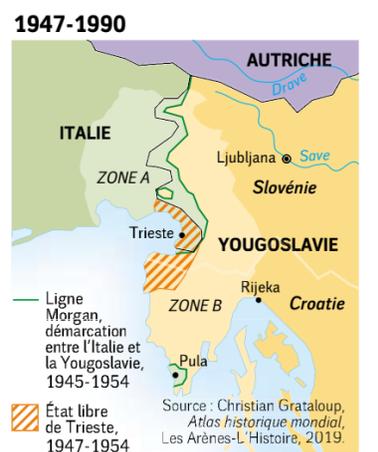
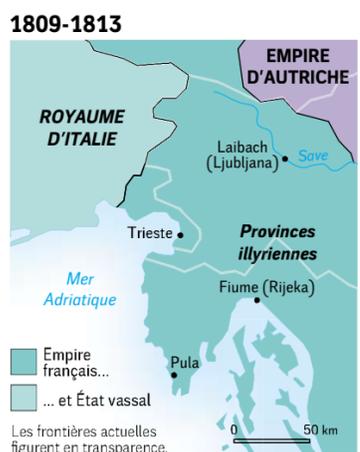
Convoitée par la Yougoslavie au sortir du second conflit mondial, Trieste fait finalement l'objet d'un traitement particulier. Un « territoire libre de Trieste » est créé en 1947. D'abord placé sous administration alliée, il est partagé en 1954 entre l'Italie (zone A) et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (zone B), la ligne de démarcation n'étant reconnue comme une frontière internationale que par le traité d'Osimo, en 1975. « Dans notre région, tout le monde a été victime et bourreau », poursuit Pupo. Pour l'historien, qui a

épousé une réfugiée d'Istrie arrivée en Italie à l'âge de 2 ans, l'exode est un phénomène bien plus important que les foibe. Après-guerre, 200 000 à 300 000 Italiens quittèrent la Yougoslavie, le mouvement culminant en 1954, après l'attribution à l'Italie et à la Yougoslavie de chacune des zones. « Beaucoup de ces exilés sont restés dans la région du Frioul-Vénétie julienne. Certains ont intégré la classe dirigeante, et tous votaient pour les partis de droite et du centre, par anticommunisme. »



MARIO MAGAJNA. – À l'automne 1953, les relations entre Rome et Belgrade se tendent en raison du statut de Trieste. Des manifestants favorables au rattachement de la ville à l'Italie sont violemment réprimés et plusieurs d'entre eux perdront la vie, place Goldoni, Trieste.

© OZE NSK



* Journalistes. Ils viennent de publier *Les Balkans en cent questions. Carrefour sous influence* (Tallandier, Paris, 2023).

La frontière italo-slovène s'est progressivement ouverte : les résidents des anciennes zones A et B pouvaient passer d'un pays à l'autre. Les Italiens se rendaient en Yougoslavie pour trouver à bon prix des cigarettes, de l'alcool ou de l'essence, tandis que les Yougoslaves se ruèrent à Trieste pour acheter des produits de consommation occidentaux, notamment des blue-jeans. « Cette période fut très prospère, reconnaît Pupo. Mais le week-end, les Triestins qui ne tenaient pas de commerce fuyaient la ville qu'ils estimaient envahie par des "hordes balkaniques". »

Aujourd'hui, la sénatrice Tatjana Rojc représente à elle seule la minorité slovène au Parlement italien. Celle-ci compterait une centaine de milliers de personnes dans le pays, mais refuse l'organisation d'un recensement « ethnique » : « Cela n'aurait pas de sens car les séquelles du fascisme sont toujours là. Beaucoup de noms de famille ont été "italianisés" de force. » Soumise à une féroce répression car soupçonnée de sympathie communiste, cette minorité est demeurée suspecte après la seconde guerre mondiale. « Les provinces de Trieste et de Gorizia ont reconnu nos droits culturels et linguistiques, pas celle d'Udine », note M^{me} Rojc. Les vallées du Frioul tenaient en effet lieu de chasse gardée de Gladio, ce réseau clandestin créé par le ministère de l'intérieur italien, en lien avec l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), afin de parer à la menace d'une invasion communiste. Gladio est connu pour son rôle occulte dans la « stratégie de la tension » des années 1970, quand tout semblait bon pour empêcher le PCI d'accéder au pouvoir, mais il a aussi contribué à dépeupler les villages slovènes des montagnes, afin de « nettoyer » la zone frontalière.



Aux confins de l'Italie et de la Slovénie



Les lieux sont nommés d'abord dans la langue du pays dans lequel ils se trouvent.



Tête de liste régionale du PD aux élections sénatoriales de 2022, M^{me} Rojc est issue d'une famille de Slovènes « blancs », c'est-à-dire catholiques, mieux intégrés à la société italienne d'après-guerre, par le biais de l'Église et de la Démocratie chrétienne. La majorité de la communauté reste toutefois de culture « rouge », même si la rupture de 1948 entre Josip Broz, dit Tito, et Joseph Staline a causé de profondes blessures, pas toutes cicatrisées. Sur le plateau qui domine Trieste, Trebiciano/Trebče fait figure de bastion slovène : au centre du village, une stèle en pierre frappée de l'étoile rouge commémore les cent quatre habitants tombés durant la guerre, dont beaucoup dans les rangs des partisans yougoslaves. « Nous avons été les premiers à élever un monument en leur honneur, dès 1947 », explique avec fierté M. Mauro Kralj, un militant local du PD.

Le 25 avril dernier, les commémorations de la Libération, six mois après l'arrivée au pouvoir de M^{me} Meloni, se sont déroulées dans un climat tendu : le président du Sénat, M. Ignazio La Russa, vétéran des multiples avatars de l'extrême droite – du Mouvement social italien (MSI) à Fratelli d'Italia – affirmait (à tort) que « l'antifascisme n'était pas inscrit dans la Constitution (4) ». À Trieste, un important déploiement policier a tenu les manifestants anarchistes à l'écart des cérémonies officielles. « La droite veut effacer toute référence à l'antifascisme au nom de l'apaisement des mémoires, soupire M. Kalc, retrouvé en compagnie du président provincial de l'ANPI, M. Fabio Vallone. Mais cet apaisement a déjà eu lieu avec la loi d'amnistie des crimes fascistes,

acceptée par le dirigeant communiste Palmiro Togliatti en 1948. L'erreur de la gauche a consisté à parler de mémoires partagées. Les mémoires restent subjectives. Il faut établir les faits historiques scientifiquement. Aujourd'hui, par un véritable renversement de valeurs, c'est nous, les antifascistes, qui sommes accusés de révisionnisme quand nous critiquons la propagande de l'extrême droite à propos des supposés crimes des partisans », poursuit M. Vallone. « L'Italie n'a pas connu de procès de Nuremberg, n'a jamais engagé de "défascisation", renchérit M. Kalc. Au contraire, après la guerre, les partis au pouvoir ont recyclé d'anciens fascistes pour faire pièce au PCI. » L'onde de choc de la chute du mur de Berlin a relancé en Italie le débat sur les événements de la fin de la seconde guerre mondiale, quitte à ouvrir la porte au révisionnisme.

Côté slovène, le silence a également longtemps été de mise. Mais, en 2021, l'anthropologue Katja Hrobat Virloget, de l'université de Koper, a abordé un sujet jadis interdit dans le premier livre consacré à l'exode des Italiens après-guerre (5). « Pour la plupart des Slovènes, les Italiens qui ont quitté la Yougoslavie après la seconde guerre mondiale étaient des fascistes ou des fonctionnaires venus d'Italie, et cela réglait la question, explique-t-elle. À leur arrivée en Italie, ces exilés étaient aussi considérés comme des fascistes : dans certaines villes "rouges", on les a empêchés de descendre des trains. » Du reste, parmi ceux qui sont partis, souligne la chercheuse, « il y avait aussi des Croates et des Slovènes, et beaucoup de gens de l'identité mixte, incertaine, qui rêvaient d'une vie meilleure à l'Ouest ». Selon les cas, les autorités yougoslaves favorisaient ou bloquaient ces départs. « Des familles ont été séparées, continue l'anthropologue, et une chape s'est abattue sur ceux qui sont restés. Quand des témoins acceptaient de me parler, les discussions finissaient souvent dans les larmes. »

Stefano Lusa est issu de l'une des dernières familles italiennes de Slovénie. Ce journaliste d'une cinquantaine d'années dirige les programmes de Radio Capodistria, le nom italien de la ville de Koper, le principal port du pays. « Nous avons une télévision en italien, ce qui peut sembler extraordinaire pour une communauté d'à peine deux mille personnes, mais elle a été créée à l'époque yougoslave, comme un outil de propagande. Notre télévision couvrait tout le nord de l'Italie, elle est passée en couleurs avant la RAI et diffusait des films assez osés, ce qui expliquait sa popularité, s'amuse le journaliste. Aujourd'hui, ces médias survivent car ils permettent à la Slovénie de dire qu'elle garantit les droits de la minorité italienne. »

MARIO MAGAJNA. – Au lendemain de la seconde guerre mondiale, sous la houlette des Alliés, une commission de démarcation tente de fixer la frontière entre l'Italie et la Yougoslavie. Chaque camp se mobilise pour revendiquer son appartenance comme ici dans le village à majorité slovène de Longera/Lonjer, à proximité immédiate de Trieste, qui arbore un drapeau yougoslave.

Depuis l'indépendance, en 1991, la droite slovène a fait du thème des « crimes des communistes et des partisans » son cheval de bataille. Quelques jours avant de quitter le pouvoir, après son échec aux élections législatives d'avril 2022, le très conservateur premier ministre Janez Janša avait signé un décret faisant du 17 mai une journée du souvenir des « crimes communistes », une décision annulée par le nouveau gouvernement de centre gauche de M. Robert Golob, provoquant l'indignation de la droite et ravivant les querelles mémorielles qui déchirent le petit pays.

« Ces polémiques tournent surtout autour du rôle des domobranci, les collaborateurs slovènes des nazis, mais le sort des Italiens n'est presque jamais évoqué », explique Nevenka Troha. Cette historienne de Ljubljana a été l'une des premières à aborder le sujet, alors que les archives sont restées fermées jusqu'à l'effondrement de la Yougoslavie. « Sur la question des Italiens, il existe un consensus tacite entre la gauche, qui assume l'héritage culturel de la Yougoslavie, et une droite prête à blanchir les anciens collaborateurs au nom du patriotisme slovène. » La situation est fort similaire en Croatie.

Dans le nord-ouest de l'Istrie, la petite ville croate de Buje se dresse sur un éperon rocheux, à une dizaine de kilomètres de l'Adriatique. La péninsule, réputée pour ses vieilles cités et sa gastronomie, attire les touristes, mais ceux-ci semblent ignorer la bourgade, dont les vieilles maisons tombent en ruine. « Après la seconde guerre mondiale, la moitié des habitants a pris la route de l'exode, et les titres de propriété ne figurent souvent même pas au cadastre », explique M. Corrado Dussich, le vice-maire (italien) de la ville. « Les gens de notre village étaient des paysans, ni très fascistes ni très communistes. Beaucoup ont été chassés de chez eux, d'autres tués. Le propriétaire d'un café a été enlevé par les partisans car sa fille était partie avec un soldat italien. Personne ne l'a jamais revu... Des travailleurs sont ensuite venus de toute la Yougoslavie pour habiter les quartiers construits autour des usines. »

Un monument en l'honneur des partisans trône toujours sur la place centrale du village : alors que les statues érigées sous la Yougoslavie ont bien souvent été déboulonnées dans le reste de la Croatie, elles restent intactes en Istrie, où beaucoup de rues et de places portent toujours le nom du maréchal Tito. « Personne n'ose enlever ces monuments, de crainte de raviver de vieilles blessures. Faute de consensus pour réécrire notre histoire collective, la mémoire des partisans reste un socle commun acceptable par tous », explique la poétesse Loredana Boljun, qui fut vice-présidente du comté d'Istrie dans les années 1990. Depuis l'accession de la

Croatie à l'indépendance, en 1991, la péninsule a connu un parcours politique original : réfractaire au nationalisme croate proné à Zagreb, la région est un fief de la Diète démocratique d'Istrie, parti régionaliste de centre gauche, hégémonique depuis trois décennies, toujours attaché au bilinguisme croato-italien.

Autrichienne jusqu'en 1918 puis italienne, yougoslave et enfin partagée entre la Slovénie et la Croatie, l'Istrie voit son destin se jouer dans un complexe entrelacs de frontières. « Paradoxalement, il était plus aisé de passer en Italie durant l'époque yougoslave, mais tout est devenu compliqué après l'éclatement de l'État commun et avant l'intégration de la Croatie et de la Slovénie à l'Union européenne », note M^{me} Marianna Jelencich Buić, qui enseigne l'italien dans la ville côtière d'Umago. L'identité istrienne est une identité de frontière, où les nationalistes de tous bords projettent leurs récits exclusifs, mais où la vie quotidienne se déroule plutôt sous le signe de l'échange et du plurilinguisme.

M^{me} Jelencich Buić, qui estime appartenir à une génération moins marquée par les séquelles du passé, revendique sa « yougo-nostalgie », tout en aimant passionnément son terroir istrien. Elle veut croire en l'affirmation d'une identité territoriale dont le dialecte istro-vénitien constituerait l'un des marqueurs : « C'est la langue que les gens ont toujours parlée en Istrie. L'italien comme le croate nous ont été imposés au XX^e siècle », assure cette dynamique quadragénaire, qui a créé le Festival de l'istronvénitien. Elle s'arrête pour saluer le tenancier d'un café du centre de Buje, un Albanais originaire du Kosovo : « Regardez, même lui parle l'istronvénitien, parce qu'il s'est intégré dans notre communauté ! »

Si beaucoup d'Italiens ont fui l'ancienne zone B dans les années d'après-guerre, d'autres gagnèrent au contraire la Yougoslavie « pour construire le socialisme ». M. Giacomo Scotti fait partie des derniers survivants de ce « contre-exode ». Né en 1928 dans la région de Naples, il a remonté toute l'Italie comme assistant civil des troupes anglo-américaines après le débarquement de Sicile en 1943 puis, arrivé à Trieste, il a franchi clandestinement la frontière yougoslave. « Beaucoup d'Italiens se sont engagés dans les chantiers de la reconstruction, mais certains ont vite rebroussé chemin. À cause des conditions de vie difficiles, et tout le monde avait faim. D'autres ont eu de sérieux problèmes en 1948, lors de la rupture entre Tito et Staline, et certains ont fini dans l'île-prison de Goli Otok. » L'ancien journaliste a été le premier à évoquer publiquement le sort de ces infortunés, quand Goli Otok paraissait encore un sujet délicat en Yougoslavie.

Une place symbole de la réconciliation

« GORIZIA, tu es maudite », pleure une célèbre chanson antimilitariste, l'équivalent italien de la Chanson de Craonne, qui accompagna, entre autres, les mutineries dans l'armée française durant la Grande Guerre. Cette ville située à une vingtaine de kilomètres au nord du golfe de Trieste, sur les rives de l'Isonzo, à la frontière avec la Slovénie, de combats acharnés durant la première guerre mondiale, quand l'Italie voulait arracher les « terres irrédentes » d'Istrie et de Dalmatie à l'Empire austro-hongrois. Dominant l'agglomération qui s'étale désormais sur les deux pays, l'Italie et la Slovénie, la basilique du Monte Santo fut réduite en cendres. Gorizia fut laissée à Rome en 1918, mais faillit être rattachée à la Yougoslavie en 1945. On dressa la nouvelle frontière le 16 septembre 1947, des barbelés coupant en deux la place Transalpina.

Côté yougoslave, la ville de Nova Gorica (« Nouvelle Gorizia ») fut construite à partir de 1948 par des brigades de volontaires, selon les plans de l'architecte Edvard Ravnikar, disciple slovène de Le Corbusier. « Tito voulait faire de Nova Gorica une vitrine du socialisme, qui devait rayonner de l'autre côté de la frontière », rappelle M. Stojan Pelko, directeur des programmes de la capitale européenne de la culture 2025, titre attribué conjointement à Gorizia et à Nova Gorica. L'ancienne place Transalpina,

rebaptisée place de l'Europe, se veut le symbole de la réconciliation entre les deux villes. « Depuis une dizaine d'années, les deux municipalités organisent certains services publics en commun, comme les transports », continue M. Pelko. « On a vu combien les populations demeureraient intimement mêlées quand les autorités slovènes ont brusquement élevé une barrière en mars 2020, afin de freiner la propagation du Covid-19. Il y a une forte minorité slovène à Gorizia et de plus en plus d'Italiens s'installent à Nova Gorica, pour les écoles de meilleure qualité. » Désormais, l'immobilier y est plus cher qu'à Gorizia.

JEAN-ARNAULT DÉRENS
ET LAURENT GESLIN.

(1) Paolo Rumiz est notamment l'auteur de *Aux frontières de l'Europe* (2011) et *Le Phare, voyage immobile* (2015), Hoëbeke, Paris.

(2) L'Istrie est partagée aujourd'hui entre la Croatie, l'Italie et la Slovénie. La Dalmatie, quant à elle, se situe principalement en Croatie, le reste de son territoire se répartissant entre le Monténégro et la Bosnie-Herzégovine.

(3) Roberto Pietrobon, « Foiba rossa, propaganda nera. Un fumetto revisionista nelle scuole del Piemonte », 15 février 2020, www.micciacorta.it

(4) Lire Benoît Bréville, « Assauts contre l'histoire », *Le Monde diplomatique*, juin 2023.

(5) Katja Hrobat Virloget, *V tišini spomina : "eksodus" in Istra, Založba Univerze na Primorskem/Založništvo tržaškega tiska, Koper-Trieste, 2021.*

Brève histoire des rugbys

La dixième Coupe du monde de rugby à XV se déroule en France du 8 septembre au 28 octobre prochains. Instaurée en 1987, cette compétition a accéléré le passage au professionnalisme en 1995. Un siècle exactement après que les clubs du nord de l'Angleterre ont fait sécession pour pouvoir indemniser leurs joueurs ouvriers, et inventé le XIII.

PAR NINA DUPEUX *
ET GRÉGORI RZEPSKI

DES gars baraqués sur un podium, une sono qui passe Jeanne Mas ou Queen. Limoux (dix mille habitants) fête ses rouges et noirs, champions de France de XIII. Nous sommes le 28 mai dernier, en Occitanie. Un mois plus tard, Toulouse – préfecture de la région, quatrième agglomération française, capitale de l'aéronautique – gagne, en noir et rouge, sa vingt-deuxième finale de XV. Car, depuis 1895, il y a deux rugbys.

Dans les *public schools* – les écoles privées de l'establishment anglais –, jusque dans les années 1850, on pratique différents jeux de balle. Des grandes tendances finissent par émerger : d'un côté des *colleges* sans terrains gazonnés, de l'autre ceux qui tolèrent confrontations et placages au sol. Comme la Rugby School, dans les Midlands, qui donnera son nom au sport. La fixation des règles du football intervient en 1863 ; en 1871 pour le rugby, en particulier l'interdiction du *croc-en-jambe*.

La création de la Rugby Football Union (RFU) favorise la diffusion du jeu dans le pays et la société. Pour constituer des équipes, les clubs du Lancashire ou du Yorkshire font appel à de jeunes ouvriers. Dans ces régions, les *self-made-men* à la tête de petites entreprises ne rechignent pas à côtoyer leurs employés, à l'usine comme sur les terrains. De concert, au cours de la dernière décennie du XIX^e siècle, ils vont embourgeoiser leur sport – instauration d'un droit d'entrée à des matchs-spectacles, organisation de compétitions avec remises de trophées – et le prolétariser – identification de la communauté à l'équipe et, surtout, indemnisation des joueurs (1).

Le Nord industriel subvertit ainsi le rugby aristocratique des Midlands et du

Sud. Et impose la question, clivante pendant un siècle : faut-il s'en tenir à un amateurisme élitiste ou consentir à dédommager les joueurs, voire à les rémunérer comme des travailleurs ? En 1885, la Football Association avait admis le principe du professionnalisme. Mais les années 1890 se distinguent des précédentes par l'essor du mouvement ouvrier, qui aboutira à la création du Parti travailliste en 1900. Dans ces circonstances plus conflictuelles, les dirigeants de la RFU, installée à Londres, décident de refuser les changements intervenus dans le Nord besogneux. Notamment la compensation du temps de travail perdu par les joueurs : entraînements, déplacements, matchs. Et, à cette fin, les gentlemen de la RFU invoquent des valeurs qu'ils viennent de s'inventer : le jeu pour le jeu, le *fair-play*, la retenue.

Dès lors qu'on leur interdit la monétisation sous toutes ses formes, les clubs nordistes font sécession. Ils créent, le 29 août 1895, la Northern Rugby Football Union (Rugby Football League [RFL] depuis 1922) et, en 1906, modifient les règles au bénéfice du spectacle comme de la sécurité des joueurs. Afin de créer des espaces et de gagner en vitesse, les rencontres n'opposent plus deux équipes de quinze joueurs mais de treize. Pour accroître le temps de jeu, les phases de conquête ou d'affrontement – touches, mêlées fermées ou ouvertes, mauls –, souvent les plus violentes, sont supprimées ou limitées. Quand, après un placage, la défense immobilise au sol le porteur du ballon, celui-ci n'est plus, comme au XV, sanctionné par l'arbitre après avoir été piétiné par ses adversaires : il se relève et peut relancer la partie. Son équipe dispose ainsi de six mises en jeu pour marquer, avant de devoir rendre la balle à l'adversaire.

touriste revendiquée. Pour son secrétaire, Pierre de Coubertin, admirateur de l'éducation anglo-saxonne, le sport a vocation à façonner une élite qui reprendrait les valeurs de la noblesse d'épée : bravoure, abnégation, respect de l'adversaire.

Comme en Angleterre, la démocratisation du jeu, après la première guerre mondiale, change la donne. La Fédération française (FFR), créée en 1919, voit le nombre de ses clubs passer de 241 cette même année à 881 en 1923. Une tendance forte en particulier dans le Sud-Ouest : de 39 à 159 clubs pour le comité des Pyrénées, de 13 à 106 pour celui du Languedoc. Or dans cette vaste région, « encore largement agricole et maillée de petites entreprises, le rugby n'est pas l'affaire exclusive d'une classe sociale qui se donne au sport par simple amour du jeu. (...) L'argent circule à la vue de tous ceux qui veulent bien le voir (4) ». C'est le début du « racolage » (sonnant et trébuchant) des joueurs par les clubs, le motif d'un interminable conflit au sein des instances dirigeantes et le prétexte de la rupture des fédérations anglo-saxonnes avec leur homologue française en 1931.

Hors de question d'irriter davantage les quinzistes d'outre-Manche : lorsque, à partir de 1932, la League anglaise tente d'organiser des matchs de XIII en France qui opposeraient des professionnels, la FFR l'éconduit. Et quand la Ligue française de rugby à XIII dépose ses statuts le 6 avril 1934, la FFR fait interdire l'accès de nombreux terrains aux treizistes, tout comme l'enseignement de leur sport à l'école. La contre-offensive réussit, dans un premier temps, grâce au soutien de l'État. Et de la presse sportive. Ses titres

se déchainent contre l'impureté du nouveau jeu dont les dirigeants ne seraient que des « monteurs d'ours » (*Rugby*, 25 avril 1936). « La trace de treize joueurs empêche un terrain pour toujours », lit-on dans *L'Écho des sports* du 9 janvier 1934 (5).

Le Front populaire n'est pas sur cette ligne et contribue à la reconnaissance du XIII : en 1937, pour mettre fin à l'interdiction de ses matchs sur des terrains municipaux, Léo Lagrange, sous-secrétaire d'État aux loisirs et aux sports, intervient auprès du Comité national des sports (CNS). Puis le ministre de l'éducation nationale Jean Zay propose, le 7 mars 1939, un statut du sportif semi-professionnel, inspiré de ce qui prévaut au sein du nouveau rugby ; il faudra considérer les sportifs professionnels comme des travailleurs qui méritent un salaire et des garanties. Le XIII voit alors affluer de nombreux quinzistes, bloqués par les règles strictes de l'amateurisme. En 1939, on compte deux fois moins de clubs de XV (473) qu'en 1924. Mais la déclaration de guerre met fin à ce fulgurant retournement.

La fuite des joueurs et l'engouement des Français ont contrarié Vichy, où exercent de nombreux quinzistes. Le commissaire à l'éducation physique, Jean Borotra, veut plus généralement une pratique sportive « chevaleresque et désintéressée (6) ». Le 3 octobre 1940, le professionnalisme est

Calendrier des fêtes nationales	
1 ^{er} - 30 septembre 2023	
1 ^{er} OUBÉKISTAN	Fête de l'indépend.
SLOVAQUIE	Fête nationale
2 VIETNAM	Fête nationale
3 SAINT-MARIN	Fête nationale
6 SWAZILAND	Fête de l'indépend.
7 BRÉSIL	Fête nationale
8 ANDORRE	Fête nationale
RÉP. DE MACÉDOINE	Fête de l'indépend.
9 CORÉE DU NORD	Fête nationale
TADJIKISTAN	Fête de l'indépend.
15 COSTA RICA	Fête nationale
SALVADOR	Fête nationale
GUATEMALA	Fête nationale
HONDURAS	Fête nationale
NICARAGUA	Fête nationale
16 MEXIQUE	Fête de l'indépend.
PAPOUASIE-NIUE-GUINÉE	Fête nationale
18 CHILI	Fête nationale
19 SAINT-KITTS-ET-NEVIS	Fête de l'indépend.
21 ARMÉNIE	Fête de l'indépend.
BELIZE	Fête nationale
MALTE	Fête de l'indépend.
22 MALI	Fête de l'indépend.
23 ARABIE SAOUDITE	Fête nationale
24 GUINÉE-BISSAU	Fête nationale
30 BOTSWANA	Fête nationale



ANDRÉ LHOTE. – « Rugby », 1917

interdit. Alors que le football, le cyclisme ou la boxe bénéficient d'un délai de trois ans pour normaliser leurs pratiques, un décret du 19 décembre 1941 entérine la mise à mort du XIII en prononçant la dissolution de sa ligue. À la Libération, il renaît sans ses infrastructures – attribuées au rugby à quinze joueurs ou au handball, un sport allemand imposé par l'occupant – et même sans son nom. L'État, sous la pression de la FFR, lui impose de ne plus être que le « jeu à XIII ». Il faudra un arrêt de la Cour de cassation en 1993 pour redevenir, officiellement, « rugby ».

Ces difficultés n'empêchent pas une nouvelle percée dans les années 1950. « Je me souviens du champion de rugby à XIII Puig-Aubert, surnommé "Pi-

pette" », écrit Georges Perec dans son fameux recueil (Hachette, Paris, 1978). Aubert-Henry-Jean Puig rentre en héros de la tournée triomphale de l'équipe de France en Australie et en Nouvelle-Zélande de 1951. « La merveille des merveilles était précisément l'arrière Puig-Aubert, s'extasie le *Sydney Morning Herald*. Il fume comme un feu de brousse, boit de tout, et a horreur de l'entraînement (7) ». Cent mille personnes accueillent le retour du XIII de France à Marseille et, la même année, *L'Équipe* désigne son arrière « champion des champions », devant la légende cycliste Louis Bobet. Mais ces heures de gloire ont vite passé et le sport a connu un inexorable déclin, délaissé par les pouvoirs publics comme par les grands médias.

« Les mouches ont changé d'âne »

EN revanche, la télévision des années 1970 contribue à asseoir la popularité du XV. « Allez les petits ! », s'époumone le célèbre commentateur Roger Couderc quand les Bleus affrontent les All Blacks néo-zélandais ou les Diables rouges gallois. Comme disait son consultant Pierre Albaladejo, « les mouches ont changé d'âne ». Dans ce sport alors toujours formellement amateur, les joueurs perçoivent des rémunérations officieuses. Ou trouvent un emploi grâce à leur club, au sein de la commune, chez un sponsor. En 1995, les choses s'accroissent : le magnat australien Rupert Murdoch fait savoir son intention d'injecter des dizaines de millions de livres dans une Super League mondiale de XIII, à laquelle participerait le Paris Saint-Germain (PSG) ; pour éviter une fuite de talents quinzistes, en France comme ailleurs, le conseil international du plus vieux des deux rugbys (International Rugby Board) admet la pratique professionnelle. Les clubs français concluent les premiers contrats au cours de la saison 1996-1997. Après le football, le XV masculin devient le deuxième sport le plus médiatisé : la télévision lui a consacré cinq cent soixante-quatre heures en 2021 (contre cinquante-neuf à l'autre rugby [8]). L'abonnement à Canal Plus permet d'apprécier le spectacle du championnat. En mode *golgoth*. « Les professionnels du Top 14 ont gagné 12 kilos en dix ans. 91 % font plus de 95 kilos, expliquait le journaliste Pierre Ballester au *Journal du dimanche* le 1^{er} mars 2015. (...) Le dopage peut être un élément constitutif de ces développements musculaires monstrueux. Les collisions sont de plus en plus violentes et remplissent les infirmeries : un quart des effectifs y est chaque semaine, soit dix joueurs par club. Deux fois plus qu'il y a dix ans. »

Le XV a ainsi basculé dans un professionnalisme dont la violence démolit les

corps à haut niveau quand elle ne décourage pas la pratique populaire masculine ou féminine. Malgré sa médiatisation, le sport n'est que le dixième en France en nombre de licenciés, derrière le golf ou le canoë-kayak (9). La Coupe du monde de septembre 2023 suscitera-t-elle un nouvel engouement ? Le rugby à XIII et ses neuf mille licenciés n'ont même plus cet espoir : son Mondial, prévu en 2025, n'aura finalement pas lieu dans l'Hexagone (10). Dans un communiqué, le 15 mai dernier, le gouvernement a annoncé qu'il renonçait à organiser cette compétition pour « ne pas mettre en danger la robustesse des modèles de grands événements sportifs internationaux que la France veut porter désormais ».

(1) Eric Dunning et Kenneth Sheard, « La séparation des deux rugbys », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 79, Paris, septembre 1989.
 (2) Jean-François Fournel, « Le rugby à XIII joue la carte de la sécurité », *La Croix*, Paris, 18 janvier 2019.
 (3) Jean-Pierre Augustin, « Le rugby : une culture monde territorialisée », *Outre-Terre*, Londres, n° 8, 2004/3. Cf. aussi Daniel Lane, « Why South Sydney Rabbitohs will be forever linked with Aboriginal Australia », *The Sydney Morning Herald*, 3 octobre 2014.
 (4) « L'amateurisme marron dans le rugby français (1912-1939) », 16 avril 2018, <https://surlatouche.fr>
 (5) Cité par Robert Fassolette, « L'ovale en divergence. La dichotomie XV-XIII, les frères jumeaux du rugby », *Staps*, n° 78, Louvain-la-Neuve, 2007.
 (6) Cité par Julian Jackson, *La France sous l'Occupation (1940-1944)*, Flammarion, Paris, 2004.
 (7) Cité dans « Puig-Aubert dit Pipette », Fédération française de rugby à XIII, www.ffr13.fr
 (8) William Audureau et Gary Dagorn, « Sport à la télé : un podium foot-rugby-cyclisme et de nombreuses disciplines dans l'ombre », 25 juillet 2023, www.lemonde.fr
 (9) « Le top 10 des sports les plus pratiqués en France en 2022 », Europe 1, 13 février 2023, <https://presse.europe1.fr>
 (10) Cette épreuve devrait plutôt se disputer dans l'hémisphère Sud, en 2026. Cf. « La prochaine Coupe du monde reportée en 2026 et avec seulement 10 équipes », *Treize Mondial*, 3 août 2023, <https://treizemondial.fr>

* Journaliste à *L'Empaillé* (Marcillac-Vallon).

1973, ANNÉE DE CHOCS

Flambée du pétrole, guerre dite de Kippour, putsch d'Augusto Pinochet : 1973 a marqué le siècle dernier. Pour l'Occident, l'année est restée associée à une grande rupture, celle de « la crise ». La fin des décennies de croissance continue, l'instabilité monétaire, l'envol du prix des matières premières ne furent pourtant pas les seuls jalons de ce nouveau monde. Le Royaume-Uni

fini par rejoindre la Communauté économique européenne (*lire page 20*); en Amérique latine, et pas seulement au Chili, les coups d'État s'enchaînèrent et écrasèrent les mouvements populaires (*lire pages 18 et 19*). Le mouvement des non-alignés réclama à Alger un « nouvel ordre économique ». Mais, sur ce plan, il n'y eut pas de basculement (*lire ci-dessous*).

L'heure de gloire des non-alignés

PAR AKRAM BELKAÏD

UN large sourire éclaire le visage habituellement austère du colonel Houari Boumediène. Gros havane coincé entre l'index et le majeur, le numéro un algérien ne cache pas sa satisfaction alors qu'il préside la session de clôture du IV^e sommet des non-alignés. Du 5 au 9 septembre 1973, à Alger, soixante-quinze États ont participé à part entière à la conférence, sans compter une trentaine d'organisations internationales et de libération – notamment celle de la Palestine, présidée par Yasser Arafat – ainsi que onze pays non membres invités dont la Suède et l'Autriche (*lire page 10*). Boudé huit ans plus tôt par les grands du camp progressiste pour avoir déposé le président Ahmed Ben Bella, le colonel traite désormais d'égal à égal avec ses pairs, du Cubain Fidel Castro au Yougoslave Josip Broz, dit Tito. Mais, si Boumediène triomphe, c'est surtout parce que d'une part le sommet est une réussite sur le plan de la production idéologique, et que d'autre part la partie algérienne a pu imposer ses vues sur la nécessité de donner la priorité aux questions de développement. Un incident a failli tout gâcher quand, prenant la parole avec véhémence, le leader libyen Mouammar Kadhafi a critiqué le communisme et les États non alignés trop proches de l'URSS. Une sortie qui a provoqué l'ire d'un Castro obligé de rappeler que Moscou s'est montré l'allié loyal des mouvements anti-impérialistes et de décolonisation. Mais cet accrochage dû à des questions d'ego et de préséance – Kadhafi est alors un nouvel entrant dans le cercle des grands dirigeants tiers-mondistes – n'empêchera pas un accord quasi unanime sur les questions économiques, dont la maîtrise des ressources naturelles.

Depuis la conférence afro-asiatique de Bandung (1955) et leur premier sommet à Belgrade (1961), les non-alignés n'ont eu de cesse de réaffirmer leur indépendance vis-à-vis des deux grands blocs et de plaider pour la paix mondiale et la coexistence pacifique entre les États-Unis et l'URSS. Un positionnement aux contours d'autant plus flous que le mouvement s'est toujours gardé de se présenter comme troisième force. Ce qui permet la cohabitation de ceux qui sont plutôt proches de Washington (Arabie saoudite, Sierra Leone, Singapour) avec ceux qui le sont du camp socialiste (Algérie, Cuba, Inde). Mais, en 1973, l'heure est à la détente – à laquelle les non-alignés estiment avoir grandement contribué. Galvanisés par les accords de Paris de janvier 1973, qui ont obligé les États-Unis à retirer leurs troupes du Vietnam, les membres du mouvement déplorent tout de même que les superpuissances ne se soucient guère des pays en voie de développement et d'un meilleur partage des richesses. Très remontée contre la division internationale du travail et le manque de progrès dans les négociations commerciales multilatérales, la première ministre indienne Indira Gandhi donne le ton lors de son discours : « *La liberté des non-alignés ne sera ni totale ni réelle sans libération économique* (1). »

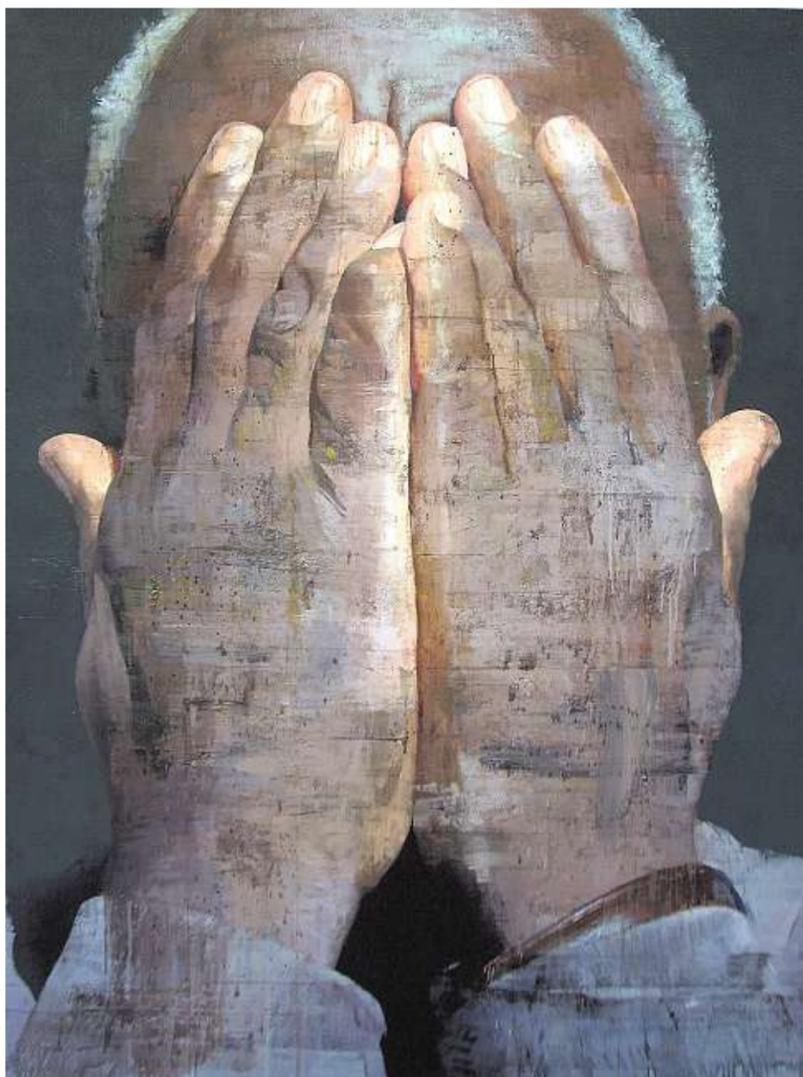
C'est ainsi que la conférence d'Alger fixe le cap. Désormais, les non-alignés exigent un « *nouvel ordre économique mondial* » et le « *droit au développement* ». Il ne s'agit pas de tendre la main mais de compter sur soi en s'industrialisant, en valorisant ses atouts et en tirant profit de la conjoncture internationale pour les monnayer au plus haut prix. Ébauchée lors de la conférence de Lusaka en septembre 1970, l'idée de faire des modes de commercialisation des ressources naturelles un levier pour la redéfinition des relations internationales est entérinée en tant que principe d'action. La Libye ou l'Algérie, qui viennent de nationaliser leurs hydrocarbures, se proposent d'accompagner les pays désireux d'en faire autant avec leurs matières premières (2). La question des nationalisations est ainsi posée comme une nécessaire affirmation de souveraineté, l'État concerné devant être le seul juge du niveau d'indemnisation à accorder aux entreprises étrangères à dédommager. Et, en cas d'un litige, les non-alignés s'en tiennent à un règlement conforme aux lois nationales, ce qui constitue un clair rejet de l'arbitrage international (3).

SOMMAIRE DU DOSSIER

PAGES 18 ET 19 : Deux spectres hantent le Chili, par Franck Gaudichaud.

Et l'Uruguay devint une prison, par Daniel Gatti et Roberto López Belloso.

PAGE 20 : Quand les travaillistes défendaient le Brexit, par Agnès Alexandre-Collier.



FRANÇOIS BARD. – « Les Mains d'Idriss », 2011

Le concept de « nouvel ordre économique international » doit beaucoup aux travaux du penseur Samir Amin (1931-2018) mais aussi à ceux de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepalc) (4), ainsi qu'aux contributions des pays d'Amérique latine, confrontés depuis près d'un siècle à la problématique de la souveraineté sur leurs matières premières. Si Salvador Allende est absent de la conférence – il s'en excuse dans un message lu en séance plénière qui évoque des « *circonstances graves* » au Chili –, la délégation chilienne apporte un écot substantiel avec plusieurs propositions destinées à encadrer l'investissement privé étranger et limiter l'influence des entreprises transnationales (5). L'objectif est d'éliminer les stimulants fiscaux, à créer des entreprises communes aux non-alignés et à partager les informations en dotant le mouvement d'un observatoire des pratiques des sociétés multinationales. De même, ainsi que le demandent l'Argentine ou l'Indonésie, il s'agit d'adopter une position commune dans le cadre des négociations pour l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

QUAND son programme est présenté par Boumediène à l'Assemblée générale des Nations unies en mai 1974 et qu'il est adopté par consensus, le « nouvel ordre économique international » connaît son heure de gloire. Mais c'est un chant du cygne. Au Chili, membre très engagé dans le mouvement au cours des dernières années, Allende est mort à la suite d'un coup d'État fomenté avec l'aide de Washington (*lire l'article de Franck Gaudichaud pages 18 et 19*). L'ordre règne à Santiago, et le pays dont la délégation à Alger défendait l'idée d'un « socialisme universel » va devenir peu à peu le laboratoire des pratiques néolibérales inspirées par l'école de Chicago. Mises en route en Occident à la fin des années 1960 avec la volonté d'en finir avec le keynésianisme, ces politiques s'imposent comme la principale référence dans les décennies suivantes, rendant inaudible le programme d'Alger.

La guerre israélo-arabe d'octobre 1973 contribue, elle aussi, à saper l'élan des non-alignés. Les conséquences immédiates de ce

conflit confirment certes que des ressources naturelles, le pétrole en l'espèce, permettent de peser dans les relations internationales. Les membres de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (Opaep), créée en 1968, décident une augmentation de 70 % du prix du baril, une réduction de 5 % de leur production et un embargo à l'encontre des États qui soutiennent Israël par le biais de livraisons d'armes, dont les États-Unis et les Pays-Bas (6). L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), où les États arabes sont majoritaires, doit s'aligner. La suite est connue, un choc tel que les économies occidentales, déjà fragilisées par le désordre monétaire provoqué par la décision unilatérale des États-Unis de mettre fin à la parité fixe entre l'or et le dollar (15 août 1971), s'enfoncent dans la récession. Mais la facture énergétique des pays en voie de développement qui ne disposent pas d'hydrocarbures explose. La proposition cubaine avancée à Alger d'une tarification différenciée des matières premières avec une réduction accordée aux non-alignés les plus pauvres a déjà sombré dans l'oubli. Au sein du mouvement, c'est chacun pour soi, et certains membres, notamment ceux d'Afrique francophone, fustigent l'égoïsme des nations pétrolières. Pour ces États qui viennent à peine d'accéder à l'indépendance, il faut se rapprocher de la puissance tutélaire – qu'il s'agisse de la France (qui gardait déjà la haute main sur leurs matières premières), du Royaume-Uni ou des États-Unis – afin de boucler les fins de mois.

PAR ricochets, certaines réponses apportées par les pays développés pour faire face à la hausse des cours du brut vont aussi contribuer à tuer dans l'œuf le programme du « nouvel ordre économique international ». Cela concerne notamment les mécanismes de captation des pétrodollars. Si les États producteurs bénéficient d'une manne soudaine, les pays riches entendent qu'une bonne partie soit recyclée dans leurs économies, ce qui signifie que rien ne doit empêcher la libre circulation des capitaux. Chancelleries, diplomates et organisations internationales comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale vont y veiller. En outre, l'existence de liquidités importantes en provenance du Proche-Orient et détenues par des banques et des établissements financiers étrangers va leur donner la capacité de financer des projets d'investissement dans les pays du Sud via des entreprises transnationales ou par le biais de prêts. À condition, bien entendu, que les « bénéficiaires » se plient aux critères habituels (acceptation de l'arbitrage international, fiscalité avantageuse pour l'investisseur, garanties de non-nationalisation, etc.).

Enfin, la hausse des cours rend soudainement possible l'exploitation de gisements jugés jusque-là peu ou pas rentables. Les majors passent à l'offensive, sillonnant le monde en proposant leurs services et savoir-faire. Peu de non-alignés résisteront à ce chant des sirènes, concédant, comme dans le cas du Nigeria, des contrats léonins aux grandes multinationales. Au fil du temps, avec la disparition de grandes figures (Tito, Boumediène) et la diffusion de l'économie de marché dans de nombreux pays socialistes (Égypte, Inde, Chine), le mouvement des non-alignés va s'étioler.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a toutefois remis au goût du jour l'expression de « non-alignement », sans lien direct avec un mouvement qui vivote (le secrétariat général étant actuellement assuré par l'Azerbaïdjan). Mais le refus de prendre parti dans ce conflit – et d'adhérer au régime de sanctions prises contre la Russie – n'a que peu à voir avec la vision d'un monde plus solidaire et moins façonné par le néolibéralisme.

(1) *Le Monde*, 7 septembre 1973.

(2) Pour un compte rendu exhaustif du sommet d'Alger, lire Georges Fischer, « Le non-alignement et la conférence d'Alger (septembre 1973) », *Revue Tiers-Monde*, n° 56, Paris, 1973.

(3) Lire Samir Amin, « Une remise en cause de l'ordre international », et Maude Barlow et Raoul Marc Jennar, « Le fléau de l'arbitrage international », *Le Monde diplomatique*, respectivement juin 1975 et février 2016.

(4) Lire Baptiste Albertone et Anne-Dominique Correa, « L'institution qui a inventé l'Amérique latine », *Le Monde diplomatique*, février 2022.

(5) Lire Evgeny Morozov, « Une multinationale contre Salvador Allende », *Le Monde diplomatique*, août 2023.

(6) Lire « 1973, un choc pour prolonger l'âge du pétrole », dans *Manière de voir*, n° 189, « Énergie. Conflits, illusions, solutions », juin-juillet 2023.



© ADAGP PARIS, 2023 - COURTESY GALERIE OLIVIER WALTMAN

FRANÇOIS BARD. – « Retiens mon nom », 2017

Leçons

Il avait vécu en épicurien ; il s'est donné la mort en stoïcien, le canon de l'arme retourné contre sa bouche. Le bon vivant Allende, ce 11 septembre 1973, eut une fin à la romaine. Cela n'était pas prévu. Qu'il partirait pour la légende. Et resterait dans les mémoires. Il y avait deux hommes en lui, et du dehors on n'avait vu, jusqu'alors, le soussigné comme les autres, que le premier : un rad-soc de bonne humeur, confiant dans la *muñeca* (1), aimant le pisco, la bonne chère, les blagues et les jolies femmes. Car Allende avait de l'humour, chose rare à gauche, où l'esprit de sérieux est de tradition, et ne posait pas au héros qu'il deviendrait un jour. Il n'avait ni barbe ni béret, *el compañero Presidente*. De grosses lunettes d'écaïlle, une petite moustache débonnaire, la voix goguenarde et chaleureuse, de bonne humeur, fraternel et même franc-maçon – comme Pinochet du reste. Tout, dirais-je, pour éloigner les ombres fatidiques – et tromper son monde.

Sortant de prison, en Bolivie, des semaines durant, j'ai été son invité, celui de Neruda aussi, dans sa maison d'Isla Negro, et me repens encore du petit ton prétentieux de donneur de leçons marxiste-léniniste qui fut le mien en conversant avec le président du Chili devant la caméra de Littin. Lui, le « réformiste » ; moi, le « révolutionnaire ». Un cliché. Un jeu de rôles. La boursoufflure de l'époque. Ma seule excuse : près de quatre années d'isolement en cellule, de quoi se monter le bourrichon. Et rêver, bêtement, de châteaux en Espagne.

Le Chili d'alors, il est vrai, euphorique et balnéaire (mais le Pacifique est très froid), cachait bien son jeu. Pas punitive et puritaine pour un sou, l'Unité populaire. Optimiste. Pas faite pour la haine ni la hargne, passion noire et visqueuse – et lointain était le suicide du président Balmaceda, au siècle précédent. Le martèlement des casseroles, dans les beaux quartiers, ne faisait pas oublier les huitres, de merveilleux oursins, et un blanc savoureux. Plus d'aimables créatures, un Congrès très actif, des militaires civilisés. On disait : un parfum d'Europe du bout du monde, une Angleterre en Amérique du Sud. On oubliait celle du Nord, qui en silence préparait et finançait la guerre (10 millions de dollars, pour commencer, en fonds spéciaux). Blocus, financements, sabotages et, quand nécessaire, assassinats. Camionneurs, mines de cuivre, la Maison Blanche et la CIA ne chômaient pas. Mais c'est après qu'on l'apprendra. La presse a parfois du retard, les militants aussi. Au pays de la bonhomie et des compromis de dernière minute, il n'était pas bien de penser à mal. La férocité n'était pas au programme. Allende, qui se laissait touter, sans rancune, me montrait souvent, en souriant, sur son bureau une photo dédicacée du Che : « à Salvador Allende, qui va au même endroit par d'autres chemins ». On peut penser légitimement qu'un autre chemin mène à un autre endroit, mais cela semblait une aimable et très irréaliste métaphore.

« La démocratie est un exercice de modestie », disait Camus. Elle s'apprend avec l'âge et on peut abrégier les délais. Je ne nierai pas que le Chili, où je suis souvent revenu jusqu'au coup d'État (attendu mais sous des formes plus ou moins gentilles), a précipité l'apprentissage d'un petit Français trop sûr de lui. L'immolation d'un grand monsieur, qui n'en avait ni l'air ni la prétention, avec, dans la foulée, tant de camarades assassinés, nous rappelle que le tragique peut encore, en Occident et sous des masques paisibles, nous sauter à la figure. Une leçon à garder dans un coin de sa tête, même quand, c'est mon cas, la tête s'est désintéressée du jeu politique. Pourvu que le cœur se souvienne que ce n'est pas toujours ni partout un petit jeu anodin. *Compañero Allende*, ne disparaîs pas. On te doit tellement dans l'Europe oublieuse comme ailleurs, un peu partout. S'en souvenir, cinquante ans après, n'est jamais de trop.

RÉGIS DEBRAY.

(1) NDLR. Le terme *muñeca* signifie poupée ou marionnette en espagnol. Ses compatriotes évoquaient la *muñeca* d'Allende pour désigner sa capacité à rechercher, et à trouver, le consensus au sein de la gauche chilienne.

D'un côté, un ancien médecin, les urnes et la démocratie. De l'autre, un général putschiste, les mitraillettes et la dictature. Entre les protagonistes du 11 septembre 1973, le panthéon chilien devrait pouvoir choisir. Et pourtant...

PAR FRANCK GAUDICHAUD *

« N'oubliez jamais que bientôt s'ouvriront à nouveau les larges avenues qu'empruntera l'homme libre pour bâtir une société meilleure. » De part et d'autre du spectre politique, quasiment toutes les Chiliennes et tous les Chiliens connaissent la dernière allocution de Salvador Allende, d'où est tirée cette citation. Ce discours dit « des larges avenues », le président chilien élu en 1970 le prononce le 11 septembre 1973, lors du coup d'État fomenté par le général Augusto Pinochet. Allende est enfermé dans le palais présidentiel de La Moneda, avec quelques proches, et les armes à la main. Il sait qu'il ne sortira pas vivant de l'édifice présidentiel. Dans cette ultime adresse à la population, Allende entend laisser « une leçon morale pour châtier la félonie, la couardise et la trahison » ainsi que le témoignage « d'un homme digne qui fut fidèle à la loyauté des travailleurs » (lire ci-contre « L'Histoire les jugera »). Cinquante ans après, comme il l'avait prédit, le « métal tranquille » de sa voix continue à résonner et le premier président marxiste démocratiquement élu de l'histoire du cône Sud demeure l'une des figures centrales de l'histoire mondiale des gauches au XX^e siècle.

En pleine guerre froide, l'expérience de la « voie chilienne vers le socialisme » a duré moins de trois ans (de novembre 1970 à septembre 1973). Elle a néanmoins transformé le pays andin de neuf millions d'habitants et passionné le monde intellectuel et militant, d'un bout à l'autre de la planète. Les gauches (autour du Parti socialiste et du Parti communiste), à l'origine, en 1969, de la coalition qui prend le nom d'Unité populaire (UP), proposent une transition vers le socialisme à la fois démocratique et révolutionnaire, institutionnelle, électorale et non armée : il ne s'agit plus de miser sur la guérilla et les kalachnikovs, mais sur la mobilisation des classes populaires et du mouvement ouvrier. Se fondant sur ce qu'ils estiment – à tort – relever d'une tradition historique légitimiste de l'armée et d'une certaine flexibilité de l'État chilien, Allende et les siens parient que les militaires respecteront le suffrage universel et qu'il deviendra possible d'imposer la volonté majoritaire à l'oligarchie sans tirer le moindre coup de feu. Bien loin des options stratégiques de la révolution cubaine, ce pari de rupture légaliste est considéré comme suicidaire par la gauche extraparlamentaire, dont le jeune Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), alors dirigé par Miguel Enríquez.

La victoire d'Allende, le 4 septembre 1970 (avec une majorité toute relative de 36,6 % des voix), face aux candidats de droite et démocrate-chrétien, suscite une immense vague d'espoir. Les « quarante mesures » du gouvernement, prises au tout début du mandat, visent à doper la croissance, à redistribuer – de façon très ambitieuse – les richesses, à

* Professeur en histoire et études latino-américaines à l'université Toulouse Jean-Jaurès.

À la suite du coup d'État du 27 juin 1973, l'Uruguay est devenu le pays affichant le plus grand nombre de détenus politiques par rapport à sa population.

PAR DANIEL GATTI
ET ROBERTO LÓPEZ BELLOSO *

DOUZE drapeaux blancs alignés sur la terre noire couvrent les restes osseux qui viennent d'être retrouvés dans l'enceinte du 14^e bataillon d'infanterie parachutiste – à une vingtaine de kilomètres de Montevideo –, un site utilisé pendant la dictature uruguayenne (1973-1985) comme centre de torture et de détention. Selon l'équipe d'anthropologie médico-légale de l'institution nationale des droits humains (INDDHH), il s'agit de l'une des 197 personnes que la junte a fait disparaître. En l'occurrence, une femme décédée sous la torture. L'INDDHH ne l'a pas encore identifiée après qu'elle a découvert son squelette à 30 centimètres de profondeur, recouvert de chaux, le 6 juin 2023. Soit trois semaines avant que le pays ne commémore les 50 ans du coup d'État.

Au petit matin du 27 juin 1973, le président dissout le Parlement, avec le soutien des forces armées. Juan María Bordaberry justifie son « auto-coup d'État » par les impératifs de la lutte contre les guérilleros du Mouvement de libération nationale-Tupamaros (MLN-T) pourtant déjà militairement défaits, et pour la plupart en prison ou en exil.

Si le régime d'Augusto Pinochet, au Chili (1973-1990), se caractérise par les exécutions sommaires, si la dictature argentine (1976-

* Respectivement journaliste et responsable de l'édition uruguayenne du *Monde diplomatique*.

Deux spectres

augmenter les salaires, à approfondir la réforme agraire commencée sous le gouvernement antérieur ou encore à placer les principales ressources nationales (minières en particulier) sous le contrôle de l'État. La nationalisation de plusieurs dizaines de grandes entreprises et de 90 % des banques permet la constitution d'une aire de propriété sociale (APS), où est mis en place un système de cogestion, entre salariés et administrations publiques. Le secteur privé demeure néanmoins très présent dans l'économie nationale. Le pays vit un climat d'effervescence : les grèves, les occupations de terres ou d'usines se multiplient... Mais la gauche demeure minoritaire au Parlement.

La bourgeoisie et les grands propriétaires réagissent aux politiques de la coalition comme les vampires à l'ail : ils frissonnent d'effroi. Le 6 novembre 1970, le président américain Richard Nixon déclare devant le Conseil national de sécurité : « Notre principale préoccupation avec le Chili, c'est le fait qu'il [Allende] puisse consolider son pouvoir et que le monde ait l'impression qu'il serait en train de réussir. (...) Nous ne devons pas laisser l'Amérique latine penser qu'elle peut prendre ce chemin sans en subir les conséquences. » Le président chilien a pris ses fonctions l'avant-veille. En 1971, l'expropriation du cuivre (première réserve au monde), alors aux mains de sociétés américaines, est interprétée comme une déclaration de guerre par la Maison Blanche. Allende s'affirme, de plus, comme un leader des États non alignés. Il défend le droit des pays colonisés à l'autodétermination et dénonce le système financier international. Très tôt, l'Agence centrale de renseignement (CIA), l'ambassade des États-Unis mais aussi de puissantes multinationales affectées par les nationalisations conspirent pour abattre en plein vol cette expérience radicale originale (1).

**PLUTÔT LE TERRORISME
D'ÉTAT QUE LE
« CANCER MARXISTE »**

À Santiago, la droite – soutenue à coups de millions de dollars par Washington, comme le démontrera une enquête du Sénat américain (2) – se fixe pour objectif de désarticuler le bloc sociopolitique qui épaula la gauche au pouvoir. Elle se met en quête d'appuis au sein des secteurs réactionnaires des forces armées. Les attentats de Patrie et Liberté, une organisation d'extrême droite, font trembler la population. Le grand patronat et certaines professions libérales déclenchent boycotts et lock-out pour ravager l'économie. Les médias conservateurs – dont le quotidien *El Mercurio* –, rouages essentiels de ce dispositif, n'ont cessé d'alerter sur les « dérives » de la « dictature marxiste ». L'état se resserre peu à peu sur le processus révolutionnaire, tandis que l'explosion de l'inflation, le boycott international et le développement du marché noir éloignent les couches moyennes urbaines. En 1972, le Parti démocrate-chrétien cesse d'hésiter et bascule dans l'opposition frontale.

Le mouvement ouvrier résiste. En réponse à chaque tentative de grève patronale, les formes d'auto-organisation et de pouvoir populaire, notamment au sein des « cordons industriels », se multiplient (3). Mais la gauche est de plus en plus divisée, alors que le gouvernement s'évertue à croire qu'il sera possible d'éviter l'affrontement. En vain.

Le matin du 11 septembre 1973, avec l'appui de l'administration Nixon (mais aussi – on le sait aujourd'hui – de la dictature brésilienne [4]), les différentes branches des forces armées se soulèvent. La

Et l'Uruguay

1983) aurait fait disparaître jusqu'à trente mille personnes, la junte uruguayenne se distingue, nous explique l'historien Álvaro Rico Fernandez, par « l'emprisonnement politique massif et prolongé de jeunes détenus ».

« Massif », d'une part, car le pays affiche, au cours de cette période, le plus grand nombre de prisonniers politiques par rapport à sa population : 18 pour 10 000 habitants soit 5925 au total ; 31 pour 10 000 si l'on compte les personnes arrêtées et détenues sans jugement (1). Ces chiffres n'incluent pas les détenus dans les lieux dits « de dépôt » (comme le principal stade de basket-ball de Montevideo, le Cylindre municipal) ni les mineurs renvoyés vers des établissements pénitentiaires. À ce jour, 51 lieux de détention « légaux », 9 non déclarés et 3 centres d'enfouissement clandestins ont été identifiés (2).

« Prolongé », d'autre part, en raison de la nature même de ces emprisonnements, qui devaient s'inscrire dans le temps pour anéantir « l'ennemi ». Les conditions de détention de ceux que le régime désignait comme des « otages » – neuf hommes (dont le futur président de la République José « Pepe » Mujica) et onze femmes de la direction du MNL-T – furent particulièrement dures : M. Mujica, par exemple, fut enfermé pendant deux ans au fond d'un puits. La deuxième vague de répression, de 1974 à 1976, s'est abattue sur les militants d'organisations qui étaient légales avant le coup d'État, notamment le Parti communiste (PCU), et sur des formations qui se réorganisaient depuis l'étranger, comme le Parti pour la victoire du peuple, auquel appartenaient la plupart des disparus. Le choix de l'incarcération n'a en rien empêché la systématisation de la torture, parfois pendant des mois et toujours à grande échelle.

Terre d'immigration, principalement européenne, jusqu'aux trois premières décennies du XX^e siècle, l'Uruguay était devenu un pays que sa population quitte lorsque commence la crise de l'État-providence : entre le milieu des années 1960 et 1985, au moins 380 000 Uruguayens s'exilent, pour des raisons le plus souvent politiques à partir de 1973 (3). Ils vont d'abord au Chili, où le socialiste Salvador Allende gouverne encore, et surtout en Argentine, qui connaît en mai 1973 un « printemps » progressiste. Certains visent le Venezuela. Rares, à ce stade, sont ceux

hantent le Chili



FRANÇOIS BARD. – « Persuader », 2019

gauche se trouve désarmée tant au plan politique que militaire. La bataille du Chili prend fin, dramatiquement (5). S'appuyant sur un catholicisme national-conservateur et la doctrine de la sécurité nationale, la dictature civico-militaire ferme le Parlement, réprime dans le sang les syndicats, proclame l'état de siège, pratique la censure. Contre le « cancer marxiste », le terrorisme d'État s'abat sur le pays. Durant seize années, les militaires et la police politique torturent des dizaines de milliers de personnes, assassinent plus de 3 200 individus, dont plus d'un millier sont encore aujourd'hui disparus (leurs corps n'ayant jamais été retrouvés). Des centaines de milliers de personnes sont contraintes à l'exil. Cette période de brutalisation de masse coïncide, dès 1975, avec celle d'une thérapie de choc économique qui transforme le Chili en laboratoire à ciel ouvert d'un néolibéralisme débridé : le pays devient le parangon des « Chicago Boys » et des théories monétaristes chères à l'économiste Milton Friedman.

Cinquante ans après le coup d'État, la guerre des mémoires fait rage dans un pays profondément fracturé. Soutenu par le Parti communiste, M. Gabriel Boric (Front large) a certes réussi à battre – avec 56 % des voix – M. José Antonio Kast (Parti républicain, PR), candidat d'extrême droite, lors de la présidentielle de 2021, en affichant un programme critique du néolibéralisme (6). Mais M. Kast est arrivé en tête du premier tour, laissant loin derrière les partis traditionnels. Admirateur affiché du général Pinochet, l'homme fort des droites chiliennes est le fils d'un ancien lieutenant nazi ayant fui l'Europe. Catholique fondamentaliste, il a, comme sa famille, soutenu la dictature (l'un de ses frères en a même été ministre).

De son côté, si M. Boric cite volontiers Allende comme exemple, c'est surtout pour en appeler au respect des institutions et des droits humains face à ceux qui ont assassiné la démocratie en 1973, pas pour exalter le militant anti-impérialiste. Sans majorité parlementaire, sans réel lien avec les mouvements populaires et alors qu'une partie de sa coalition fait l'objet d'un scandale de corruption, M. Boric gouverne à l'« extrême centre » – bien loin des « larges avenues » imaginées par Allende.

Il y a deux ans, la fin des héritages autoritaires et du néolibéralisme paraissait pourtant possible, grâce à la force du grand soulèvement social d'octobre 2019. Désormais, ce sont les réactionnaires qui ont le vent en poupe. Après le rejet massif du projet de Constitution, féministe et progressiste, en 2022 par référendum, c'est paradoxalement le PR qui est maintenant chargé de conduire la rédaction d'une nouvelle Carta Magna, après ses excellents résultats aux élections constituintes de mai 2023. Les « enfants » de Pinochet se voient ainsi attribuer la responsabilité de remplacer la Constitution de 1980, imaginée par leur mentor...

Deux spectres hantent donc toujours la politique chilienne et dessinent des voies différentes pour le pays : un ancien dictateur décédé en 2006 et jamais jugé ; un socialiste pacifiste, mort avec un pistolet-mitrailleur à la main. Depuis cinquante ans, le Chili hésite...

(1) Lire Evgeny Morozov, « Une multinationale contre Salvador Allende », *Le Monde diplomatique*, août 2023.

(2) « Multinational corporations and United States foreign policy », rapport sur les auditions conduites par le Sénat américain, Government Printing Office, Washington, DC, 1974.

(3) *¡Venceremos! Experiences chiliennes du pouvoir populaire*, Syllepse, Paris, 2023 (deuxième édition).

(4) National Security Archive, « Brazil abetted overthrow of Allende in Chile », 31 mars 2023, Washington, DC, <https://nsarchive.gwu.edu>

(5) Patricio Guzmán, *La Bataille du Chili*, Atacama production, France-Cuba-Chili, 1975-1979, documentaire en trois parties.

(6) Lire « Tout commence au Chili », *Le Monde diplomatique*, janvier 2022.

Lire sur notre site « Dans l'œil du cyclone », de Baltasar Garzón Real
www.monde-diplomatique.fr/66036

devint une prison

qui se rendent en Europe. L'option chilienne disparaît avec le renversement d'Allende à la fin de l'année. Et, alors qu'à partir de 1975 l'extrême droite s'empare de l'État à Buenos Aires, l'Argentine se transforme en un piège. Il se referme définitivement sur des milliers d'exilés latino-américains à la suite du coup d'État de mars 1976. La plupart des Uruguayens enlevés l'ont été en Argentine, principale plate-forme de l'opération « Condor » de coopération entre les dictatures du cône Sud (4) : 141 disparus sur les 197 recensés par l'Association des mères et parents d'Uruguayens détenus et disparus.

À partir de 1975, les émigrés choisissent le plus souvent l'Europe occidentale, Cuba ou le bloc socialiste, ainsi que, pour un nombre croissant d'entre eux, le Mexique. Les pays nordiques (en particulier la Suède), la France, l'Espagne, l'Italie (du fait de leur proximité culturelle et de racines communes) et la Suisse (le siège d'organisations internationales, ce qui facilitait le travail de dénonciation) font figure de destinations privilégiées sur le Vieux Continent.

La situation varie en fonction de leur pays d'accueil : exil réglementé et contrôlé, en Europe de l'Est, où la majorité des arrivants sont membres du PCU, ou à Cuba, qui accueille principalement des militants du MLN-T et du PCU ; largement facilité par les subventions de l'État, en Suède ; d'origine politique plus variée et profitant de moins de soutien institutionnel, en France et surtout en Espagne, mais avec des niveaux d'intégration plus élevés... Les Uruguayens ont connu ce qu'ont vécu tous les exilés politiques : pensant initialement que leur éloignement serait bref, ils ont privilégié des liens personnels et linguistiques avec leurs concitoyens avant de changer de perspective, de fonder des familles et de donner naissance à de nouveaux enfants pour lesquels le pays d'exil devient le pays d'origine (5)...

La France a compté un maximum de 1 500 à 2 000 réfugiés uruguayens après la deuxième vague d'arrivées, postérieure à 1976. Peu nombreux, ils se caractérisent par un fort degré de structuration. Concentrée à Paris et en Île-de-France, cette communauté « de quartier », selon le sociologue franco-uruguayen Denis Merklen (6), compte de nombreuses associations, comme le Comité de défense des prisonniers politiques en Uruguay (CDPPU), créé en 1972 par Alain

Labrousse, un journaliste français qui avait vécu à Montevideo en tant que coopérant au cours des tumultueuses années 1960. Le CDPPU entretient des relations très étroites avec les dirigeants politiques français, en particulier ceux de gauche. Paris est également le siège du regroupement des familles d'Uruguayens disparus (Afude) – la première association de cette nature, créée en 1978 – et du Secrétariat international des juristes pour l'amnistie en Uruguay (Sijau), dirigé notamment par Louis Joinet et Jean-Louis Weil, qui, à la fin des années 1970, ont mené une mission d'enquête à Montevideo sur la situation des prisonniers politiques.

En 2014, le ministère des affaires étrangères uruguayen a officiellement reconnu l'importance des réseaux de solidarité mis en place en France pendant la dictature, à laquelle ils ont survécu. La capitale française a par la suite constitué une plate-forme pour d'autres types de solidarité, en facilitant notamment le retour ou la mise en relation de scientifiques émigrés.

LA MARQUE DE LA DICTATURE DE MEURE

La société uruguayenne a résisté au coup d'État dès le premier jour, avec, par exemple, la grève générale de la confédération syndicale du 27 juin au 11 juillet 1973, l'une des plus longues du siècle dernier dans le monde (7). Ce rejet, associé à une nouvelle crise économique et à l'évolution de la situation internationale, a favorisé une transition vers la démocratie et l'investiture d'un président élu, le 1^{er} mars 1985. Malgré le retour de la plupart des exilés et la libération des prisonniers politiques, la marque de la dictature demeure. La loi 15.848 votée en décembre 1986 entérine l'impunité des militaires. L'arrivée de la gauche au gouvernement en 2005 et la réinterprétation d'un article de cette loi ont permis de poursuivre 82 personnes, même si, selon les organisations de défense des droits humains, d'innombrables crimes demeurent impunis.

« L'histoire les jugera »

Ce mardi 11 septembre 1973, le ciel est gris, l'hiver austral est encore là. Le coup d'État débute très tôt, quand la marine de Valparaíso prend le contrôle de la ville-port située sur l'océan Pacifique. L'aviation prépare ses avions Hawker Hunter depuis l'aéroport de Concepción et, à Santiago, les mouvements de troupes de l'armée de terre commencent dès 8 h 30, sous la coupe notamment du général Sergio Arellano Stark. Salvador Allende reçoit, dès l'aube, les informations concernant la situation à Valparaíso, et après plusieurs échanges avec son ministre de la défense, Orlando Letelier, comprend la gravité de la situation. Il décide ainsi de gagner le palais présidentiel, accompagné de ses plus fidèles collaborateurs, notamment le médecin Augusto Olivares et le politiste Joan Garcés, mais aussi des hommes du GAP (le « groupe des amis du président »), sa garde personnelle. Il a parfaitement conscience qu'il affronte une opération coordonnée de grande envergure. Avant 11 heures, les quelque trois cents carabiniers présents à La Moneda se sont retirés sur ordre de leur hiérarchie. Allende reste seul avec quelques dizaines de proches : les photos en noir et blanc, quelques heures avant sa mort, le montrent casqué et armé d'un fusil de guerre. Ces hommes doivent affronter un déploiement militaire sans précédent, tout d'abord de tanks, puis, face au refus du président de se rendre, subissent le bombardement répété du palais par deux avions de combat. Le premier étage est partiellement détruit et l'incendie gagne tout l'édifice.

Dans son ultime intervention, Allende condamne la « trahison » de généraux « félons », responsables de la rupture de l'ordre institutionnel. Jusqu'à la fin, le président se place comme garant de la légalité républicaine, rappelant son engagement en faveur d'une voie non armée vers le socialisme. Il montre qu'il reste jusqu'à son dernier souffle convaincu de la justesse de ce qu'il considère comme la tradition démocratique et le constitutionnalisme des forces armées chiliennes.

Le 9 août, croyant encore en la possibilité d'une issue institutionnelle, Allende avait à nouveau incorporé des militaires au gouvernement, avec un cabinet civilo-militaire d'union nationale, en vain. Il a aussi cherché désespérément à trouver un terrain d'entente avec la démocratie chrétienne, qui se traduit par de nombreuses concessions. Mais rien n'y fait. Le 22 août, la Chambre des députés se prononce pour déclarer inconstitutionnel le gouvernement, donnant le feu vert à une intervention. Sous pression, le général en chef des armées, Carlos Prats González, démissionne. Allende nomme alors Pinochet, qu'il pense légaliste. Opportuniste, ce dernier choisit seulement le 8 septembre, convaincu par le général Gustavo Leigh (aviation), de suivre la conspiration. Mais si plusieurs officiers de haut rang décident de se retirer ou sont arrêtés, c'est bien le commandement des trois armées et celui des carabiniers qui conduisent le putsch.

Extrait de Franck Gaudichaud, Découvrir la révolution chilienne (1970-1973), *Les Éditions sociales*, Paris, 2023.

DANIEL GATTI
ET ROBERTO LÓPEZ BELLOSO.
(Traduit de l'espagnol par Renaud Lambert.)

(1) Servicio Paz y Justicia (Serpaj), *Uruguay nunca más. Informe sobre la violación a los derechos humanos (1972-1985)*, Montevideo, 1989.

(2) Alvaro Rico (sous la dir. de), *Investigación histórica sobre la dictadura y el terrorismo de Estado en el Uruguay (1973-1985)*, tome II, université de la République orientale de l'Uruguay, Montevideo, 2008.

(3) Magdalena Schelotto, « La dictadura civico-militar uruguayena : la construcción de la noción de víctima y la figura del exiliado en el Uruguay post-dictatorial », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 10 mars 2015, <https://journals.openedition.org/nuevomundo>

(4) Lire Pierre Abramovici, « Le condor déploie ses ailes », dans *Manière de voir*, n° 185, « La bataille pour le Chili », octobre-novembre 2022.

(5) Silvia Dutréit Bielous (sous la dir. de), *El Uruguay del exilio. Gente, circunstancias, escenarios*, Trilce, Montevideo, 2006.

(6) Denis Merklen, « Sufrir lejos, quedarse juntos. El exilio de los uruguayos en Francia », *Anuario de Estudios Americanos*, n° 64, Madrid, juin 2007.

(7) Víctor Bacchetta, *La Historia que no nos contaron*. Sitios de memoria Uruguay, 2023, accessible en ligne : <https://sitiosdememoria.org>

(8) « A 50 años del golpe de Estado, 57 % de la población está en desacuerdo con que la dictadura "es un tema del pasado" », *La Diaria*, Montevideo, 27 juin 2023, et « La recesión democrática de América Latina », *Informe Latinobarómetro 2023*, 21 juillet 2023, www.latinobarometro.org

Quand les travaillistes défendaient le Brexit

Alors que les militants du Labour s’y opposent, l’un de leurs dirigeants, Harold Wilson, fait ratifier l’entrée du Royaume-Uni dans l’Europe. Il ouvre alors la voie à une reconfiguration politique qui débouchera finalement sur la sortie du pays de l’Union en janvier 2020.

PAR AGNÈS
ALEXANDRE-COLLIER *

RIEN ne serait jamais plus comme avant. L’année 1973 s’ouvre sur une promesse. Quasi unanime, la presse britannique salue l’adhésion du Royaume-Uni à la Communauté économique européenne (CEE) au 1^{er} janvier. L’*Observer* publie un « euro-guide » pour en comprendre les enjeux. Le *Times* évoque une « splendide aventure ». Pour le *Daily Mirror*, « s’il subsiste encore la moindre idée selon laquelle le Britannique est suffisant et croit que c’est Dieu qui a créé la Manche pour le protéger des étrangers et de leurs drôles d’habitudes, c’est aujourd’hui que cette idée disparaît ! » (1). Car la situation ne cesse de se dégrader – l’inflation atteint 9,2 %, la création de richesse par habitant situe le pays au onzième rang mondial (2) – et, de l’Europe, on attend le salut économique. Il ne viendra pas. Pas plus que le renoncement à la relation spéciale avec les États-Unis, suffisamment forte pour survivre à l’intégration communautaire puis au Brexit (3).

Une recomposition du jeu politique s’amorce, en revanche, avec l’entrée dans la CEE. Celle-ci a longtemps été perçue par ses détracteurs de gauche comme un club capitaliste de riches nations, parfois présentée par les souverainistes de droite comme une invasion franco-allemande. Mais, dans les mois et les années qui suivent, la question européenne reconfigure les camps conservateur et travailliste, contribue à l’émergence de nouveaux partis et enflamme la presse populaire.

À la conclusion du traité de Rome en 1957, des Britanniques méfiants proposent une simple association à leurs voisins européens. La Communauté refuse au moment où ses premiers succès économiques conduisent les gouvernements conservateurs de Harold Macmillan (1957-1963) à envisager l’intérêt d’un rapprochement encore plus poussé. Après deux ans de négociations laborieuses menées par Edward Heath, alors ministre des affaires étrangères, autour de la préférence impériale pour les biens de première nécessité en provenance du Commonwealth et de la nouvelle politique agricole commune, Charles de Gaulle oppose un veto en 1963. Le président français se méfie du « cheval de Troie » américain. En 1967, il écartera une nouvelle candidature, cette fois déposée par le gouvernement travailliste de Harold Wilson.

Lorsque les conservateurs reviennent au pouvoir en 1970, ils ont désormais un interlocuteur à Paris désireux de renouer le dialogue, Georges Pompidou, et à leur tête un proeuropéen. Aucune nostalgie postimpériale, aucun attachement à la « relation spéciale » aux États-Unis chez Heath. Des Tories qui s’affichent comme le « parti de l’Europe » ; un Labour dans l’ensemble hostile au marché commun : la question européenne semble alors alignée sur le clivage gauche-droite. Du vote au Parlement sur le principe d’une adhésion le 28 octobre 1971 ressortent tout de même les premières dissensions dans chaque camp, alors que des problèmes de fond – comme la contribution britannique au budget européen – n’ont toujours pas trouvé de solutions.

Les travaillistes remportent, à l’arraché, les élections en 1974. Leur programme prévoit une renégociation radicale des conditions d’adhésion à la CEE et la tenue d’un référendum dans l’année qui suit leur arrivée au 10 Downing Street pour en ratifier les résultats. Le premier ministre Wilson n’obtient que quelques concessions. Si bien qu’en avril 1975, 145 parlementaires travaillistes refusent de le suivre et de ratifier l’accord soumis à la Chambre des communes, 138 seulement y consentent. Le gouvernement ne l’emporte que grâce au soutien des conservateurs et des libéraux.

VERS UN EFFACEMENT DU CLIVAGE GAUCHE-DROITE

« Pensez-vous que le Royaume-Uni devrait rester dans la Communauté européenne ? » Le référendum a lieu le 5 juin 1975. La National Referendum Campaign (NRC) – qui réunit la majorité des travaillistes, une poignée de conservateurs encore proche de l’ancien député Enoch Powell, figure charismatique anti-immigration de l’aile la plus à droite, un grand nombre de syndicats et les partis nationalistes écossais et gallois – défend le « non » face à Britain in Europe, qui rassemble la majorité des conservateurs, les libéraux et la droite du Parti travailliste. Le soutien des milieux d’affaires et de la presse contribue à la large victoire du « oui », 67 %.

Ce choix de l’Europe, combiné à la dégradation de la conjoncture, modifie une première fois le rapport de forces au sein du camp progressiste. Dès le mois d’avril, le chancelier de l’Échiquier Denis Healey avait dû mettre en œuvre un plan d’austérité. Et, le 10 juin, le chef du gouvernement annonce le remplacement du très interventionniste ministre de l’industrie, Anthony Benn, par le plus prudent Eric Varley. Le remaniement intervient quelques jours après la défaite du « non », dont Benn a été l’un des plus fervents défenseurs (4). Il marque un tournant économique : les travaillistes renoncent à imposer la planification au patronat et enjoignent aux syndicats d’accepter la modération salariale (5). En 1976, lorsque Wilson démissionne – pour raisons de santé –, son

successeur James Callaghan est celui qui en tant que ministre des affaires étrangères, l’année précédente, avait renégocié à minima les conditions d’adhésions à la CEE. Il marginalise les tenants du « non » au sein de son gouvernement et s’applique à poursuivre la politique de rigueur. Il doit même la durcir, sur ordre du Fonds monétaire international (FMI) auquel son gouvernement a fait appel. La rupture avec la gauche de son parti est consommée.

Trois ans plus tard, les conservateurs dirigés par Margaret Thatcher l’emportent. La nouvelle dirigeante s’accommode d’une Europe qu’elle perçoit comme un vaste marché et une promesse de libéralisme. Elle avait appelé à « un grand “oui” pour l’Europe » après avoir pris la tête de son parti en février 1975, en s’engageant à rompre avec le consensus d’après-guerre, l’État-providence et les politiques keynésiennes. Si Thatcher ne mettra en œuvre ce programme qu’après sa réélection en 1983, sa victoire sur Callaghan provoque d’autres secousses politiques qui vont une seconde fois reconfigurer le camp progressiste.

D’une part, la gauche remet la main sur le Labour : la conférence de Blackpool, à l’automne 1980, adopte une motion favorable à une sortie de la Communauté ; Michael Foot, qui a soutenu cette initiative, prend la tête du parti en novembre de la même année. En guise de réplique, trois figures majeures de la droite travailliste, MM. David Owen, William Rodgers et M^{me} Shirley Williams, publient une lettre ouverte dans le *Guardian* pour protester contre la motion anti-CEE ; rejoints par l’ancien ministre des finances travailliste Roy Jenkins, ils constituent la « bande des quatre » et signent le 25 janvier 1981 la « déclaration de Limehouse », officialisant la création du Parti social-démocrate (SDP) ; quatorze députés de la Chambre des communes, dont un conservateur, y adhèrent, attachés surtout à l’Europe communautaire et à l’Organisation du traité de l’Atlantique nord (OTAN).

Présentant des candidats aux élections de juin 1983, le SDP contribue à la cinglante défaite des travaillistes. Mais la déroute tient surtout au prestige que retire Thatcher de son triomphe lors de la guerre des Malouines contre l’Argentine, en 1982. Malgré une situation économique particulièrement désastreuse – avec notamment plus de trois millions de chômeurs et un taux de chômage deux fois supérieur à la moyenne observée dans les autres États membres de la CEE –, la réussite de cette intervention militaire lui confère un avantage décisif sur un Michael Foot tenant du désarmement nucléaire unilatéral et proche des militants trotskistes. M. Neil Kinnock succède à Foot à la conférence de Brighton en octobre 1983. Et, sous cette nouvelle direction, le Labour se rallie progressivement à la cause européenne.

La droite va, elle, s’en détacher graduellement. Essentiellement rhétorique dans les années 1980, cette prise de distance ira en s’accroissant lors de la décennie suivante et bouleversera les rapports de forces au sein du camp conservateur. Au cours de son premier mandat, Thatcher s’était inscrite dans la continuité de ses prédécesseurs travaillistes – Wilson puis Callaghan, des européens modérés, surtout préoccupés d’obtenir une baisse de la contribution britannique au budget communautaire. Ayant obtenu en 1984 une réduction de 60 % de cette quote-part britannique, elle accepte de signer l’Acte unique européen de 1986, qui permet la mise en place du marché unique et ne s’oppose pas non plus à l’adhésion de la livre sterling au système monétaire européen (SME) le 8 octobre 1990 (6).

Mais c’est au cours de son dernier mandat que Thatcher radicalise sa critique du projet européen. Quand le principe d’un modèle social européen promu par la Commission que préside alors Jacques Delors emporte l’adhésion des syndicats britanniques, la Dame de fer célèbre une Europe encore plus libérale et intergouvernementale, dans son fameux discours de Bruges de 1988 qui s’achève sur une critique virulente du fédéralisme et de la dérive technocratique de Bruxelles. Au point de susciter l’indignation de plusieurs membres importants de son gouvernement, comme les proeuropéens Geoffrey Howe et Michael Heseltine. Ces dissensions contribueront à sa chute en novembre 1990.

Son ministre de l’économie John Major lui succède. C’est lui qui signera le traité sur l’Union européenne à Maastricht le 7 février 1992. Mais les partisans de la vision thatcherienne s’emploient à faire échouer sa ratification par le Parlement. Une partie du pays se mobilise alors contre l’Europe, une cause qui associe la presse populaire, notamment les titres de M. Rupert Murdoch, et plusieurs dizaines d’associations, dont certaines bénéficient du soutien d’hommes d’affaires comme James Goldsmith, milliardaire franco-britannique. Le Parti pour l’indépendance du Royaume-Uni (UKIP) naît l’année suivante. Il présentera des candidats au Parlement européen et deviendra, vingt ans plus tard, le premier parti britannique à Strasbourg.

Alors que les travaillistes de M. Anthony Blair (1997-2007) puis de M. Gordon Brown (2007-2010) consentent à l’Europe – sans enthousiasme et notamment sans en adopter la monnaie unique –, la bataille de Maastricht constitue le point de départ d’un mouvement qui ne cessera de croître à droite (7). Quand le Parti conservateur revient au pouvoir en 2010, le nouveau premier ministre David

Cameron doit affronter une série de frondes eurosceptiques sans précédent. Elles le conduiront à promettre d’organiser, en cas de réélection en mai 2015, un référendum sur le maintien du Royaume-Uni dans l’Union européenne. On connaît l’issue de ce scrutin, après une campagne qui a offert l’image incongrue d’un effacement du clivage gauche-droite au profit d’une polarisation entre « remainers » et « leavers » et d’un Parti conservateur écartelé en deux camps plus hostiles l’un envers l’autre que les Tories aux travaillistes (8).

TENSIONS IDENTITAIRES, RETOUR DE LA QUESTION MIGRATOIRE

En 1973, l’Europe s’impose dans le débat national. Elle s’y inscrit durablement tant elle renvoie à deux questions qui n’ont cessé de scinder profondément les partis britanniques – la place du pays dans le monde ainsi que le rôle de l’État dans l’économie et la société. Elle s’y inscrit suffisamment pour devenir tour à tour facteur de création de partis, de compétition entre les acteurs politiques, de dissensions internes. Au cours de la période plus récente, le Brexit a plongé la gauche travailliste dans la confusion. Désorientée par un dirigeant radical et connu pour ses positions eurosceptiques, M. Jeremy Corbyn, la base militante jeune et urbaine a interprété le vote « leave » comme un choix xénophobe alors qu’il a eu les faveurs d’électeurs du nord de l’Angleterre acquis au Labour jusqu’à ce qu’ils basculent en 2019, séduits par le discours de M. Boris Johnson (9). Chez les conservateurs, cette élection a conduit à l’expulsion des derniers députés proeuropéens et à la sélection de nouveaux élus entièrement acquis à la cause.

Le Brexit semble faire désormais consensus, qu’on s’en félicite ou qu’on s’y résigne, si bien que, en 2023, l’Europe ne constitue plus un enjeu du débat politique britannique (10). Mais les tensions identitaires qu’on observe aujourd’hui autour de la question migratoire ou du devenir de l’Écosse et de l’Irlande du Nord en sont les ramifications persistantes.



FRANÇOIS BARD. – « Le Bain II », 2014

(1) Cités par Dominic Sandbrook, *State of Emergency. The Way We Were : Britain, 1970-1974*, Penguin, Londres, 2010.

(2) Jim Tomlinson, *The Politics of Decline. Understanding Post-War Britain*, Longman, Harlow, 2000.

(3) Lire Alexander Zevin, « Malgré le Brexit, introuvable souveraineté britannique », *Le Monde diplomatique*, février 2023.

(4) Lire Anthony Benn, « Quand la gauche travailliste dénonçait Bruxelles », dans *Manière de voir*, n° 153, « Royaume-Uni, de l’Empire au Brexit », juin-juillet 2017.

(5) J. Denis Derbyshire et Ian Derbyshire, *Politics in Britain. From Callaghan to Thatcher*, Chambers, Édimbourg, 1990.

(6) « Euroscepticism under Margaret Thatcher and David Cameron : From theory to practice », *L’Observatoire de la société britannique*, n° 17, 2015, <https://journals.openedition.org/osb>

(7) *La Grande-Bretagne eurosceptique ? L’Europe dans le débat politique britannique*, Éditions du Temps, Nantes, 2002.

(8) Pour plus de précisions sur la polarisation post-Brexit, cf. Pauline Schnapper et Emmanuel Avril, *Où va le Royaume-Uni ? Le Brexit et après*, Odile Jacob, Paris, 2019 ; Maria Sobolewska et Robert Ford, *Brexitland. Identity, Diversity and the Reshaping of British Politics*, Cambridge University Press, 2020.

(9) Lire Chris Bickerton, « Pourquoi le Labour a perdu », *Le Monde diplomatique*, février 2020.

(10) Lire Marc Lenormand, « L’été indien du mécontentement britannique », *Le Monde diplomatique*, novembre 2022.

UNE TRADITION BIEN FRANÇAISE

L'émeute, entre jacquerie et carnaval

Une étincelle peut mettre le feu à la plaine. Sans leader ni revendications précises, les émeutes de juin dernier en France rappellent d'autres protestations d'en bas, dont les révoltes paysannes de l'Ancien Régime. L'arrogance d'un président-monarque encourage les analogies : une rage mêlée de jubilation, des incendies et des saccages – et pour finir la répression.

PAR LOÏC WACQUANT *

Il est instructif, pour comprendre la vague d'émeutes qui a secoué la France pendant six nuits à la suite du meurtre du jeune Nahel Merzouk par un policier à Nanterre, de faire un détour historique par l'Ancien Régime et par deux phénomènes populaires qui l'ont marqué, la jacquerie et le carnaval. Ces derniers donnent des clés de lecture qui suggèrent que ces émeutes sont bien françaises : au-delà du vandalisme, elles s'inscrivent dans une longue lignée de protestations des populations subalternes contre les exactions des autorités.

La jacquerie est une révolte paysanne comme en a connu périodiquement l'Occident du XVI^e au XVII^e siècle. Elle prend la forme de violences collectives déclen-

chées par la disette mais aussi et surtout par l'incurie et les abus des tutelles, seigneur, Église, pouvoir royal, qui se manifestent alors par la cherté du blé, la pression fiscale et l'enrôlement de force dans les armées. La jacquerie se compose ainsi d'attaques contre les représentants des institutions féodales mais aussi d'incendies, de pillages et de meurtres. On a en tête celle conduite par Jacquo le Croquant, la figure éponyme du roman de 1899 adapté à la télévision, mais la plupart des jacqueries du Grand Siècle étaient spontanées, sans leader et sans cahier de revendications clair. Elles étaient l'expression du refus explosif d'un malheur collectif et d'un pouvoir injuste, provoqué par un événement soudain qui les rendait plus intolérables encore qu'à l'accoutumée.

Transgresser les divisions sociales

COMMENT ne pas voir le parallèle avec la révolte des jeunes dits « des quartiers » – il faudrait toujours préciser : quartiers populaires paupérisés, ségrégués et stigmatisés. Révolte contre les institutions officielles qui leur mentent au quotidien en faisant miroiter une promesse républicaine hors d'atteinte pour tant d'entre eux et dont la perte de légitimité est patente.

* Sociologue, professeur à l'université de Californie à Berkeley et chercheur associé au Centre européen de sociologie et de science politique à Paris. Auteur récemment de *Misère de l'ethnographie de la misère* (Raisons d'agir, Paris).

Qu'en est-il de cette promesse ? Au lieu de la liberté, l'enfermement dans des zones à l'abandon et constamment désignées à l'opprobre public (« les quartiers »). Au lieu de l'égalité, le fracassement contre le mur des inégalités de classe et, comme si ça ne suffisait pas, ethniques, inégalités qui se sont creusées au fil de trois décennies de politiques néolibérales et de recul corrélatif de l'État social. Au lieu de la fraternité, le harcèlement et l'humiliation au quotidien par des forces de police à qui le pouvoir, dans sa lâcheté, demande de maintenir un couvercle pénal sur un chaudron social.

Et, au sommet de l'État, le mépris ouvert du président Emmanuel Macron



JÉRÔME LAGARRIGUE. – « Besieged » (Assiégés), 2017

pour la sous-France, lui qui est tout entier consumé par son attention admirative aux « premiers de cordée ». *Choose France*, susurre-t-il aux patrons des grandes multinationales, mais il en oublie ceux qui, en bas, ont déjà fait ce choix envers et contre tout, et qui se retrouvent pourtant interdits d'accès à la pleine citoyenneté par la combinaison de services publics défaillants, de la précarité salariale et des discriminations au faciès et au patronyme.

L'émotion qui propulse la jacquerie, c'est la rage. Mais une autre émotion clairement jouée un rôle moteur dans le déroulement des nuits de violence comme des pillages de jour, au début de juillet : la jubilation. C'est le sentiment qui accompagne le carnaval dans toutes les sociétés qui l'organisent. Sous l'Ancien Régime, celui-ci durait de quelques jours à trois semaines pendant lesquels les participants déambulaient en procession dans les bourgs, masqués et travestis, pour exprimer leur joie collective, mais aussi « renversaient » symboliquement les hié-

rarchies établies, de genre, d'état et de sujétion. Le carnaval, c'est ce moment rituel, donc séparé du temps ordinaire, lors duquel la transgression questionne les divisions sociales, le dominé moque le dominant, le petit se « paie la tête » du grand, le faible du fort, l'exclu de l'établi. C'est une institution momentanément subversive en ceci qu'elle révèle l'arbitraire au fondement de l'ordre.

Trois spécificités des dernières émeutes vont dans ce sens. D'abord, l'usage de mortiers d'artifice a créé la chorégraphie visuelle d'une fête populaire, à la manière d'un 14-Juillet démocratisé qui viendrait avant l'heure. Ensuite, le plaisir irrésistible de filmer les affrontements, de se filmer en action et de diffuser en temps réel les images des heurts, incendies et autres saccages a donné des ailes à nombre de participants. Outre le frisson de les tourner, ces vidéos leur permettaient de prolonger un moment d'effervescence collective et de construire un soi glorieux,

autoportrait de rebelle d'un soir dans la guerre de tranchées sans cesse recomposée avec les « keufs ». Troisième point, à la manière du carnaval, les émeutes ont effectué un renversement momentané des conventions pour, finalement, reconduire et renforcer les hiérarchies existantes. On le voit avec le retour de bâton sécuritaire qu'elles ont d'ores et déjà suscité.

Soulèvements populaires, matériel pour l'un et symbolique pour l'autre, jacquerie et carnaval marquent la défiance des dominés pour l'ordre établi, leur refus confus des excès d'un pouvoir devenu illégitime à force de faillir à ses promesses. Il en va de même avec les émeutes de 2023, qui s'inscrivent dans la tradition multiséculaire bien française des protestations d'en bas. Refuser de saisir leur signification politique, c'est s'interdire de prévenir celles qui leur feront inéluctablement suite.

LOÏC WACQUANT.

LES AMIS DU MONDE DIPLOMATIQUE

Auvergne-Rhône-Alpes

GRENOBLE. Le 19 septembre, à 18 h 30, à la bibliothèque centre-ville, « Contre-révolution, le prisme latino-américain », avec Renaud Lambert. (amd38gre@gmail.com)

Bourgogne-Franche-Comté

FAUCOGNEY-ET-LA-MER. Dans le cadre de la foire éco-bio Les Bio'Jours, le 9 septembre, à 11 h 30, projection du film de Nicolas Ubelmann *Barrages, l'eau sous haute tension*, suivie d'un débat avec Philippe André ; et le 10 septembre, à 16 h 15, « Eau secours ! Privatisation de l'eau », avec Philippe André. (odilemangeot@wanadoo.fr)

Bretagne

RENNES. Le 26 septembre, à 19 heures, au café BabaZula, « café-Diplo » autour de l'article « Banlieues, sermonner et punir », de Tristan de Bourbon-Parme (août). (amd.rennes@gmail.com)

Grand Est

METZ. Le 14 septembre, à 18 h 30, petite salle des Coquelicots, débat sur « L'habitat participatif ». Le 16 septembre, à 17 heures, foyer des jeunes travailleurs, projection du court-métrage *Une mémoire contre l'oubli : trois familles, trois religions, une histoire en Palestine*, suivie d'un débat avec la réalisatrice Marie Geniès et l'historien Thomas Vescovi. (pollmann5@univ-lorraine.fr)

Île-de-France

PARIS. Le 21 septembre, à 19 heures, aux Amarres, rencontre avec Ariane Bonzon, auteure de « La démocratie turque en suspens » (mai), à l'occasion de la parution du *Manière de voir* n° 191 sur le centenaire de la République de Turquie (septembre-octobre 2023). (amis.diplo.75@gmail.com)

HAUTS-DE-SEINE. Le 21 septembre, à 20 h 30, salle de théâtre du Sèvres Espace loisirs (SEL) à Sèvres, projection du film de Manuella Martelli *Chili 1976*, suivie d'un débat en présence de Christophe Ventura et d'un représentant de l'Association d'ex-prisonniers politiques chiliens-France (AEXPPCH-France). En partenariat avec les AMD Paris. (amis.diplo.75@gmail.com)

YVELINES. Le 16 septembre, à 17 heures, salle Montgolfier, hôtel de ville de Versailles, « Répression et volonté de changement en Iran », avec Marmar Kabir-Ahmadi, de l'édition persane du *Monde diplomatique*. (eveleveque@wanadoo.fr)

Nouvelle-Aquitaine

GIROUDE. Le 13 septembre, à 18 h 30, Espace Mably à Bordeaux, « 1973-2023, le Chili au cœur », avec Franck Gaudichaud. Le 21 septembre, à 19 h 30, au Théâtre Le Levain, « café-Diplo ». Le 28 septembre, à 18 h 30, à la bibliothèque du Haillan, « Violences sexistes, la répression ne suffit pas », avec Vincent Sizaire. Le 29 septembre, à 20 heures, Maison des associations de Libourne, « café-Diplo » sur « La résurgence de l'inflation », avec Michel Cabannes. (amis.diplo33@gmail.com)

POITIERS. Le 5 septembre, à 20 heures, au Baudet, réunion des AMD 86. (dominique.leblanc@wanadoo.fr)

SAINT-JUNIEN. Le 21 septembre, à 20 heures, au Ciné-Bourse, projection en avant-première du film de Ken Loach *The Old Oak*, suivie d'un débat avec Fabrice Bensimon. (danimaginaire@yahoo.fr)

Occitanie

CARCASSONNE. Le 25 septembre, à 20 heures, au Colisée, projection du film de

Pierre Jolivet *Les Algues vertes*, suivie d'un débat. (contact@amisdiplo11.org)

MONTPELLIER. Le 29 septembre, à 20 heures, salle Guillaume-de-Nogaret, rencontre avec Sandra Barrère pour son livre *Écrire une histoire tue. Le massacre de Sabra et Chatila dans la littérature et l'art* (Classiques Garnier). (janinerobert@wanadoo.fr)

PERPIGNAN. Le 23 septembre, à 14 heures, université de Perpignan Via Domitia, cycle de conférences « Enjeux et solutions pour la ressource en eau face au changement climatique », avec Sylvain Leder. Le même jour, à 18 h 30, au cinéma Castillet, projection du documentaire de Fabien Mazzocco *De l'eau jaillit le feu* en présence de l'équipe du film et de Sylvain Leder. Les AMD 66 se réunissent chaque troisième jeudi du mois pour discuter du numéro du *Monde diplomatique*, à 19 h 15, au Casal de Perpinya. (amisdiplo66@gmail.com)

TOULOUSE. Le 12 septembre, à 18 heures, salle du Sénéchal, « Ukraine : une "guerre coloniale" en Europe ? », avec Hélène Richard. (fpcremoux@orange.fr)

Pays de la Loire

LA ROCHE-SUR-YON. Le 2 septembre, à 10 heures, au Champ libre, « café-Diplo » autour de trois articles du numéro d'août, « Pourquoi les grandes puissances se font la guerre », de John Mearsheimer, « Banlieues, sermonner et punir », de Tristan de Bourbon-Parme, et « Traversée d'un désert médical », de Pierre Souchon. (michelmerel54@laposte.net)

NANTES. Le 21 septembre, à 19 heures, au café Le Chapeau Rouge, « café-Diplo » autour de quatre articles, « Effervescence féministe au Proche-Orient », de Hicham Alaoui, « L'envers du miracle sud-coréen », de Renaud Lambert, « Détruire la psychiatrie publique », d'Emmanuel Venet (juillet), et « Pourquoi les grandes puissances se font la guerre », de John Mearsheimer (août). (claudie.desfosses@orange.fr)

Provence-Alpes-Côte d'Azur

AIX-EN-PROVENCE. Le 11 septembre, à 17 h 30, au Laboratoire d'économie et de sociologie du travail du Centre national de la

recherche scientifique (LEST-CNRS), projection en avant-première du documentaire de Jean-Pierre Bloc *Par la fenêtre ou par la porte*. Réservation obligatoire au 06-42-37-78-55. Le 16 septembre, à 15 heures, à la Maison des jeunes et de la culture Jacques-Prévert, projection du film de Richard Attenborough *Le Cri de la liberté*, suivie d'un débat animé par Amnesty International (à confirmer) et d'un pot de l'amitié. (d.bruiet@orange.fr)

AVIGNON. Le 9 septembre, à 16 heures, au Fenouil à vapeur, « Le Chili, 50 ans après », avec Victor de la Fuente. (ballaylavallee@gmail.com)

MARSEILLE. Le 28 septembre, à 18 heures, à la librairie L'Hydre aux mille têtes, rencontre avec Félix Tréguer pour son livre *Contre-Histoire d'Internet. Du XI^e siècle à nos jours* (Agone, Marseille). (gerald.olivier1@gmail.com)

NICE. Le 7 septembre, à 19 h 45, Chez Pauline, « café-Diplo » autour de l'article d'Alain Amary *« Le livre noir du haricot vert »* (août). (diplo@geller-conseil.eu)

Hors de France

GENÈVE. Le 12 septembre, à 18 h 30, à la Maison des associations, « café-Diplo » autour de deux articles du numéro d'août, « Le temps des mercenaires », de Philippe Leymarie, et « L'Ukraine s'invite dans l'élection américaine », de Serge Halimi. (gardonenis@gmail.com)

OSTENDE. Le 10 septembre, à 15 heures, festival Manifesta, terrains de l'hippodrome Wellington, « 50 ans après la révolution chilienne et le coup d'État néolibéral », avec Franck Gaudichaud. (amd.belgique@gmail.com)

Cinquante ans après les coups d'État en Uruguay et au Chili

Les Amis du *Monde diplomatique*, France-Amérique latine, ¿Dónde Están? et l'Association d'ex-prisonniers politiques chiliens - France (AEXPPCH-France) proposent un après-midi de rencontres, de débats et d'expositions.

Concerts, restauration et librairie sur place.

Le 30 septembre, de 12 h 30 à 19 h 30, salle Olympe-de-Gouges, 15, rue Merlin, 75011 Paris.

15 heures : « Révolutions, mouvements populaires et coups d'État en Amérique latine de 1973 à nos jours », avec Franck Gaudichaud, Marita Ferraro et Maëlle Mariette.

17 h 30 : « Internationalisme, lutte contre l'impunité et impacts des coups d'État de 1973 dans le monde », avec Benoît Bréville, Olivier Compagnon et Sophie Thonon.

Programme complet sur le site de l'association.

Les pédagogies alternatives

(Suite de la première page.)

La pensée magique tend à prévaloir, qui permet de s'abstraire d'une réalité tout à fait quantifiable, leur prix.

Même si de plus en plus d'écoles affichent des politiques sociales, avec tarifs indexés sur le quotient familial, le coût mensuel de ces établissements privés hors contrat – souvent supérieur à 300 euros – reste rédhibitoire pour une très grande majorité de familles. Dès lors, dans les quartiers populaires, cette offre scolaire privée sert les logiques de gentrification. Dans le 15^e arrondissement parisien, par exemple, on compte trois écoles Montessori prolongées par un collège à Pantin, et une école démocratique. La bourgeoisie cultivée de gauche qui souhaite éviter les écoles de secteur y trouve son compte.

Elle se détourne de l'école publique mais sans opter pour le privé catholique, en se racontant qu'elle œuvre à la promotion militante de modèles alternatifs, pour le bien-être de sa progéniture aujourd'hui, de tous les enfants demain, quand l'école publique se convertira à la bonne façon de faire.

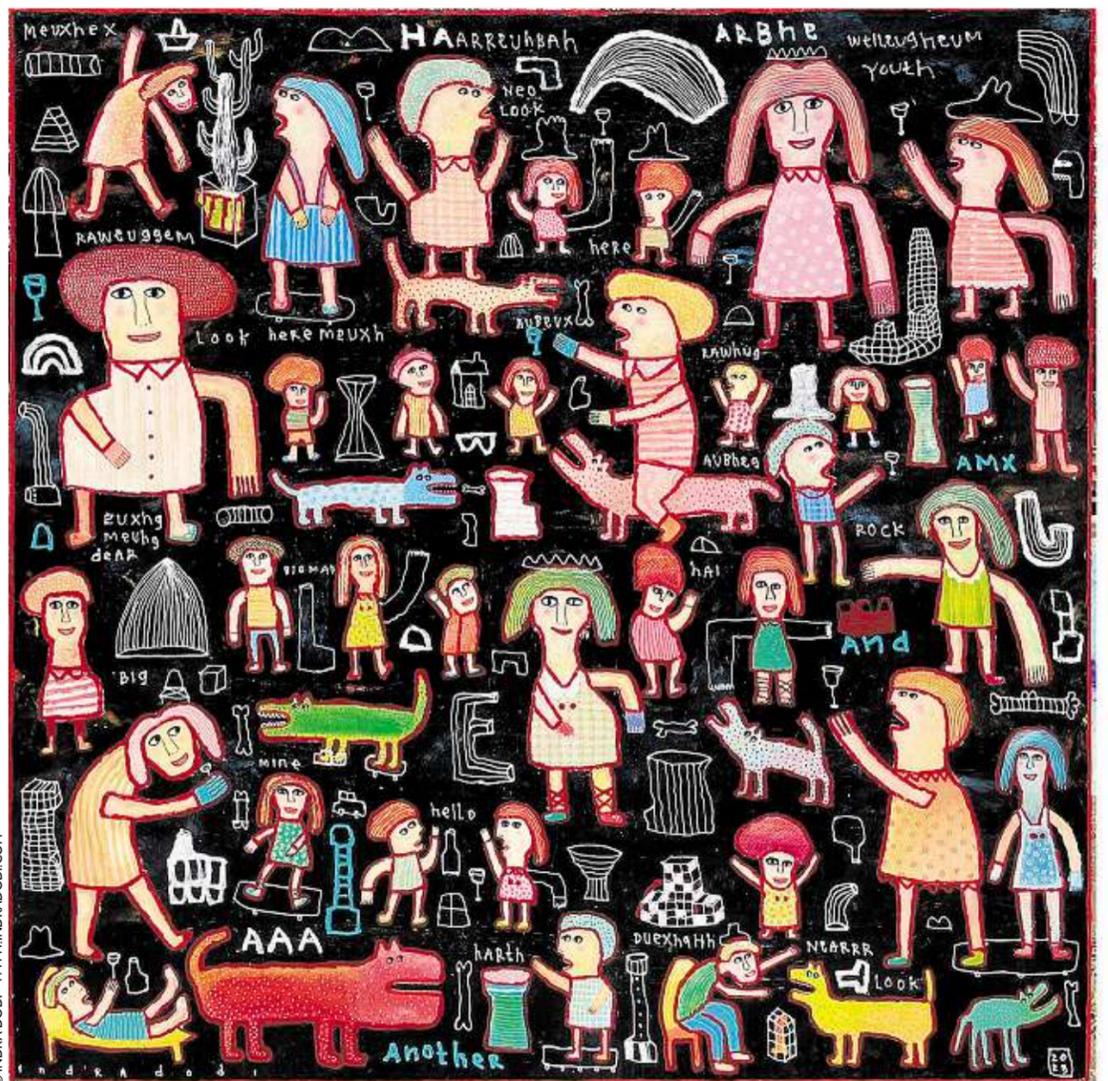
Freinet contre Montessori

CE mouvement agrège de nombreux pédagogues aux profils très divers. Parmi les plus célèbres, Maria Montessori – médecin qui développe en Italie, à destination des enfants ayant de fortes difficultés d'apprentissage, une méthode basée sur la manipulation d'objets – et Alexander Neill, féru de psychanalyse, éducateur libertaire et fondateur de l'école de Summerhill en Angleterre. Pédagogue suisse, Adolphe Ferrière a écrit *L'École active* (1922), le livre de chevet de Célestin Freinet, pédagogue en milieu rural dans le Sud provençal français. On peut encore citer le Belge Ovide Decroly, à l'origine de la fameuse méthode dite « globale » d'apprentissage de la lecture, Roger Cousinet, l'un des pionniers de la réflexion sur le travail en groupe, ou Paul Langevin, qui, à partir de 1929, préside la branche française de la Ligue internationale, le Groupe français pour une éducation nouvelle (GFEN). Fondateur en 1917 de l'école libre Waldorf à Stuttgart, Rudolf Steiner ne participe pas de son vivant au mouvement, mais les écoles Waldorf intègrent la ligue en 1970. Dissident de la théosophie, Steiner fonde l'anthroposophie, une philosophie globale. Pour lui, l'humain est le produit de forces antagoniques, « sympathies et antipathies du cosmos », qui lui font subir une série d'incarnations débouchant sur un « esprit universel » (3). Les écoles Waldorf fonctionnent encore aujourd'hui autour d'une cosmogonie – ce qui leur vaut des accusations de sectarisme (4).

Tout ce petit monde ne coexiste pas dans l'harmonie, loin de là. Dès les premiers temps de l'éducation nouvelle, des clivages se font jour, notamment politiques. À quoi doit servir cette édu-

Dans leur diversité, ces méthodes trouvent leur origine dans le mouvement dit de l'« éducation nouvelle ». La nébuleuse multinationale, née à la fin du XIX^e siècle, se constitue en Ligue internationale pour l'éducation nouvelle en 1921 à Calais. Ses principaux instigateurs ont partie liée avec la théosophie, un mouvement philosophique fondé en 1875 qui plaide pour la réconciliation de la raison et de la religion. La ligue agrège rapidement des pédagogues du monde entier autour de convictions communes : levier principal pour agir sur le monde, l'éducation doit œuvrer à la paix, servir la fraternité et placer au cœur de ses préoccupations un enfant considéré non plus comme un récipient à remplir, mais comme un individu doté de capacités d'apprentissage. Les apports récents de la psychologie doivent contribuer à enrichir un enseignement qui ne saurait s'exercer dans le cadre contraignant de l'école existante, peu préoccupée des besoins ou des difficultés d'élèves tenus pour des êtres passifs et obéissants. La ligue, dont le vocabulaire reste très imprégné par la théosophie entend, elle, comme l'explique sa revue *Pour l'ère nouvelle*, contribuer « à la libération des puissances spirituelles » de l'enfant (2).

cation nouvelle sinon à œuvrer à davantage de justice sociale ? La question oppose Freinet à Montessori au début des années 1930, tandis que le fascisme, au pouvoir en Italie, s'installe en Allemagne. Pour le premier, communiste, partisan d'une pédagogie « prolétarienne » conçue pour aider les enfants les plus pauvres (5), la méthode de la seconde, aussi intéressante soit-elle, se cantonne à accompagner individuellement les progrès de n'importe quel enfant, indépendamment de son ancrage social et collectif. Alors que Freinet met sa pédagogie au service de l'abolition du capitalisme, l'absence de finalités sociales et politiques de la pédagogie Montessori lui permet de travailler avec le régime fasciste jusqu'en 1936. Neill, lui, ne se reconnaît pas dans une pédagogie trop bridée par les dogmes de psychologie cognitive. Il plaide pour une approche libertaire qui émanciperait l'enfant de toute obligation et respecterait son choix de travailler ou pas. Son école privée à Summerhill est surtout fréquentée par la bourgeoisie, tout comme d'autres écoles se réclamant de l'éducation nouvelle, dont la plus fameuse reste sans doute L'École des roches (Eure), fondée au XIX^e siècle, uniquement centrée – encore aujourd'hui – sur l'accueil de la grande bourgeoisie. Le rapport au travail constitue une autre ligne de fracture. Freinet ironise sur des pédagogies actives qui évacuent la question de l'autorité, valorisent le jeu ou le projet, et minorent la place du travail à l'école. Quant à la pédagogie Steiner-Waldorf, ses fondements et pratiques ésotériques ne permettent pas de l'envisager comme une simple déclinaison de la pédagogie alternative. La confusion volontairement entretenue entre



INDRA DODI – « Another Deep Side » (Une autre profondeur), 2023

toutes ces expériences nourrit une communication mièvre autour du bien-être de l'enfant, et dépolitise les enjeux de ces pédagogies.

Autonomie, partage, solidarité entre pairs, coopération, confiance en soi, épanouissement... L'École démocratique de Paris affiche ces valeurs sur son site Internet et revendique les influences de Ferrière, de Freinet et de la Sudbury Valley School. Mais ce syncrétisme n'a aucun sens. Un nouveau modèle d'école naît en 1968 dans le Massachusetts près de Sudbury à l'initiative d'enseignants de l'université Columbia. Son fonctionnement peut, à l'origine, évoquer celui de l'école de Summerhill – assemblées générales, abolition des hiérarchies entre adultes et enfants, caractère facultatif des cours, refus de tout programme et cursus – mais les fondateurs mettent rapidement leurs établissements au service du modèle libéral, et se chargent de développer l'esprit d'entreprise. Ce qu'on retrouve dans le programme de l'École démocratique de Paris : « Il est temps que l'école change pour préparer les enfants à relever les défis du futur en leur permettant d'acquérir les compétences du XXI^e siècle : leadership, autonomie, esprit critique, créativité, adaptabilité, sens de la collaboration

et de la prise d'initiative (6). » Mettre la pédagogie prolétarienne du communiste Freinet au service d'un tel dessein, il fallait oser.

« La société n'a plus besoin de travailleurs obéissants, mais d'individus autonomes et entrepreneurs », écrivait M. Ramini Farhangi dans *Pourquoi j'ai créé une école où les enfants font ce qu'ils veulent* (Actes Sud, 2018). Si son établissement parisien, l'École dynamique, a fermé cette année, M. Farhangi évolue toujours dans l'univers du bien-être, du yoga et de la pleine conscience, en particulier dans l'écovillage ariégeois de Pourgues, dont il contribue au succès

médiatique. En référence au best-seller de Neill paru en 1970 *Libres Enfants de Summerhill*, un collectif d'enfants y est surnommé « libres enfants de Pourgues ». Le média Brut a consacré un reportage au lieu, en juin 2022, intitulé « L'histoire du village où les enfants ne vont pas à l'école ». Enfants et adultes y racontent leur bonheur de vivre libérés de l'obligation scolaire. Conçu comme un « laboratoire coopératif », l'écovillage propose des formations animées par M. Farhangi sur l'« école démocratique », la vie en autogestion ou la résolution des tensions, pour la modique somme de 1 000 euros par personne pour une session de cinq jours. Un vrai paradis.

Faire mieux avec moins ?

L'ÉCOVILLAGE de Pourgues appartient à un réseau très largement dominé par le mouvement Colibri fondé en 2007 par Pierre Rabhi (7). Inspiré par le conte amérindien du petit oiseau qui, seul, alors que la forêt est en feu, décide de « faire sa part » pour éteindre l'incendie (dans le conte, l'oiseau meurt d'épuisement), le mouvement appelle à l'« insurrection des consciences » contre la croissance et la surconsommation. Il dispose d'écoles dont celle des Amanins, la plus emblématique, ouverte autour d'une ferme agroécologique en 2006 dans la Drôme, et tournée vers la coopération, « la vraie vie », l'éducation à la paix, à la philosophie. La responsable, M^{me} Isabelle Pelloux, est l'auteur de *L'École du colibri. La pédagogie de la coopération*, paru chez Actes Sud en 2014. Depuis une vingtaine d'années, la nébuleuse alternative s'appuie sur cette maison d'édition – mais aussi sur Les Arènes – et sur ses connexions dans les mondes du développement personnel ou de la lutte contre la modernité (notamment technologique, comme l'invasion du numérique).

Tantôt lieux de bien-être et de ressourcement, tantôt « laboratoires » de vie alternative, toutes ces expériences participent à savonner la planche d'une école pour tous les enfants. Surtout, elles perpétuent la tradition, bourgeoise, propre à un certain courant de l'éducation

nouvelle, insensible aux inégalités scolaires et aux injustices sociales.

L'école publique prend depuis longtemps sa part dans les pédagogies alternatives. Depuis les années 1970, l'expression désigne un levier de réforme du système scolaire. Il faut alors changer le système éducatif dans un contexte de massification scolaire, tant son organisation que ses pratiques, afin d'accueillir des enfants aux profils très différents. Les réformateurs de l'école donnent ainsi une seconde vie à l'éducation nouvelle, répondant au passage aux demandes antiautoritaires de la génération de Mai 1968 : d'une part, l'administration encourage l'« innovation

(2) « Principes de ralliement », *Pour l'ère nouvelle*, n° 1, Genève, janvier 1922, disponible sur le site de l'université de Caen, www.unicaen.fr

(3) Rudolf Steiner, *La Nature humaine. Fondement de la pédagogie*, Triades, Paris, 2002, cité par Anne-Claire Husser, « Des âmes ayant déjà vécu plusieurs vies. Réflexions sur les conséquences pédagogiques d'une conviction métaphysique à partir de la pensée de Rudolf Steiner », *Le Télémaque*, vol. 56, n° 2, Caen, 2019.

(4) Lire Jean-Baptiste Malet, « L'anthroposophie, discrète multinationale de l'ésotérisme », *Le Monde diplomatique*, juillet 2018.

(5) Lire « Dans la classe de Freinet », *Le Monde diplomatique*, décembre 2022.

(6) <https://ecole-democratique-paris.org>

(7) Lire Jean-Baptiste Malet, « Le système Pierre Rabhi », *Le Monde diplomatique*, août 2022.

TOUTES LES ARCHIVES DU « DIPLO » DEPUIS 1954



- plus de 800 numéros du journal
- plus de 2 500 cartes
- plus de 50 000 documents accessibles en ligne grâce à un puissant moteur de recherche

ABONNEZ-VOUS !

www.monde-diplomatique.fr/archives



LITTÉRATURES

HISTOIRE

UN ROMAN DAHOMÉEN. Francis Aupiais et Bernard Maupoil, deux ethnologues en terrain colonial. – Valérie Perlès

Éditions B42, Montreuil, 2023, 200 pages, 26 euros.

Dans les années 1930, Francis Aupiais (1877-1945) et Bernard Maupoil (1906-1944) font des photos et des films au Dahomey (l'actuel Bénin). L'un est missionnaire, l'autre administrateur colonial. Tous deux sont opposés à l'effacement de la culture vudù. Ainsi que le montre l'historienne Valérie Perlès, leurs images, encore « distantes » voire « surplombantes », ne s'apparentent pas à celles des réalisateurs ayant, après-guerre, fondé le cinéma ethnographique. Entre autres, Jean Rouch et Chris Marker (*Les statues meurent aussi*, coréalisé avec Alain Resnais, 1953) pratiquent alors une critique des regards occidentaux sur les peuples encore traités en subalternes. Aupiais et Maupoil, les deux collecteurs de scènes et d'instantanés, étaient chargés de cette commande par Albert Kahn pour ses Archives de la planète, collection graphique et ethnologique aujourd'hui regroupée au musée de Boulogne-Billancourt, que Valérie Perlès a dirigé. L'enjeu, pour le lecteur, tient à distinguer, image par image, ce qui s'y joue : tant dans son regard que dans l'objet montré.

LOUIS ANDRIEU

AU BIDONVILLE DE LA FOLIE. Notes choisies par Jean-Louis Mohand Paul. – Monique Hervo

Ressouvenances, Œuvres-et-Valseroy, 2023, 156 pages, 18 euros.

Vers la fin des années 1950, Monique Hervo (1929-2023), étudiante en verrerie d'art et vitrail aux Beaux-Arts, apprend par la presse l'existence de bidonvilles autour de Paris. Et décide d'aller voir. De fait, elle résidera de 1959 à 1971 au « bidonville de La Folie », un immense terrain vague à Nanterre dans lequel vivent de nombreux immigrés. Ou plutôt survivent, en proie aux descentes quotidiennes des policiers de la « brigade Z », aux tracasseries administratives, au racisme plus ou moins assumé des voisins français. Algériens, Marocains, Portugais s'y côtoient, tous logés à la même enseigne : baraquements pourris, boue omniprésente, pollutions diverses. Une population invisibilisée, en marge des territoires et des institutions...

Monique Hervo y exerce diverses fonctions : écrivain public, aide à l'alphabétisation, militante anticoloniale et surtout observatrice : synthétisant vision d'ensemble et détails, elle dresse le portrait des « oubliés des « trente glorieuses » ». En 2016 paraissent ses *Notes pour servir à l'histoire des bidonvilles*, chez le même éditeur, desquelles est extrait le présent recueil.

ARNAUD DE MONTJOYE

À BAS L'ARMÉE! L'antimilitarisme en France du XIX^e siècle à nos jours. – Collectif sous la direction d'Éric Fournier et Arnaud-Dominique Houte

Éditions de la Sorbonne, Paris, 2023, 320 pages, 25 euros.

Refus d'obéir à une discipline abrutissante, contestation d'une institution dominée par des aristocrates, critique des dépenses militaires, affirmation d'une opposition à la guerre, dénonciation de l'État bourgeois dont l'armée « serait l'ultima ratio répressive », résistance face à la conscription, protestation contre des forces de maintien de l'ordre auxquelles chacun se verrait contraint de participer... L'antimilitarisme aura pris plusieurs visages au cours des deux derniers siècles. De l'approche satirique ou littéraire au militantisme organisé, pure émotion individuelle ou point de vue plus vaste, ce refus éclaire, à chaque époque et dans chaque pays, la teneur du lien existant entre État et citoyen : l'antimilitarisme est toujours regardé comme une atteinte inadmissible au pouvoir régalién.

En 1996, la fin de la conscription ne l'aura pas, pour autant, périmé. Ouvrant notamment des pistes de comparaison internationale, cet ouvrage accueille trente-cinq collaborations, dont celles d'Alain Ruscio, de Jean-Numa Ducange, de Laurence De Cock et de Philippe Artières.

GILLES LUCAS

PHILISTERBURG. – Jacques Decour

Allia, Paris, 2023, 144 pages, 12 euros.

Au début des années 1930, Jacques Decour, tout jeune germaniste et romancier précoce, passe une année comme assistant à Magdebourg. Il en rapporte ce récit aigre-doux, publié en 1932 à la NRF. Si le portrait de Philisterburg – « cathédrale gothique, betteraves, statue de Luther, étalons, poux de sacristie » – et de sa petite bourgeoisie obtuse évoque souvent Heinrich Heine, ou Honoré de Balzac, Decour ne se contente pas de railler la *Deutsche Misere*, l'idéalisme creux ou le provincialisme de ses hôtes allemands.

Il peint un pays en crise, prêt à basculer, qui reste hanté par les hiérarchies et l'autoritarisme prussien, blessé par le traité de Versailles, et où la réaction nationale-socialiste ne cesse de gagner des adeptes et des appuis. « Dans ce tournant dangereux de l'histoire », Decour s'interroge : un intellectuel a-t-il le droit de rester indifférent ? Sa réponse est nette : « Je suis de ceux qui croient que les opinions engagent. » Il sut, le moment venu, prendre parti. Passé à la résistance dès 1940, il participa au lancement des *Lettres françaises clandestines*. Livré aux nazis, il mourut fusillé au mont Valérien, le 30 mai 1942, à 32 ans.

ANTONY BURLAUD

EUROPE

BEYOND THE WALL. East Germany, 1949-1990. – Katja Hoyer

Allen Lane, Londres, 2023, 476 pages, 25 livres.

En 1990, un pays a disparu. La République démocratique allemande (RDA) a simplement cessé d'exister. Pendant plus de quarante ans, s'est écrite en RDA l'histoire d'une identité allemande radicalement différente de ce qui l'avait précédée, de ce qui lui succédera. L'historienne Katja Hoyer, née Est-Allemande en 1985, s'appuie sur de nombreuses archives inédites. Partant de l'expérience amère de ses fondateurs – des dirigeants marxistes traqués par Adolf Hitler et exilés en Union soviétique durant la guerre –, elle retrace les débats liés à la genèse du nouvel État. Puis, revenant sur la période allant de la construction du mur de Berlin (1961) aux (relativement) prospères années 1970, la chercheuse soutient qu'au milieu de la répression et des difficultés économiques, le pays abrita néanmoins un riche paysage politique, social et culturel. Elle y décrit pour une majorité de citoyens des vies « pleines de couleurs », bien loin du « flou gris » évoqué en Occident. Elle analyse aussi comment, selon elle, ses dirigeants cherchaient à construire une voie nationale, indépendante de l'Union soviétique.

MAXIMILIEN ARVELAIZ

LES BALKANS, CARREFOUR SOUS INFLUENCES. En 100 questions. – Jean-Arnaud Derens et Laurent Geslin

Tallandier, Paris, 2023, 350 pages, 19,90 euros.

Longtemps les Balkans ont été un terrain d'affrontement des intérêts contradictoires des puissances. Aujourd'hui, qu'ils aient réussi à intégrer l'Union européenne ou qu'ils aient « vocation » à rester d'éternels candidats, les six anciens États ayant constitué la Yougoslavie, auxquels s'ajoutent la Bulgarie, la Grèce et la Roumanie, constituent encore une périphérie dominée. Leur fonction économique est de fournir une main-d'œuvre compétente, à bon marché, appelée soit à s'exporter, soit à travailler dans des usines délocalisées, principalement automobiles et allemandes. Ils jouent également le rôle de limes : la « route des Balkans » est devenue depuis 2015 l'une des premières voies d'accès à l'Europe de l'Ouest des migrants d'Asie, d'Afrique et du Proche-Orient. Le Hongrois Viktor Orbán se montre désormais le plus chaud partisan de l'adhésion à l'Union de pays comme la Serbie, afin d'y élargir son réseau d'influence.

EUGÈNE BERG

PROCHE-ORIENT

NOS AMIS SAOUDIENS. – Audrey Lebel

Grasset, Paris, 2023, 294 pages, 22 euros.

À en croire nombre de dirigeants français, l'Arabie saoudite serait entrée dans une phase de modernisation intensive sur tous les plans, y compris celui des droits des femmes. En rappelant que le royaume demeure inchangé – ainsi, on y exécute toujours les condamnés sur la place publique –, la journaliste Audrey Lebel détaille les efforts de la France pour se tailler une part du marché saoudien, efforts justifiés par l'avalanche de projets économiques en cours. Comme ce fut le cas avec le Qatar, entreprises, responsables politiques mais aussi personnalités du monde des arts se précipitent à Riyad ou à Djeddah pour obtenir contrats et financements, quitte à attendre des heures dans des antichambres climatisées. Tous ceux-là font mine d'ignorer, quand ils ne les excusent pas, les agissements d'une dictature où il ne fait pas bon s'opposer au prince héritier et premier ministre Mohammed Ben Salman (MBS). À cela s'ajoute un mécompte d'envergure : concurrence oblige, il y a un gouffre entre ce qu'espèrent les solliciteurs français et ce qui leur est alloué.

LYES SI ZOUBIR

AFRIQUE

L'AFRIQUE, LE PROCHAIN CALIFAT? La spectaculaire expansion du djihadisme. – Luis Martinez

Tallandier, Paris, 2023, 240 pages, 20 euros.

Depuis dix ans, les divers groupes djihadistes, émanant d'Al-Qaïda ou de l'Organisation de l'État islamique, ont étendu leur présence et leurs exactions bien au-delà de la bande sahélo-saharienne. Leur objectif ultime est d'atteindre le golfe de Guinée. L'implosion de la Libye, le renversement du régime tunisien, la chute de M. Blaise Compaoré au Burkina Faso ainsi que le retrait des quelque 4 500 militaires de l'opération « Barkhane » au Mali en 2022 ont favorisé l'implantation des milices de la société militaire privée Wagner tout en accroissant violence et instabilité – le nombre de victimes grandit chaque année. Observateur de l'Union européenne sur le terrain, le chercheur Luis Martinez montre comment les groupes djihadistes ont su profiter des failles intérieures, économiques, démographiques, politiques et sécuritaires pour s'installer. Ils apportent un minimum de justice et capitalisent sur le profond ressentiment postcolonial ainsi que sur le rejet des élites urbaines corrompues et indifférentes, partagées par des populations parmi les plus jeunes et les plus déshéritées de la planète.

E. B.

BIOGRAPHIE

LES DERNIÈRES ANNÉES DE KARL MARX. Une biographie intellectuelle, 1881-1883. – Marcello Musto

Presses universitaires de France, Paris, 2023, 272 pages, 19 euros.

Le sociologue Marcello Musto, professeur à l'université York, à Toronto, traite d'un chapitre oublié des biographies : le « dernier Marx » (1881-1883). Ce travail a rapidement été traduit en plus de vingt langues. Antony Burlaud s'est chargé de la version française. Musto analyse, avec une riche documentation (notes, articles, correspondance, etc.), les nouvelles explorations théoriques de Karl Marx au cours de ses dernières années. Les plus importantes concernent le débat sur l'avenir de la commune rurale russe. Dans les brouillons de sa lettre de mars 1881 à la révolutionnaire russe Vera Zaslouitch, il évoque la possibilité que cette commune devienne le point de départ d'une régénération socialiste révolutionnaire de la Russie. Un changement de perspective évident par rapport à certains de ses écrits antérieurs, par exemple sur l'Inde, qui considéraient le capitalisme comme une étape nécessaire pour les pays moins développés. Cependant, cette intuition ne fut pas adoptée par les fondateurs du marxisme russe. Ce qui prédomina fut l'équation mécanique liant le socialisme au niveau des forces productives.

MICHAEL LÖWY

MÉMOIRES D'UN COMBATTANT ABKHAZE. – Bekir Ashuba

Éditions du Cygne, Paris, 2023, 170 pages, 18 euros.

En 1992, refusant de se soumettre à l'autorité de Tbilissi après la déclaration d'indépendance de la Géorgie, la région d'Abkhazie est envahie. C'est le début d'un conflit qui durera un peu plus d'un an, résultat de la montée des tensions nationalistes et du démantèlement de l'URSS. Il se soldera par la sécession de facto de ce territoire. Bekir Ashuba, installé en Turquie avec sa famille, découvre que celle-ci est d'origine abkhaze et décide de rejoindre les milices séparatistes avec son frère et plusieurs compagnons. Ces *Mémoires* sont l'occasion pour l'auteur, âgé de 23 ans à l'époque, de revenir sur un moment marquant de son parcours personnel. Il y raconte son engagement, teinté de romantisme, pour la défense de la terre de ses ancêtres et ses désillusions après la douloureuse découverte de la guerre. Pour le lecteur, c'est l'occasion d'en apprendre davantage sur les relations au sein des familles circassiennes, que l'auteur décrit à travers de nombreux détails, et de découvrir un conflit largement méconnu en Europe, qui reste pourtant un point sensible dans la région.

LOÏC RAMIREZ

IDÉES

Artisans du journalisme

RIEN de commun a priori aux univers de Florence Aubenat et de Michel Butel, décédé en 2018. La première, issue du Centre de formation des journalistes (CFJ), a travaillé pour *Libération* puis au *Monde*, deux journaux solidement installés dans le paysage et maintenus à flot par des milliardaires. Le second a été un romancier singulier, et l'éditeur de titres éphémères et fuchés, le plus connu étant *L'Autre Journal*. Mais en lisant dans *Ici et ailleurs* des reportages écrits par Aubenat entre 2015 et 2022 (1) et *l'azur*, l'intégrale en fac-similé de l'hébdomadaire publié par Butel entre juin 1994 et juillet 1995 (2), on trouve – outre de purs bonheurs d'écriture – quelques résonances, comme le président de la République en héros négatif, François Mitterrand finissant et M. Emmanuel Macron triomphant (ou croyant l'être). L'un et l'autre inscrivent ces figures de puissants dans notre vie quotidienne, en se plaçant sur un terrain, qu'elle affectionne, pour Aubenat, ou sur le plan des idées, qui le passionne, pour Butel.

Parmi les journalistes mêmes, bien peu se souviennent de l'hébdomadaire *l'azur*. Quatre pages, textes bleus sur

fond blanc, des photos et de courts points de vue pour l'essentiel écrits par Butel. Une sacrée claque. Comment avons-nous pu passer à côté de ces perles « vachardes » sur Mitterrand ? « *Je hais l'argent, les histoires salaces, la séduction, le double langage, parler pour ne rien dire, la flatterie, la mauvaise foi, l'injustice, la droite, l'inégalité, la religion, la prudence. Il adore.* »

Dans le dernier numéro de *l'azur* en juillet 1995, Butel publie un lucide manifeste saluant « les forces de ruptures par rapport à la force féroce de la solitude ». En dépit de cette aventure de presse effectivement solitaire, il montre avec ce long texte son souci du collectif (« en face l'ordre est totalitaire comme il ne l'a jamais été, sa première arme est la certitude absolue d'avoir raison »). Aubenat, de son côté, aime le décrire. Elle passe des semaines « en attendant Macron » à Rocamadour (Lot), « un village qui n'a plus de boulanger », à Foucherans (Jura) avec les aides-soignantes d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad), en grève depuis trois mois et « balançant de l'euphorie au désespoir », dans les rayons

de l'Hyper U de Mende (Lozère). Elle dresse un portrait de Jérôme Laronze, éleveur bio de charolais en Saône-et-Loire, et évoque la violence de notre époque. Ce « *vrai gamin du village* » qui dénonce le système agricole sera tué par les gendarmes en 2017. Les reportages d'Aubenat racontent une France exténuée d'avance par l'avenir que M. Macron prépare.

Aubenat et Butel, deux artisans du journalisme, donc deux manières assez différentes de le pratiquer. Mais à la lecture de son recueil, nul doute que la première sait comme l'écrivait le second, que « seuls ceux qui croient encore à la beauté du monde peuvent changer le monde ». Car cela n'a jamais été aussi vrai.

JEAN STERN.

(1) Florence Aubenat, *Ici et ailleurs*, L'Olivier, Paris, 2023, 368 pages, 21,50 euros.

(2) Michel Butel, *l'azur*, L'Atelier contemporain, Paris, 2022, 264 pages grand format, 28 euros. Le même éditeur publie également quatre romans de Michel Butel, *L'Autre Livre*, 2022, 664 pages, 12 euros.

L'enfant, les vis et les balles

Kramp de María José Ferrada

Traduit de l'espagnol (Chili) par Marianne Million, Quidam éditeur, Meudon, 2023, 140 pages, 16 euros.

UN événement planétaire est à l'origine de la carrière de D. En juillet 1969, les premiers pas de Neil Armstrong sur la Lune l'ont convaincu qu'« avec un esprit décidé et le bon costume, tout était possible ». Le lendemain, il faisait ses propres premiers pas, moins spectaculaires, dans la vente ambulante des clous, boulons, vis, scies, marteaux du catalogue de la marque Kramp, avec une philosophie toute personnelle : une seule vis mal fixée peut précipiter la fin du monde. Quand à 7 ans, M, sa fille, apprend ce grand moment du passé paternel, elle enfle ses chaussures vernies et décide de l'accompagner dans ses tournées à travers la province chilienne, loin du foyer familial et de la dépression maternelle.

Quincailleries et bazars n'ont bientôt plus de mystères pour elle. Elle enchaîne rencontres picaresques et rendez-vous dans les cafétérias des hôtels fréquentés par d'autres représentants. C'est le temps des notes de frais et des carnets de correspondance falsifiés, des premières cigarettes et d'un numéro savamment mis au point avec son père pour amadouer les commerçants. « *Chaque route, village et ville ont occupé un lieu dans mon éducation parallèle sur le fonctionnement des choses.* »

Subjugué par 2001 : *L'odyssée de l'espace*, qu'il voit trois fois de suite au ciné-club universitaire, D se lie d'amitié avec E, le projectionniste. Régulièrement, il dépose l'homme des images dans les villages où il compte photographier les « fantômes » pour tenter d'intéresser un journal étranger à ses clichés. Il faut retrouver le fantôme avant qu'il se change en poussière », explique-t-il à la fillette. Quand cinq coups de feu retentissent, une tristesse inconnue, la sensation d'un « trou » s'empare de l'enfant. Les « *insectes de la destinée* », petites bêtes qui se posent « à l'endroit précis où la vie prend un tour différent », viennent de s'immiscer, tout comme le réel, dans le destin de M. Car le récit se déroule dans les années 1980, en pleine dictature militaire à laquelle il renvoie en creux, ou qui surgit par effraction (1).

Quand E et D sont arrêtés, l'enfant découvre les pièces manquantes du puzzle de la vie de sa mère, avant sa rencontre avec le vendeur de clous un jour de novembre 1973. Trois livres et des lettres évoquent son histoire d'amour avec un étudiant, qui a « disparu ». Lorsque D est libéré, le fameux « miracle chilien » et l'avènement des grandes surfaces mettent fin à sa carrière et, pour sa fille, à son aura. Il lui faut, pense-t-elle, « *changer de camp* », devenir une bonne personne afin de peut-être « recouvrir le trou », en finir avec la tristesse...

Pour ce récit d'apprentissage, paru au Chili en 2017, María José Ferrada dit s'être inspirée de l'expérience de son père, représentant de commerce durant la dictature, qu'elle a parfois accompagné. Jusqu'à alors auteur pour la jeunesse, elle aborde avec délicatesse ces années terribles grâce au ton décalé, délicieux, d'une enfant qui, par la force des choses, grandit très, trop, vite.

CARLOS PARDO.

(1) Le roman *Je tremble*, *ô matador*, de Pedro Lemebel, publié au Chili en 2001, grande œuvre « queer », évoque remarquablement le pays sous la dictature. Il vient d'être réédité (Gallimard, Paris, 2023), traduit de l'espagnol (Chili) par Alexandra Carrasco. Lemebel (1952-2015), écrivain et performeur est également l'auteur du Manifeste-poème *Hablo por mi diferencia*. *Je tremble*, *ô matador* a été l'objet d'une adaptation à l'écran, sous le même titre, par Rodrigo Sepúlveda (2020), et est disponible en DVD.



DU MONDE

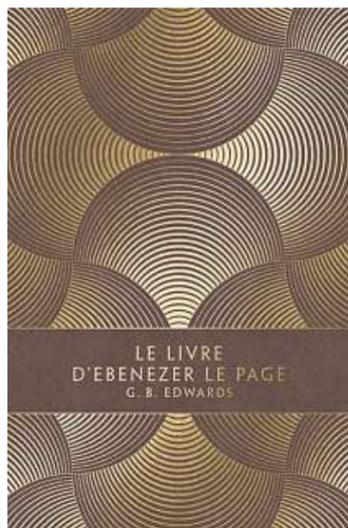
Chronique
d'une île

Le Livre d'Ebenezer Le Page
de Gerald Basil Edwards

Traduit de l'anglais (Royaume-Uni) par Janine Hérisson,
Monsieur Toussaint Louverture,
Cenon, 2022, 608 pages, 13,50 euros.

EBENEZER Le Page, naguère pêcheur, petit maraîcher producteur de pommes de terre et de tomates, décide d'écrire ses Mémoires. Il a 80 ans et n'a jamais quitté ni sa bien-aimée Sarnia – le nom latin de l'île anglo-normande de Guernesey –, ni sa maison dans le comté de Vale. Il achète des cahiers d'écolier et, chaque dimanche, se met à l'ouvrage. Dans son patois, il entreprend de raconter sa vie comme celles de ceux qu'il a croisés, connus, perdus, aimés ou détestés, les vivants, les morts. Et, ce faisant, l'histoire de son île qui lui est tout l'univers. La chronique court de 1890 à 1970, traverse deux guerres mondiales : la première, où il perd son alter ego Jim Mahy dans les tranchées françaises ; la seconde, où ses cousins Raymond et Horace combattent, sous drapeau britannique, l'Occupation allemande. *Le Livre* raconte aussi son amour fou pour une femme dont il ne fut jamais l'amant, et puis les bouleversements de ce que l'on nomme le progrès, jusqu'à l'invasion touristique des paysages sauvages de sa jeunesse. Ce Guernesey évoque l'Anjou de Joachim du Bellay dans *Les Regrets* ou le Dublin de James Joyce dans *Ulysse*. Des œuvres ignorées d'Ebenezer, dont les références littéraires se bornent pour l'essentiel au *Robinson Crusoe* de Daniel Defoe, mais le gaillard est doté d'un rare talent d'observation et d'une mémoire exceptionnelle, doublés d'une plume à la hauteur de l'entreprise.

Mais qui écrit, au juste ? Ebenezer Le Page, le personnage, ou Gerald Basil Edwards, l'auteur ? Si ce dernier naît bien à Guernesey en 1899, il quitte l'île à la fin de la première guerre mondiale pour n'y jamais revenir autrement qu'en touriste, et meurt dans le Devon en 1976 après une carrière de plumitif assez médiocre et dans une parfaite obscurité, sans avoir vu la publication de l'œuvre de sa vieillesse, qui



devra attendre 1981 pour être éditée au Royaume-Uni et aux États-Unis. Grâce à l'obstination d'un jeune homme, Edward Chaney, étudiant londonien en art, rencontré sur le tard, dont Edwards a fait son héritier. Comme, dans le roman, Ebenezer donne tout ce qu'il a, y compris son manuscrit, au jeune peintre Neville Falla. Dans la réalité comme dans la fiction, un jeune homme entrevoit l'être d'un vieillard, au-delà de la vieillesse qui rend invisible, lui ouvre grand la porte du monde qui s'était rétréci à force de pertes, à force de deuils, et lui offre la divine surprise d'une dernière histoire d'amour. Alors, autobiographie ? Fiction ? Peu importe. Ce frottement, vertigineux parfois, entre l'auteur et son personnage, est une recherche de la vérité dans ce qui fait le destin d'un homme : les rapports entre les êtres, avec la nature, le poids du temps et de l'histoire, les croyances et la volonté de savoir. Sans artifices, au plus près de la rugueuse réalité, de la tragique cocasserie de la vie.

Maurice Nadeau le premier avait publié en France, dès 1982, sous le titre *Sarnia*, cette œuvre de génie, à en croire le romancier William Golding. La présente édition, grâce au soin méticuleux apporté à l'objet livre – papier, typographie, jaquette précieuse –, redouble le plaisir de la lecture.

MARIE-NOËL RIO.

MUSIQUE

Afropop et cultisme

FÉVRIER 2022, les journalistes français Joan Tilouine et Célia Lebur ont rendez-vous à Paris avec l'écrivain nigérian Wole Soyinka. Soixante-dix ans plus tôt, le lauréat du prix Nobel de littérature (1986) participait à la création de ce qui deviendra l'une des plus célèbres associations étudiantes de son pays : les Pyrates. Or certaines fraternités étudiantes, appelées les « cults », deviendront ensuite des réseaux criminels aux ramifications mondiales. Les principales se nomment les Vikings, les Maphites, Black Axe ou Eyiye. Chacune se distingue par la couleur de son béret et un rituel d'intronisation. Celle des Pyrates « n'avait rien à voir avec la criminalité, la violence et encore moins l'argent facile » mais Soyinka semble porter « le péché originel de cette macabre histoire ». Aujourd'hui, il ne mâche pas ses mots : « La montée en puissance du cultisme est une conséquence de la décomposition de la société nigérienne, des valeurs, de la dévaluation de la vie humaine », explique-t-il.

C'est ce dévoiement d'une « utopie » dans un État-nation, le Nigeria, où « tout repose d'abord sur la capacité de l'individu à assurer sa propre survie », que raconte *Mafia Africa* (1). Force témoignages – donneurs d'ordre, petits soldats, victimes, policiers européens – nourrissent cette enquête qui raconte la genèse et l'expansion internationale de cette nouvelle criminalité du Sud venue se lover « dans les plus oubliés de la mondialisation ». Marseille est l'une des nouvelles lignes de front de ces « cultistes », qui font des « franges de l'Europe » les nouveaux territoires de leurs activités, de la drogue à l'immigration clandestine en passant par le proxénétisme. Le récit, saisissant, suit, en courts chapitres, la route des « cults », depuis Benin City, dans l'État nigérian d'Edo, jusqu'à la cité phocéenne, via Agadez au Niger, Tripoli en Libye, puis Palerme... Les « franchises » qui « prolifèrent partout dans le monde à la façon d'Uber » ne s'arrêteront pas en si mauvais chemin. Le crime organisé africain est devenu aussi global que l'afropop, qui distille, précisent les deux journalistes, « ses hommages subtils » à ces organisations mafieuses.

Le terme afropop, ou afrobeat, désigne les nouvelles musiques urbaines africaines – principalement nigérianes – qui se sont imposées depuis une décennie au sommet de la pop mondiale, poussées en particulier par les plates-formes de streaming. Parmi ses figures : Burna Boy, Davido, Wizkid ou, plus récemment, Rema. Le

journaliste culturel Christian Adofu, à la double culture britannique et ghanéenne, consacre un vivifiant petit essai à cette scène, aux textes rappés-chantés, principalement en yoruba-pidgin et en anglais, et aux pas de danses popularisées par TikTok (2). Pour cet enfant de la génération Z, l'afrobeat est la bande-son de « la vie des Noirs en Grande-Bretagne, en Afrique, comme à l'étranger ». Il exprimerait « une intersectionnalité différente de classe, d'identité et de race, enracinée pour la première fois uniquement dans notre africanité ». Les femmes s'imposent, à l'image de la chanteuse et compositrice Tems. Avec enthousiasme, Adofu estime que, « plus qu'une simple mode, l'afrobeat est le reflet

d'un mouvement culturel qui pourrait devenir aussi important que la Harlem Renaissance ». Et incarner autrement l'Afrique « néolibérale regorgeant de richesses et misérable à la fois, souvent méprisée mais convoitée par le monde entier ».

JEAN-CHRISTOPHE SERVANT.

(1) Célia Lebur et Joan Tilouine, *Mafia Africa. Les nouveaux gangsters nigériens à la conquête du monde*, Flammarion, Paris, 2023, 320 pages, 21 euros.

(2) Christian Adofu, *A Quick Ting on Afrobeat*, Jacaranda Books Art Music Ltd, Londres, 2022, 175 pages, 11,95 euros.

ARCHITECTURE

Manèges, théâtres, gratte-ciel

IL sera lauréat du prix Pritzker en 2000. Mais en 1978 Rem Koolhaas est encore un quasi-inconnu : ce Néerlandais entreprend alors de raconter les utopies ayant présidé à la construction de la première ville de gratte-ciel (1). L'île de Manhattan a été achetée en 1626 par un de ses compatriotes, Peter Minuit, à des « Indiens » qui ne la possédaient pas. Deux siècles plus tard, Coney Island se couvre d'attractions. La culture de masse fonctionne nuit et jour. Koolhaas expose ce qui lui paraît sous-jacent à l'élaboration de Manhattan, l'inconscient collectif à l'œuvre. Technologie et fantôme, technologie du fantôme qui sera le banc d'essai de tours combinant bureaux, habitat, théâtres, etc. Archipel de 2028 blocs contraints au sol par la loi de zonage de 1916 : la densification se réalise verticalement grâce aux ascenseurs Otis. L'amincissement progressif des tours préserve la lumière au sol. Culture de la « congestion » dans un monde artificiel, « où le naturel et le réel ont cessé d'exister », le « manhattanisme » satisfait la recherche d'un revenu maximal pour les investisseurs. D'une écriture poétique et délirante comme la ville, ce livre étonnant, riche de 217 illus-



trations – photos, plans... –, a exercé une forte influence, notamment mais non exclusivement, dans les milieux liés à l'architecture.

HÉLÈNE YVONNE MEYNAUD.

(1) Rem Koolhaas, *New York délire. Un manifeste rétroactif pour Manhattan*, Parenthèses, Marseille, 2023, 320 pages, 32 euros.

ÉCONOMIE

CRACK-UP CAPITALISM. Market Radicals and the Dream of a World Without Democracy. – Quinn Slobodian

Metropolitan Books, New York, 2023, 352 pages, 29,99 dollars.

« Trop de démocratie finit par nuire à la liberté d'entreprendre. » Cette formule de l'économiste Milton Friedman a inspiré la prolifération de « zones d'investissement » et autres poches d'un capitalisme sans entraves, suivant les modèles de Hongkong, de Singapour ou de Dubaï. Dans un essai incisif, l'historien des idées Quinn Slobodian s'intéresse à l'histoire et à la géographie de ces entités nouvelles, imaginées par des économistes libertariens, des théoriciens de l'anarcho-capitalisme ou des milliardaires en quête de nouveaux eldorados. Entre utopies et solutions à des problèmes réels ou imaginaires, de la Chine à l'ex-Union soviétique en passant par la Somalie ou le Honduras, ces zones franches – mégaprojets urbains (tels que Canary Wharf à Londres, cadeau de Margaret Thatcher aux promoteurs immobiliers), voire micro-pays – sont gérées comme des start-up, et bénéficient d'incitations destinées à stimuler l'investissement et l'innovation, tout en réduisant à leur plus simple expression la fiscalité, le droit du travail ou les réglementations publiques.

IBRAHIM WARDE

VOYAGES AU PAYS DU CAFÉ. – Jean-Pierre Blanc avec la collaboration d'Aymeric Mantoux, photographies d'Erick Bonnier

Éditions Erick Bonnier, Paris, 2022, 276 pages, 29 euros.

C'est l'une des plus anciennes cultures du monde. Raconter son histoire revient à dresser le bilan de l'état de la planète. Directeur général des Cafés Malongo, Jean-Pierre Blanc livre un carnet de route qui mène le lecteur sur trois continents. Amérique latine, Asie et Afrique. Face aux plantations géantes détenues par les magnats de l'agroalimentaire, partout subsistent des champs de caféiers à taille humaine où l'un des défis majeurs consiste à produire suffisamment de fèves pour survivre. Dans cet ouvrage qui regorge d'anecdotes et de considérations sur le breuvage noir, on prend la mesure de l'enjeu humain représenté par le commerce équitable et le développement de coopératives locales. Du Mexique et de Cuba au Laos en passant par le Congo ou le Zimbabwe, tout repose sur une meilleure organisation afin de garantir un prix de vente décent permettant de se prémunir des turbulences des marchés de matières premières. Mais quand l'État s'affaïsse, comme c'est le cas à Haïti, production et savoir-faire disparaissent.

L. S. Z.

SOCIÉTÉ

SUR LES GILETS JAUNES. Du trop de réalité. – Tristan Leoni

Entremonde, Genève, 2023, 220 pages, 10 euros.

Avec cette reprise de son feuilleton de mai à juillet 2019 publié sur le blog DDT21, Tristan Leoni livre une analyse fine et convaincante de ce soulèvement qui fut bref, si l'on met de côté sa lente phase de décomposition, mais qui trancha avec les mouvements sociaux des dernières décennies. L'auteur montre, à rebours d'autres interprétations exagérant le caractère « impur » du mouvement, que la révolte des « gilets jaunes » fut essentiellement un mouvement de prolétaires, mais qui étudiait systématiquement la question de l'exploitation pour maintenir une exigence d'unité au nom d'un « peuple travailleur » aux contours flous. Ils entendaient rallier des catégories sociales (petits entrepreneurs, artisans, commerçants) que leurs actions réelles, par leur radicalité et leurs effets sur la propriété, devaient nécessairement repousser. Mouvement de classe, annonçant le retour de la centralité de l'opposition de classe, il se mouvait sur le terrain de l'interclassisme (adresse à l'État, appel à une justice redistributive, exigence démocratique).

SIMON VERDUN

IDÉES

LA FAUSSE CONSCIENCE ET AUTRES TEXTES SUR L'IDÉOLOGIE. – Joseph Gabel

L'Échappée, Paris, 2023, 552 pages, 25 euros.

Après une formation de médecin psychiatre, Joseph Gabel (1912-2004) s'orienta vers la sociologie. Publié en 1962, *La Fausse Conscience*, son principal livre, inspiré par *Histoire et conscience de classe* (1923), de Georg Lukács, tente de théoriser le phénomène de l'aliénation dans ses aspects collectifs (racisme, totalitarisme) et individuels (maladies mentales). Il étudie d'abord le problème de l'aliénation dans ses rapports avec l'idéologie, soulignant la « structure schizoïde » de la pensée idéologique comme de l'idéologie raciste. Puis, il s'intéresse à la « conscience réifiée » en utilisant la théorie de l'aliénation de Karl Marx pour fournir les outils d'une théorie de la maladie mentale, en particulier de la schizophrénie. Cette réédition augmentée bénéficie de riches annexes avec cinq articles de Gabel parus entre 1949 et 1990, qui illustrent la permanence de sa recherche sur des cas concrets (bureaucratie, maccarthysme, racisme, stalinisme, etc.), pour « l'éclaircissement du problème de la mentalité totalitaire ».

CHARLES JACQUIER

ÉCOLOGIE

BOUTS DE BOIS. Des objets aux forêts. – Agnès Stienne

La Découverte, coll. « Zones », Paris, 2023, 192 pages, 23 euros.

Traverses de chemins de fer, cagettes ou encore cartons d'emballage... Des objets à base de bois, communs, dont on ne sait à peu près rien, sinon qu'ils ont un jour été arbres. Retracer leur cheminement, et par là la géographie des régions françaises ainsi que les transformations successives de l'industrie, c'est ce qu'entreprend Agnès Stienne, dans ses installations comme dans cet ouvrage. Elle détaille les fausses bonnes solutions écologiques et les persévances productivistes, à l'heure d'un changement climatique qui rend plus fragiles encore les monocultures forestières face aux maladies et aux incendies. Et la menace de privatisation de l'Office national des forêts (ONF) n'augure rien de bon. Cartes réelles ou imaginaires, croquis aquarellés, photos : la cartographe et plasticienne donne à voir aussi bien la répartition des hêtres que le commerce mondial des pellets de chauffage. Un essai en liberté qui prend de la hauteur tout en donnant des chiffres bienvenus, face à l'impression fréquente mais souvent confuse d'un déclin de la forêt française.

GÉRAUD BOUVROT

SPORTS

GÉOPOLITIQUE DU SPORT. Une autre explication du monde. – Jean-Baptiste Guégan

Bréal, Paris, 2022, 224 pages, 11,90 euros.

« Il est plus important d'être reconnu au Comité international olympique qu'à l'Organisation des Nations unies », explique M. Hamad Ben Khalifa Al-Thani, ancien émir qatari. En tout état de cause, le sport fait désormais partie intégrante des stratégies des États sur la scène internationale. Au lendemain d'une Coupe du monde au Qatar et alors que les transferts de joueurs vedettes vers les pays du Golfe se multiplient, il apparaît de plus en plus évident que le football devient une composante du *soft power*. Jean-Baptiste Guégan est journaliste, enseignant et consultant en géopolitique du sport. Il a déjà publié plusieurs ouvrages dont *Une histoire populaire du PSG. 1970-2020 : 50 ans de passion* (Hugo, 2019). Comme le reste des titres de la collection Studyrara qui l'accueille, ce manuel a une vocation pédagogique. Il est organisé en trois grands chapitres : la place sociale du sport, son évolution dans la mondialisation et ce qui en fait un enjeu géopolitique. Accompagnée d'une iconographie efficace (cartes, schémas, graphiques), l'analyse proposée est à la fois accessible et détaillée.

NOUR AUCOMTE



ARTS

SERGUEÏ LOZNISSA. Un cinéma à l'épreuve du monde. – Sous la direction de Céline Gailleur, Damien Marguet et Eugénie Zvonkina

Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve-d'Ascq, 2022, 274 pages, 25 euros.

D'abord réalisateur de documentaires, le cinéaste ukrainien Sergueï Loznitsa a connu la consécration internationale grâce à ses films de fiction, notamment *My Joy* (2010), *Une femme douce* (2017) et *Donbass* (2018). Il réalise aussi des films de « re-montage » à partir d'images d'archives : *Blocus* (2005), *Le Procès* (2018), *Babi Yar*. Contexte (2021).

La question de son rapport au passé soviétique parcourt les quinze contributions de cet ouvrage. Quand elle n'est pas traitée directement, cette période resurgit dans son œuvre sous la forme d'une violence sociale qui hante le présent, à la manière d'un fantôme, ou d'un clown. Pour l'historienne Masha Cerovic, « Loznitsa fait partie d'une génération qui tend à déshistoriciser ce passé [soviétique] en le plaçant sous cette grande chape du soviétisme » ; soucieux de faire « éprouver la banalité du mal dans sa dimension la plus universelle », il efface de cette période la « politique, [le] contexte, [la] lutte sociale ». L'ouvrage se ferme sur la transcription d'une master class et d'une rencontre avec le cinéaste.

HÉLÈNE RICHARD

LE THÉÂTRE DES GENRES DANS L'ŒUVRE DE MOHAMMED DIB. – Sous la direction de Charles Bonn, Mounira Chatti et Naget Khadda, avec la collaboration d'Assia Dib

Presses universitaires de Rennes, 2023, 244 pages, 20 euros.

Les actes de ce colloque organisé à Cerisy en 2021, à l'occasion du centenaire de la naissance de Mohammed Dib, ont pour principal intérêt de porter « sur l'œuvre de l'auteur postérieure à l'indépendance », quand la « préoccupation majeure de l'écrivain est essentiellement la question des pouvoirs de la parole, et du rapport complexe et toujours limité de celle-ci avec le réel ».

Après sa trilogie réaliste publiée pendant la guerre d'Algérie, Dib a, en effet, défilié les lois des genres littéraires dans des textes empreints de mystère. Particulièrement novatrices sont les communications des universitaires Réda Bensmaïa et Zineb Ali-Benali. Le premier suit « le pas philosophique de Mohammed Dib », à la lumière des travaux de Jacques Derrida et de Timothy Bewes ; la seconde, s'appuyant sur un arsenal théorique issu des *gender studies*, nous fait entendre la « voix différente » de la femme dans l'œuvre de Dib. Le livre se clôt avec « divers documents tirés des archives personnelles » de l'écrivain.

ALI CHIBANI

LE GRAND ATLAS DU JAZZ. – Philippe Margotin

Glénat, Grenoble, 2022, 400 pages, 39,95 euros.

Avec une bonne cinquantaine d'ouvrages en moins de vingt ans, consacrés surtout au rock et à la pop, mais également au jazz, Philippe Margotin ne pourra pas être accusé de garder ses connaissances pour lui tout seul. Reprenant l'essentiel d'un précédent livre (*100 ans de jazz*, Éditions Atlas, 2019), il l'enrichit de nouvelles entrées à la fois biographiques et thématiques ou géographiques très pertinentes. Ainsi la première période, qui commence avec La Nouvelle-Orléans, présente les musiciens les plus importants (biographies et analyses du style) pour se clore sur Saint-Germain-des-Près.

La deuxième époque, la plus importante, s'ouvre sur le concept de « romantisme » (avec la dualité Lester Young-Coleman Hawkins, les chanteuses Billie Holiday, Ella Fitzgerald, Sarah Vaughan...). Elle se termine sur les sonorités nouvelles avec les ajouts de musiciens (John McLaughlin, etc.) et de thèmes majeurs comme le bop, le cool et le free jazz. Certains remarqueront des absences (Ahmad Jamal...), mais ce regret s'estompe vite devant la richesse de cet ouvrage qui fait la part belle aux incontournables et offre une discographie « idéale ». Iconographie impeccable et glossaire bienvenu.

JEAN-LOUIS MINGALON

EN LUTTE! Carnet de chants. – Étienne Augris, Julien Blottière, Jean-Christophe Die-drich et Véronique Servat

Éditions du détour, Bordeaux, 2022, 224 pages, 18,90 euros.

À chaque grand combat, son hymne. De *La Marseillaise* à *Balance ton quoi*, d'Angèle, en passant par *Le Chœur des esclaves* ou *Jeunesse du monde*, de la rappeuse Keny Arkana, ce carnet rassemble vingt-quatre chants de lutte sélectionnés par quatre professeurs d'histoire-géographie, qui les contextualisent et les analysent.

Ils nous font redécouvrir des « classiques » : *Go Down Moses*, chanté par les esclaves africains ; *La Chanson des canuts*, d'Aristide Bruant ; *Le Temps des cerises*, mémoire musicale de la Commune de Paris ; *L'Internationale*, d'une classe ouvrière qui s'organise ; *Bella Ciao*, ode à la résistance antifasciste ; ou encore *Le Chant des partisans*. Figurent aussi des titres moins ou mal connus : *Départ des poissards de Paris pour Versailles*, marche des femmes pour ramener Louis XVI aux Tuileries ; *La Varsoviennne*, antistariste ; *Saluez, riches heureux*, complainte anarcho-syndicaliste reprise par les Penn Sardin ; *Saigon Bride*, que mit en musique et interpréta Joan Baez, contre la guerre du Vietnam.

SUZUY GAIDOUZ

POLITIQUE

Pillage du bien public

FONDÉ en 1926 par un professeur de comptabilité désireux de fournir au gouvernement et aux entreprises des solutions scientifiques aux problèmes les plus complexes, McKinsey & Company est devenu le cabinet de conseil le plus prestigieux du monde. Cette « organisation axée sur les valeurs », soucieuse de créer « un changement positif et durable dans le monde », engrange des revenus de plus de 10 milliards de dollars par an, tout en mettant en avant ses initiatives environnementales et sociales, et ses bonnes œuvres. Auréolée d'une réputation de professionnalisme et de rigueur, « la firme » reste cependant entourée de mystère. Elle a toujours refusé de dévoiler la liste de ses commanditaires (par ailleurs tenus par des accords de confidentialité) ou la nature de ses conseils.

D'où l'intérêt de l'enquête minutieuse de Walt Bogdanich et Michael Forsythe, du *New York Times*, qui explore le système, et met en relief le décalage entre le discours et la réalité (1). Ainsi McKinsey a adhéré au Pacte mondial (Global Compact) de l'Organisation des Nations unies (ONU) – qui énonce des grands principes auxquels souscrivent les entreprises signataires contre la corruption, en faveur des droits humains ou de l'environnement –, mais continue de compter parmi ses clients les gouvernements les moins recommandables et de travailler pour les plus grands pollueurs.

Depuis plus d'une décennie, les révélations embarrassantes se multiplient. En Afrique du Sud, durant la présidence de M. Jacob Zuma (2009-2018), McKinsey a été impliqué dans une vaste opération de pillage de fonds publics dans des compagnies d'électricité et de chemin de fer. Aux États-Unis, alors que quelque 47 000 personnes mouraient de surdoses de l'analgésique opioïde OxyContin, McKinsey recommandait au laboratoire Purdue Pharma, son fabricant, une stratégie pour en « booster » les ventes. Dans les deux cas, McKinsey s'est acquitté d'amendes importantes. Mais n'a pas reconnu sa culpabilité.

Tout en travaillant pour la plupart des géants de l'industrie pharmaceutique, sans compter les industries du tabac et du vapotage, le cabinet conseille également la Food and Drug Administration (FDA), l'agence qui les surveille et qui encadre leurs activités. Il a d'ailleurs toujours eu pour clients des organismes privés et publics qui sont en concurrence ou ont des visées divergentes. Il œuvre ainsi simultanément pour la société d'ingénierie chinoise chargée de construire des bases militaires dans les eaux contestées de la mer de Chine méridionale et le département de la défense américain, opposé à ces incursions. En Arabie saoudite, il entretient d'étroites relations avec le géant du pétrole Aramco, tout en jouant un rôle essentiel dans le projet « Vision 2030 »,

qui aspire à débarrasser le royaume de sa dépendance aux hydrocarbures. La firme multiplie les conflits d'intérêts, mais en tire un argument de vente supplémentaire (« Ce qui importe, c'est aussi ceux que nous connaissons et ce que nous savons »). Un autre volet de sa stratégie d'influence repose sur la diffusion de concepts destinés à faire école par le biais du McKinsey Global Institute, son think tank, qui a popularisé ses idées sur la titrisation des produits financiers, les délocalisations ou les moyens d'augmenter la rémunération des patrons.

La France a connu ses propres « affaires McKinsey », liées à la l'optimisation fiscale ou aux financements occultes de campagnes électorales. Elles ont fait l'objet de rapports accablants de la Cour des comptes et d'une commission d'enquête du Sénat (2). L'emprise des cabinets de conseil sur la sphère publique a pour origine le vaste projet d'économies budgétaires lancé en 2007 durant le quinquennat Sarkozy sous le nom de révision générale des politiques publiques (RGPP). Elle s'accéléra sous la présidence de M. Emmanuel Macron, dont M. Alain Minc, qui fut l'un de ses parrains politiques, dira : « C'est l'idole des consultants ! Tout simplement parce qu'il est comme eux. Il s'habille comme eux, il pense comme eux, il connaît leurs codes... » En pleine crise sanitaire, les missions à court terme se sont éternisées, les consultants se sont incrustés. Et l'État paie toujours deux fois : « la première pour que des cabinets l'incitent à rogner les budgets, la seconde pour que ces mêmes cabinets l'aident à suppléer les carences qu'ils ont eux-mêmes contribué à organiser (3) ». Les économistes Mariana Mazzucato et Rosie Collington de l'University College de Londres parlent d'une « grande arnaque », qui « affaiblit les entreprises et infantilise nos gouvernements » (4).

IBRAHIM WARDE.

(1) Walt Bogdanich et Michael Forsythe, *When McKinsey Comes to Town : The Hidden Influence of the World's Most Powerful Consulting Firm*, Doubleday, New York, 2022, 368 pages, 32,50 dollars.

(2) « Un phénomène tentaculaire : l'influence croissante des cabinets de conseil sur les politiques publiques », rapport de M^{me} Éliane Assasi, fait au nom de la commission d'enquête Cabinets de conseil, Sénat, 16 mars 2022, www.senat.fr ; « Le recours par l'État aux prestations intellectuelles de cabinets de conseil », Cour des comptes, 10 juillet 2023, www.ccomptes.fr. Lire aussi Simon Arambourou et Grégory Rzepski, « La réforme dévore ses enfants », *Le Monde diplomatique*, décembre 2022.

(3) Matthieu Aron et Caroline Michel-Aguirre, *Les Infiltrés. Comment les cabinets de conseil ont pris le contrôle de l'État*, Allary, Paris, 2022, 208 pages, 19,90 euros.

(4) Mariana Mazzucato et Rosie Collington, *The Big Con : How the Consulting Industry Weakens Our Businesses, Infantilizes Our Governments, and Warp Our Economies*, Penguin Press, New York, 2023, 368 pages, 30 dollars.

LITTÉRATURE

Voix des peines grecques

DE Georges Seféris à Odysseus Elytis, la littérature grecque contemporaine est mondialement célébrée pour ses poètes. Mais on peut aussi en fréquenter la prose, où se dévoile l'histoire populaire des XIX^e et XX^e siècles. Les *Doléances du fossyeur* (1) doivent beaucoup aux expériences de l'écrivain Emmanuel Roïdis (1836-1904), célèbre pour *La Papesse Jeanne*, que traduisit notamment Alfred Jarry. Politiciens corrompus et escrocs s'entendent à merveille pour dépouiller Argyris Zomas, autrefois heureux sur l'île de Syros, devenu fossyeur dans la banlieue d'Athènes. Ce court récit porte la trace de bien des déboires du jeune royaume de Grèce, notamment la faillite de la Compagnie française des mines du Laurion, qui en 1873 a englouti toute la fortune de l'auteur – et de son personnage. « *Maudite soit la politique !* », s'exclame Argyris, et bien d'autres Grecs après lui. Mais la colère et l'impuissance contre les profiteurs de toute sorte n'abolissent jamais le sens de l'humour. Les magnifiques gravures de Michéa Jacobi accompagnent avec justesse cette histoire grinçante.

Les enregistrements de l'ethnologue Maurice Born, réalisés en 1972, ont permis à Epaminondas Remoundakis (1914-1978) de raconter son tragique parcours (2) : une enfance dans la Crète adorée, l'enthousiasme de la vie d'étudiant à Athènes dans les années 1920 avec les réfugiés d'Asie mineure, les coups d'État qui se succèdent... mais les taches du mal qui rongent ses mains en font déjà un paria : « *Je me contentais de très peu, et ce qui était insignifiant pour les autres était pour moi plus que complet, car au fond de mon cœur, je ressentais mon séjour parmi les autres hommes comme une charité de leur part, ma vraie place se situant hors de la société des humains.* » Une nouvelle loi condamne le lépreux à l'enfermement : Remoundakis restera ainsi sur l'île de Spinalonga de 1936 à 1957. L'univers qu'il décrit évoque les camps de déportés politiques. Ses dernières années sont consacrées à la difficile lutte pour la

réintégration et la mémoire. Les photographies du recueil font voir ce que l'on cherchait à effacer de la société des hommes.

Le Cycle de la mort s'appuie aussi sur le réel (3). Ce roman de Thomas Korovinis (né en 1953), couronné en 2011 par le prix national du roman, s'inscrit dans la tradition naturaliste en partant d'un fait divers : l'arrestation du misérable Aristidis Pagratidis en 1963 alors qu'il tentait d'entrer dans un internat de jeunes filles. Salonique est encore sous le choc d'une série d'assassinats commis par un mystérieux « monstre de Seikh Sou » : c'est lui que l'on croit reconnaître en Aristidis, qui est exécuté au terme d'une parodie de procès en 1968. « *Maman, je suis innocent ! furent ses derniers mots.* » C'était une gageure pour la traductrice de s'attaquer à ce roman polyphonique, qui fait revivre la ville portuaire de Macédoine, ses milieux interlopes et ses organisations paramilitaires, à travers neuf personnages aux voix bien singulières, un gendarme, une chanteuse, un notaire, une bonne... L'auteur, passionné par les dialectes et les sociolectes grecs autant que par la langue turque, excelle à reconstituer la vie du peuple. Malgré l'évidence d'une langue quatre fois millénaire, en Grèce, la coexistence des patois et des argots est une expérience quotidienne : donner à les entendre, c'est faire surgir une dimension souvent ignorée de ce pays.

Ces vies minuscules sont comme des ombres ouvrant une profondeur derrière l'éblouissement de la lumière, de la mer et du marbre helléniques.

BAPTISTE DERICQUEBOURG.

(1) Emmanuel Roïdis, *les Doléances du fossyeur*, traduit du grec par Pascal Neveu, Héros-Limite, Genève, 2022, 64 pages, 14 euros.

(2) Spinalonga. *Vies et morts d'un Crétois lépreux*, traduit du grec par Maurice Born et Marianne Gabriel, Anacharsis, Toulouse, 2023, 384 pages, 12 euros.

(3) Thomas Korovinis, *Le Cycle de la mort*, traduit par Clara Nizzoli, avec des illustrations de Stamatias Laskos, Belleville Éditions, Paris, 2022, 250 pages, 20 euros.

DANS LES REVUES

□ **THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS.** Analyse de deux livres français sur les rats dans Paris ; l'attentat d'Oklahoma City en 1995 (168 morts) et l'essor d'un terrorisme d'extrême droite aux États-Unis ; l'Afrique au centre de l'histoire humaine ; contenir la Cour suprême sans la détruire. (Vol. LXX, n° 13, bimestriel, 9,95 dollars. – New York, États-Unis.)

□ **JACOBIN.** Ouvert par un entretien avec Noam Chomsky, ce numéro sur la guerre d'Irak revient sur le rôle des intellectuels néoconservateurs, souvent issus du trotskisme, sur l'absence de sanctions et sur le chanteur George Michael, un des rares opposants. (N° 50, été, trimestriel, 14,95 dollars. – New York, États-Unis.)

□ **HARPER'S.** Une analyse des nouvelles guerres de la science et de la remise en cause de l'autorité des experts, y compris médicaux, que la crise du Covid a révélées et envenimées. (Vol. 347, n° 2079, août, mensuel, 7,99 dollars. – New York, États-Unis.)

□ **NEW LEFT REVIEW.** La relation du Parti communiste chinois aux grandes administrations gouvernementales, et l'évolution de ces liens au cours de la période récente, pour aller au-delà des idées reçues sur l'État-parti monolithique. (N° 142, juillet-août, bimestriel, 12 euros. – Londres, Royaume-Uni.)

□ **THE TIMES LITERARY SUPPLEMENT.** Comment l'hyperinflation allemande de 1923 a contribué au putsch (raté) d'Adolf Hitler en novembre de cette même année ; la guerre franco-prussienne de 1870 et la naissance de l'Europe ; les pionnières du sport féminin. (N° 6277, 21 juillet, hebdomadaire, 4,50 livres sterling. – Londres, Royaume-Uni.)

□ **SURVIVAL.** Pourquoi la politique américaine de sanctions, souvent imitée par l'Europe, a échoué tout en attisant divers conflits dans le monde ; les Philippines de plus en plus proches du camp occidental ; quelles garanties de sécurité pour l'Ukraine ? (Vol. 65, n° 3, juin-juillet, bimestriel, abonnement annuel : 196 euros – Washington, DC, États-Unis.)

□ **THE DIPLOMAT.** Comment, dans les Républiques d'Asie centrale, la guerre en Ukraine a accéléré l'utilisation des langues nationales, au détriment du russe ; la nostalgie de la période coloniale s'est massivement emparée de Hongkong. (N° 104, août, mensuel, abonnement annuel : 30 dollars. – Washington, DC, États-Unis.)

□ **PROSPECT.** Les dysfonctionnements du système pénitentiaire britannique. Extraction de sables, éoliennes offshore, comment la famille royale tire profit de l'exploitation des eaux territoriales du Royaume-Uni, un bien commun. (N° 320, août-septembre, mensuel, 7,99 livres sterling. – Londres, Royaume-Uni.)

□ **LATIN AMERICAN PERSPECTIVES.** Peut-on qualifier le « bolsorisme » de « fascisme » sans suggérer qu'il a transformé le Brésil en « dictature fasciste », interroge Armando Boito ? (N° 248, vol. 50, janvier, mensuel, 51 dollars par an. Thousand Oaks, États-Unis.)

□ **MOYEN-ORIENT.** Un bilan géostratégique du Maghreb et du Machrek ; une tendance de fond : les régimes autocratiques demeurent contestés même s'ils ne lâchent pas prise. (N° 59, juillet, trimestriel, 10,95 euros. – Paris.)

□ **MAGHREB-MACHREK.** Sexualité et procréation dans le monde musulman. Une problématique qui fait le lien entre bioéthique et droits des femmes. (N° 252-253, deuxième semestre 2022, abonnement annuel : 86 euros. – Paris.)

□ **POLITIQUE AFRICAINE.** De nombreux pays africains sont traversés par des mouvements hostiles à l'éducation sexuelle, et favorables à la pénalisation de l'homosexualité (Ouganda, Cameroun, etc.). Ces courants se revendiquent des « traditions » et dénoncent l'impérialisme culturel occidental. Qu'en est-il vraiment ? (N° 168, 2022/4, trimestriel, 20 euros. – Paris.)

□ **MONDE CHINOIS.** « Civilité et désobéissance civile » à Taïwan, à travers la littérature. (N° 70-71, juillet, trimestriel, 30 euros. – Paris.)

□ **ASIE 21.** Net agrandissement de l'Institut américain (quasi-ambassade) à Taipei pour « renforcer l'engagement » des États-Unis ; total alignement de Paris sur Washington à propos de la Corée du Nord. (N° 174, juillet-août, mensuel. – Paris.)

□ **QUESTIONS INTERNATIONALES.** « La France dans le monde » : ce dossier fait le tour des forces et des faiblesses du pays. Une synthèse un peu timide sur les contradictions de l'engagement français dans la construction européenne. (N° 119-120, juin-septembre, bimestriel, 13,90 euros. – Paris.)

□ **PROJET.** Un dossier assez convenu sur la Chine, ses nombreuses atteintes aux libertés et ses ambitions géopolitiques. À noter l'enquête sur les journalistes chinois spécialistes des questions d'environnement. (N° 394, août-septembre, bimestriel, 13 euros. – La Plaine Saint-Denis.)

□ **INFLEXIONS.** Peut-on rire de l'armée, cette « société de plaisanteries » ? Les militaires ont-ils le sens de l'humour ? C'est la thématique explorée par la revue de l'armée de terre française avec notamment un article sur l'irréverence antimilitariste de Cabu. (N° 53, 2023/2, quadrimestriel, 13 euros. – Paris.)

□ **ALTERNATIVES SUD.** Points de vue du Sud sur la transition « verte » et les métaux « critiques » : une forme de colonialisme écologique puisera-t-il dans les pays en développement les ressources indispensables au maintien du train de vie occidental ? (Vol. XXX, n° 2023/2, trimestriel, 13 euros. – Louvain-la-Neuve, Belgique.)

LITTÉRATURE

Chanter le fantastique social

Boris Vian et Raymond Queneau aimaient ses livres. Juliette Gréco l'a chanté. Son nom évoque le « Quai des brumes » et des histoires de mauvais garçons. Mais, avec Pierre Mac Orlan, les vieilles histoires d'aventuriers et de paumés prennent la froide grandeur de mythes désillusionnés.

PAR GILLES COSTAZ *

Il s'appelait Pierre Dumarchey. Comme il aimait le Nord, les pays postés sur des rivages tempétueux, l'Écosse, il choisit de s'appeler Pierre Mac Orlan (1882-1970). Si plusieurs de ses romans maintiennent leur présence en collection de poche, l'univers qui constitua sa géographie personnelle, les grands thèmes de ses histoires ont été repoussés, sinon balayés, par le temps qui passe et s'accélère : la guerre de 1914-1918, le Montmartre du début du XX^e siècle, le romantisme du vagabond, du soldat et du marin, l'image de la femme contrainte à occuper un rang inférieur voire à s'adonner à la prostitution, la mythologie du corsaire et du pirate, la fascination pour les grandes cités et les villes portuaires. De quoi faire de celui qui fut longtemps reconnu, y compris par ses pairs, comme un écrivain unique et nécessaire un auteur «rétro», sinon rétrogradé.

Or l'intérêt de son œuvre à présent tient notamment à la mise à distance des clichés associés aux décennies d'avant la seconde guerre mondiale et qu'ont largement entretenus certains de ses contemporains. Montmartre au temps de la bohème, c'était un lieu d'enchantement ? Pas du tout, dit Mac Orlan, mais une terre de misère. L'attrait de l'aventure exotique, c'était une exaltation comme il n'en existe plus ? Nullement, répond l'homme au béret écossais et au perroquet dressé sur l'épaule. L'aventure active n'est que malheur et désillusion ; on doit lui préférer l'«aventure immobile», c'est-à-dire fictive. La population marginale qui défie lois et morale dans la clandestinité rayonne-t-elle de la poésie que lui attribuent peintres et écrivains ? En aucune façon, démontre-t-il. Les clandestins de la société ne sont qu'exploités et exploités, tels ses personnages qui survivent dans des bouges, des hôtels miteux ou des casernes abruptes.

Mac Orlan-Dumarchey ne peut revendiquer des origines prolétaires. Son père était un officier d'infanterie. Celui-ci étant mort jeune, le garçon fut élevé par un tuteur, inspecteur d'académie qui plaça cet enfant de Péronne (Somme) dans un lycée d'Orléans. En 1899, l'orphelin rompit les amarres et tenta, précisément, l'aventure dont il avait, alors, une idée galvanisante. Direction Paris. Là, il connaît la faim, cruellement. «Je portais à la main pour tout bagage un sac de toile qui contenait une paire de chaussures de rugby et quelques pièces d'habillement d'une valeur plus modeste», conte-t-il dans *Vlaminck* (1947). Il exerce divers métiers éphémères, pense surtout qu'il peut dessiner et vendre des dessins dans la rue. Il va partout où il peut aller : Londres, Bruges, Naples, la Tunisie... Une fois le service militaire accompli, il propose des bandes dessinées à Paris. Si elles sont publiées, un dessinateur, le grand Gus Bofa, dont il fait la connaissance en 1908, lui dit que les textes de ses dessins sont meilleurs que ses images, qu'il ferait mieux d'écrire. Mac Orlan dessinera toujours un peu au cours de sa vie, mais il se met au conte puis au roman humoristique. Il rencontre un certain succès, surtout avec *La Maison du retour écaurant* (1912), auquel, plus tard, Boris Vian aimera se référer. Le style est loufoque, blagueur, absurde. Le jeune écrivain gagne quelques sous et quelque estime. Mais la guerre le renvoie dans cette armée dont il prise la fraternité des humbles et un certain folklore.

En août 1914, il est incorporé dans l'infanterie. Il reste mobilisé pendant deux ans, puis, blessé, est soigné avant d'être rendu à la vie civile au moment de l'armistice. Pour lui, comme pour des millions de soldats, ces années sont terribles. On oublie souvent de faire figurer Mac Orlan parmi les grands écrivains qui ont témoigné de la guerre. On le classe loin derrière Maurice Genevoix, Roland Dorgelès, Henri Barbusse. À tort. *Les Poissons morts* (1917) narre d'une manière sèche et tendre à la fois la marche épuisante, illogique, angoissante, hébétée d'un régiment passant par la Lorraine, l'Artois, Verdun et la Somme. Il est dédié «aux morts du 269^e de ligne, mes camarades (1)».

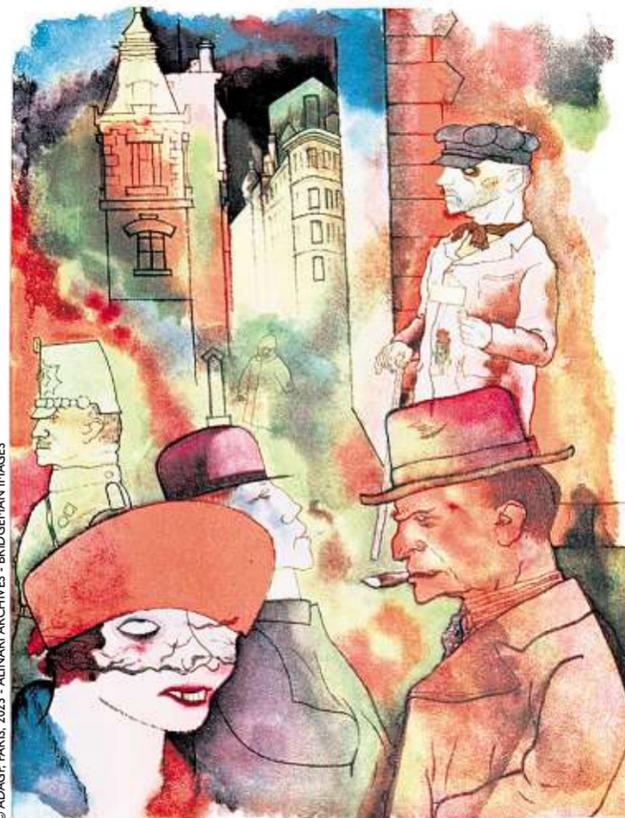
* Journaliste, président du comité et du prix Mac Orlan.

Bientôt, Mac Orlan affirme un talent fertile. Il continue d'explorer sa veine humoristique, revient sur les années de guerre, théorise certaines de ses idées (*Petit Manuel du parfait aventurier*, 1920), compose des poèmes en prose, décrit les cités où il a aimé vivre (*Brest*, 1926), salue les peintres qu'il affectionne (l'ensemble de ces essais sera réuni dans *Masques sur mesure* en 1937 et 1965) et donne libre cours à une ample inspiration romanesque pendant de longues années. Sa fiction est double : elle fouille les coins obscurs de la société qui change sous ses yeux (*Le Quai des brumes*, 1927) et réinvente un monde ancien, celui des boulingueurs bagarreurs sur les mers (*L'Ancre de miséricorde*, 1941). Pendant dix ans reporter – il interviewe petits et grands de ce monde, jusqu'à Benito Mussolini –, il met fin un jour à cette agitation et s'installe à Saint-Cyr-sur-Morin (en Seine-et-Marne), comme s'il ne voulait plus voir le malheur qu'il a vécu ou discerné dans ses errances sur une planète hantée, selon ses termes, par la folie du sang répandu. Il sera très silencieux pendant l'Occupation. Il mourra dans ce village, ayant reçu le Tout-Paris en cette campagne lointaine. Parmi les passants, Raymond Queneau, qui préface l'édition des *Œuvres complètes* en reliant Mac Orlan à Gérard de Nerval et en notant : «*Ce monde disparu de mauvais garçons et d'inquiétants personnages va prendre sa place à côté de celui des petites gens et des affranchis de Pétrone* (2).»

En réalité, l'écrivain s'isole progressivement de Paris après 1945. Élu à l'académie Goncourt en 1950, il revenait dans la capitale pour les réunions les plus inévitables. Mais il se replia de plus en plus, comme si la peur de la faim et de la violence ne le quittait pas et exigeait que les ponts soient un jour définitivement coupés. Cachait-il des épisodes de sa vie particulièrement traumatisants ? C'est vraisemblable. C'est ce qu'ont pu ressentir ses principaux biographes, Jean-Claude Lamy (*Mac Orlan, l'aventurier immobile*, Albin Michel, 2002) et Bernard Baritaud (*Mac Orlan, sa vie, son temps*, Droz, 1992). Mac Orlan lui-même confie dans *Chansons pour accordéon* : «*Plus je vieillissais, plus je tiens à garder pour moi les résultats de mes propres expériences qui ne sont pas encourageants*.» Toutefois, si l'on cherche des démêlés avec la police, on ne trouve guère que des fichiers pour avoir écrit des romans érotiques sous pseudonyme – ce qui faillit lui interdire la dignité de commandeur de la Légion d'honneur. En 1966, André Malraux sut tout de même la lui obtenir.

Mac Orlan a intitulé un recueil de ses nouvelles *Sous la lumière froide* et l'assemblage de ses écrits sur des lieux singuliers *La Lanterne sourde*. Il a appelé ses poésies «documentaires». Il s'est refusé à écrire un vrai livre de souvenirs et a baptisé ses textes chantés *Mémoires en chansons*, de façon que sa vie se résume et se concentre en quelques croquis de paysages intérieurs. Il place toujours une vitre entre la narration et l'émotion. Mais la lumière est-elle si froide, comme il le prétend ? Si la froideur est une technique, les sentiments humains sont bien là, tournés vers les soldats unis dans leurs souffrances, les enfants qui croient encore à leurs rêves, les fauchés qui ne savent de quoi demain sera fait. Ces miséreux ont beaucoup de lui-même, ils font des croquis qu'ils proposent aux bourgeois ou ils essaient d'écrire des livres. Si froideur, si glacis il y a, cela vient des sensations sous-jacentes à sa formule du «fantastique social», qu'il a imaginée et qui lui a été beaucoup empruntée. Cette formule amalgame d'une manière visionnaire les bouleversements techniques et sociaux d'un univers aux nouveautés menaçantes, d'une ère où ondes gravitationnelles, guerres aveugles et idéologies furieuses annoncent des tragédies inconnues. En ce sens, Mac Orlan, surtout dans certains de ses poèmes, est un observateur des métamorphoses industrielles et n'est pas très éloigné d'un Fernand Léger, qui, pourtant, ne figure pas parmi ses artistes frères, à la différence de Jules Pascin, Maurice de Vlaminck ou Pablo Picasso. N'est-il pas aussi, dans ce registre de la modernité des années 1920-1930, le scénariste du film de Marcel L'Herbier *L'Inhumaine* ?

La persistance de sa notoriété vient précisément du cinéma. Mais une bonne partie des malentendus aussi. *Le Quai des brumes*, en tant que roman, est



GEORGE GROSZ. – « At Dusk » (Au crépuscule), 1922

le geste d'un marginal qui vit au jour le jour sur la butte Montmartre et trouve une mort espérée dans un régiment de l'est de la France. Réalisé par Marcel Carné, scénario de Jacques Prévert, le film *Quai des brumes* – avec Jean Gabin, Michèle Morgan, Michel Simon... – est l'histoire d'un déserteur qui, au Havre, cherche à quitter la France par la mer. En passant du «fantastique social» de l'auteur au «réalisme poétique» du réalisateur, l'objet n'a plus tout à fait le même goût. Davantage de passion brûlante chez Prévert et Carné. Des sentiments incertains, troubles, étouffés chez Mac Orlan. Et aucunement ce romantisme de l'aventure que d'autres cinéastes (Julien Duvivier, par exemple, pour *La Bandera*) sont également allés chercher chez lui.

C'EST par la chanson que l'on peut entrer aussi dans l'œuvre macorlanienne, ou bien en sortir pour en prolonger en soi-même les vibrations étranges. Les grandes chanteuses des années 1950-1960, Germaine Montero, Monique Morelli, Catherine Sauvage, Juliette Gréco, et des musiciens comme Lino Leonardi ou Léo Ferré s'en sont emparés pour sublimer le genre réaliste. Elles continuent d'être reprises par de jeunes chanteurs. *La Chanson de Margaret*, *Le Pont du Nord*, *La Fille de Londres* saisissent instants et états d'âme. Leurs personnages sont généralement des femmes, leur univers un monde soldatesque désenchanté et pourtant admiré comme un refuge plus chaleureux que les autres havres pour déshérités. Les regrets y tournent en valse ou en goulantes. Mille secrets intimes s'y cachent et leurs mots sont parfois argotiques ou antiques : «*Je n'ai plus rien en survivance/Et quand je bois un coup d'trop/Je sais que ma dernier' chance/sera de faire un trou dans l'eau*.» La pudeur s'y laisse déborder par les trébuchements d'un cœur qui semble sortir malgré lui de l'ombre.

De ses *Chansons pour accordéon*, Pierre Mac Orlan disait : «*Elles furent écrites pour me libérer de cette mélancolie vague qui naît des documents perdus et d'œuvres oubliées. Elles sont les résultats particuliers de mes expériences : celles qui peuvent entretenir la sagesse des camps et des routes, parcourues à pied*.» À pied. Mac Orlan, c'est le monde, la misère et la souffrance vus à la hauteur d'un fantassin de petite taille.

Comme l'écrivait Queneau, tous ceux qui «négligent les modes littéraires» et gardent un vrai amour «pour les ressources des vies imaginaires et les vertus d'une mémoire réactivée» continueront à saluer Mac Orlan, ses pirates et gentlemen de la nuit, ses visions de pluie sur les solitaires.

(1) *Les Poissons morts*, illustré de dessins de David B., Liénart, Paris, 2018.

(2) Raymond Queneau, préface à Pierre Mac Orlan, *Œuvres complètes*, édition établie par Gilbert Sigaux, Editio Service - Le Cercle du Bibliophile, Genève, 1969, en vingt-cinq volumes. La majeure partie des livres de Mac Orlan a paru chez Gallimard dans la collection «Folio».

DANS LES REVUES

□ **LAVA.** Une comparaison entre La France insoumise et le Parti du travail de Belgique relève la nature très différente de leurs structures partisanes. L'intersectionnalité remet-elle en cause les racines rationnelles et universelles du mouvement social ? Nouvelle guerre froide contre la Chine. (N° 25, été, trimestriel, 15 euros. – Bruxelles, Belgique.)

□ **SOCIOLOGIE.** Un hommage à Michel Pinçon, «fils d'ouvrier devenu sociologue de la grande bourgeoisie». Quatre enquêtes sur l'expérience du confinement éclairées par une introduction indispensable pour mettre en perspective cette ethnographie sur le vif. (Vol. XIV, n° 2, trimestriel, abonnement annuel : 75 euros. – Paris.)

□ **INSERM, LE MAGAZINE.** Un dossier sur les maladies du sang et les traitements disponibles. Une question fondamentale : l'intelligence artificielle va-t-elle remplacer le diagnostic médical ? (N° 57, juillet, gratuit. – Paris.)

□ **PRESCRIRE.** Surfacturation, aggravation de l'inégalité d'accès aux soins, non-respect des règles de consentement du patient, perte de compétences des médecins : les dérives possibles de la téléconsultation. (N° 478, août, mensuel, 55 euros. – Paris.)

□ **CARTO.** Géopolitique du sexe : la France, deuxième pays producteur de films pornographiques. Frénésie immobilière et vote indépendantiste en Corse. Gros plan sur le Yémen, entre insécurité alimentaire et division politique. (N° 78, bimensuel, juillet-août, 10,95 euros. – Paris.)

□ **URBANISME.** La représentation du territoire. Que va devenir la carte en papier ? À quoi sert encore l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) ? Pourquoi ce regain d'intérêt pour la cartographie dans les luttes militantes ? (N° 432, juillet-août, huit numéros par an, 20 euros. – Paris.)

□ **HUMAINS.** Le «magazine chrétien des droits de l'homme» publie un article sur la répression en Iran. Également : un dossier sur la manière dont la culture interroge les atteintes aux droits humains. (N° 30, juillet, trimestriel, 5 euros. – Paris.)

□ **EUROPE.** La revue à 100 ans. Pacifiste puis antifasciste, toujours internationaliste, elle défend depuis sa fondation, sous l'égide de Romain Rolland, une politique de la littérature ouverte aux écrivains du monde entier, publiant dès les années 1920 Maxime Gorki, Virginia Woolf, William Butler Yeats, John Dos Passos ou Tagore. (Hors-série, automne, 22 euros. – Paris.)

□ **PLEIN DROIT.** Un dossier sur les étrangers et la mort aborde la problématique du lieu d'inhumation ; l'excès de mortalité parmi les immigrés en raison de la pandémie de Covid-19 ; les violences policières en Espagne contre les vendeurs à la sauvette sénégalais. (N° 137, juin, trimestriel, 12 euros. – Paris.)

□ **LE COMBAT SYNDICALISTE.** Les ravages de l'administration du revenu de solidarité active (RSA) par le conseil départemental de l'Aveyron. Entretien avec le chercheur et militant Mathias Quééré, auteur d'un ouvrage sur l'histoire du Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR). (N° 483, juillet-août, mensuel, gratuit. – Paris.)

□ **SOCIALTER.** Un dossier sur le sabotage, du moyen d'action ouvrier au désarmement prôné par les Soulèvements de la Terre (N° 59, août-septembre, bimestriel, 7,50 euros. – Paris.)

□ **CONTRETEMPS.** Les errements économiques des péronistes en Argentine. Débats sur le legs théorique du guérillero Ernesto «Che» Guevara. (N° 58, juillet, mensuel, 15 euros. – Paris.)

□ **L'EMPAILLÉ.** Retour sur l'exode urbain, quand les rentiers font main basse sur certaines campagnes. Dans les Pyrénées audoises ou les Cévennes, de plus en plus de précaires investissent camions, yourtes et cabanes. (N° 10, été, trimestriel, 3 euros. – Marciac-Vallon.)

□ **DIFFÉRENCES.** La revue du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) publie un dossier sur les reliques du colonialisme français avec, entre autres, un article sur la nécessité de «décoloniser le lexique sur l'Outre-mer». (N° 326, juillet, trimestriel, 6 euros. – Paris.)

□ **LES ALLUMÉS DU JAZZ.** Un article sur... la casserole, instrument utilisé dans divers types de musique (free jazz, jazz modal, rock psychédélique) et outil de contestation susceptible d'être confisqué aux abords d'une manifestation en France. (N° 44, juin, 5 euros. – Le Mans.)

□ **TEMPURA.** Un entretien avec le peintre Aki Kuroda ; un reportage dans un vieux quartier de Tokyo qui résiste à la gentrification ; le rapport des Japonais au patrimoine qui peut les conduire à démolir un vieux temple pour le reconstruire à l'identique. (N° 14, printemps, trimestriel, 16 euros. – Paris.)

□ **STRATE(S).** Cette revue du Centre national d'études spatiales (CNES) exhume des archives visuelles liées à la conquête de l'espace au XX^e siècle : l'exposition de Moscou en 1927 consacrée aux progrès de la cosmonautique, la fusée postale allemande, l'aménagement de la station Mir, la fabrication des ballons stratosphériques. (N° 2, 2022, abonnement annuel : 20 euros. – Paris.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues :

www.monde-diplomatique.fr/revues

L'éthique protestante et l'esprit « woke »

PAR IAN BURUMA *

NUL ne s'accorde sur la signification du mot « woke » – terme américain qui signifie littéralement « éveillé » et désigne les personnes politisées autour des questions d'inégalités raciales et sociales. Les débats qu'il suscite font souvent office de test d'éveil moral et spirituel. C'est pourquoi le linguiste américain John McWhorter qualifie d'Élus ces évangélistes de l'antiracisme. Les Élus, écrit-il, « se considèrent eux-mêmes comme ayant été choisis (...) et ayant compris quelque chose que la plupart n'ont pas saisi (1) ».

Appréhender le wokisme comme un phénomène essentiellement protestant permet d'identifier la logique qui sous-tend certains rituels devenus monnaie courante ces dernières années : en particulier, l'excuse publique. À la différence des catholiques, qui se confessent en privé à leur prêtre afin d'obtenir l'absolution, nombre de protestants choisissent d'affirmer haut et fort leur vertu en se confessant publiquement. La scène n'est que trop familière : un homme, ou parfois une femme, énonce une opinion ou un mot perçus comme offensants ; il ou elle présente alors ses excuses devant tout le monde et propose de faire pénitence.

Le rituel de l'aveu public apparaît en Europe à la faveur de la Réforme. Alors que juifs et catholiques intègrent leurs communautés religieuses par des cérémonies durant leur enfance, beaucoup de protestants, à la manière des anabaptistes, déclarent leur foi en présence de leurs coreligionnaires adultes, parfois au cours de ce qu'ils appellent un récit de conversion. Que l'on songe à Elmer Gantry, le personnage éponyme du roman de Sinclair Lewis. Charlatan évangélique, Gantry est à la fois un pêcheur en série et un compulsif de la confession. Dans les dernières pages du livre, il implore une nouvelle fois le pardon pour ses innombrables péchés en vue de réintégrer les rangs des dévots, avant d'aller lorgner les « chevilles charnantes » d'une jeune choriste.

Chaque dimanche, les télévangélistes invitent ainsi leurs ouailles à s'avancer les bras en l'air et à confesser leurs péchés devant des millions de spectateurs, pour les prier ensuite de s'acquitter d'une contribution financière. C'est le même spectacle auquel on assiste depuis des décennies dans des émissions télévisées plus séculières, comme « The Oprah Winfrey Show », où des animateurs font passer à confesse les stars fourvoyées du cinéma.

Dans son livre *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, le sociologue Max Weber observe que le protestantisme poursuit un idéal plus exigeant que la simple accumulation de bonnes actions personnelles dont se satisfait le catholicisme. Dans le modèle réformé, l'âme ne trouve son salut que dans « un contrôle de soi systématique qui place à

chaque instant le croyant devant l'alternative de l'élection et de la damnation ». Jamais l'Élu ne cesse de signaler sa vertu.

Pour Weber, l'objectif protestant de la perfection éthique se caractérise par l'« esprit du travail acharné », lequel ne consiste pas seulement, pour chacun, à accumuler des richesses par l'effort, mais aussi, ce faisant, à œuvrer spirituellement pour son amélioration morale. Weber était parfaitement conscient de l'intolérance qu'une telle posture pouvait susciter. « Pour les élus – saints par définition –, écrit-il, la conscience de la grâce divine, loin d'impliquer à l'égard des péchés d'autrui une attitude secourable et indulgente fondée sur la connaissance de sa propre faiblesse, s'accordait avec une attitude de haine et de mépris pour celui qu'ils considéraient comme un ennemi de Dieu, marqué du sceau de la damnation éternelle. »

En 1964, l'historien Richard Hofstadter identifiait le « style paranoïaque » comme l'un des marqueurs de la vie politique américaine, dont les acteurs tendaient à métamorphoser tout conflit social en un « match de catch spirituel entre le bien et le mal » (2). Dans les pays majoritairement peuplés de protestants, les signes d'un statut social plus élevé correspondaient au sentiment d'avoir été élu en raison de sa vertu.

Voyez ces dignitaires au visage pincé dans les peintures hollandaises du XVII^e siècle, solennellement regroupés autour de tables en bois de chêne, dans leurs sobres costumes noirs et leurs fraises blanches, administrant la charité aux pauvres méritants. Certains parmi eux tirent peut-être leur fortune du commerce avec les plantations esclavagistes du Brésil et d'autres colonies néerlandaises, ou plus directement, dans le négoce des esclaves. Mais, en calvinistes stricts, nul doute qu'ils se considéraient eux-mêmes comme touchés par la grâce divine en récompense de leur rectitude morale.

Parmi leurs équivalents contemporains apparaîtrait certainement M. Philip Knight, le cofondateur de Nike, qui a validé une campagne publicitaire contre le racisme mettant en vedette le joueur de football américain Colin Kaepernick, avant de financer certains des élus républicains les plus droitiers. Il couloierait à la même table M. Jeff Bezos, dont la compagnie, Amazon, a accroché sur la page d'accueil de son site Internet une bannière Black Lives Matter tout en continuant de vendre ses logiciels de reconnaissance faciale à la police.

Aujourd'hui, l'Élu tend à opérer presque exclusivement dans les institutions d'élite : des banques et multinationales aux plus prestigieuses fondations culturelles, aux musées et aux organisations médicales, en passant par les grands journaux et les magazines littéraires. Il est devenu pour ainsi dire obligatoire, pour toute entreprise figurant parmi les cinq cents plus



RAYK GOETZE. – « Frohe Botschaft » (Bonne nouvelle), 2008

grosses capitalisations boursières, de publier une charte de la diversité, de l'équité et de l'inclusion (DEI) professant les valeurs les plus respectables, sans se soucier le moins du monde de la distance qui la sépare de cette profession de foi. « Nous sommes sur le chemin qui mène de la conscience à l'engagement pour l'action », annonce PepsiCo ; « La diversité et l'inclusion sont la fondation de notre culture et reflètent les valeurs qui nous poussent à faire ce qui est juste », assure Lockheed Martin ; « Depuis longtemps nous nous engageons à promouvoir l'inclusion, la diversité et l'équité », proclame Goldman Sachs. Aussi creux que puissent paraître ces mots dans la bouche d'un vendeur de junk food, d'un marchand d'armes ou d'une banque d'investissement, ce qui compte, c'est qu'ils soient récités, comme dans la liturgie protestante, en public.

LA même hypocrisie règne dans les écoles privées haut de gamme, comme Dalton à Manhattan, qui se caractérise à la fois par des frais de scolarité exorbitants (jusqu'à 61 000 dollars), et par la présence de trois « officiers diversité » à plein temps, d'une équipe de psychologues formés au « stress traumatique racial » et de formations antipréjugés à destination des parents et des étudiants. L'université d'Amherst, dans le Massachusetts (jusqu'à 66 000 dollars), invite ses employés et étudiants blancs à suivre un programme « d'activités introspectives et d'actions concrètes pour amorcer et approfondir le travail de l'antiracisme ». Dans ces enseignements, le « privilège blanc » constitue le péché originel. Riche ou pauvre, on est né avec. Une personne blanche ne sera considérée comme antiraciste qu'à la condition de confesser sa culpabilité, à l'instar de ces protestants qui expient le fait d'être nés dans le péché.

Il est certes plus facile de procéder à ces rituels – recruter des experts en diversité, multiplier les formations, tromper des déclarations pleines de noblesse – que de payer des impôts pour améliorer les écoles et les services publics. S'interrogeant sur l'incompréhension des Blancs de gauche devant l'adhésion

d'hommes et de femmes noirs au mouvement des Black Muslims dans les années 1960, James Baldwin note que « les positions des progressistes n'avaient que peu de rapport avec les perceptions, la vie et les connaissances des Noirs, et révélaient finalement leur disposition à parler sur et en faveur du Noir en tant que symbole ou victime, mais aussi leur incapacité à voir en lui un homme (3) ». Une discussion déconnectée des conditions matérielles où toute chose ou presque se trouve réduite à la fonction de symbole indique qu'on a affaire à une mentalité protestante, et non plus à un débat politique.

Ce n'est pas seulement la richesse qui distingue l'Élu : M. Donald Trump et ses soutiens milliardaires sont assurément plus fortunés que les professeurs d'université ou les conservateurs de musée. Pour les héritiers contemporains de l'éthique protestante, l'importance du statut se définit par la qualité des opinions exprimées sur les questions sociales et culturelles. Cela

découle d'une évolution plus générale à gauche : la défense des intérêts économiques de la classe ouvrière cède le pas à la promotion de causes culturelles et sociales. Cette évolution, visible surtout dans les pays occidentaux, a coïncidé avec l'affaiblissement des syndicats.

La mondialisation, incontestablement, a profité à de nombreuses personnes – non seulement aux présidents-directeurs généraux, mais aussi aux professeurs, écrivains, cinéastes, journalistes, comédiens, organisateurs de conférence, gestionnaires de fondation et conservateurs de musée, c'est-à-dire à ceux-là mêmes qui composent la grande majorité des Élus. J'en fais moi-même partie. En tant que journaliste international, j'apprécie les bénéfices apportés par le monde cosmopolite dans lequel je vis, avec sa politique migratoire généreuse, sa liberté d'entreprendre et ses populations urbaines hétérogènes qui enrichissent l'offre culturelle et culinaire. Je pense que les accords commerciaux internationaux sont généralement une bonne chose et je soutiens l'Union européenne. Mais tous n'en profitent pas.

Comme le dit le penseur marxiste noir Adolph Reed Jr, « si la seule injustice contre laquelle il faut lutter est la discrimination, il n'est plus de base sur laquelle penser l'inégalité économique comme un problème. C'est ce qui en train de se produire dans une société de plus en plus inégalitaire (4) ». Répondre au défi d'améliorer l'éducation publique et le système de santé, ou introduire des réformes fiscales en vue d'une meilleure redistribution, favoriserait davantage les pauvres et les personnes marginalisées que des démonstrations de vertu.

(1) John McWhorter, *Woke Racism. How a New Religion Has Betrayed Black America*, Penguin Random House, New York, 2021.

(2) Lire Richard Hofstadter, « Le style paranoïaque en politique », *Le Monde diplomatique*, septembre 2012.

(3) James Baldwin, *The Fire Next Time*, Dial Press, New York, 1963.

(4) Adolph Reed Jr, « The perils of race reductionism », *JSTOR Daily*, 28 avril 2021, <https://daily.jstor.org>

SOMMAIRE

PAGE 2 :
Courrier des lecteurs. – Coupures de presse.

PAGE 3 :
De l'opportunisme en diplomatie, par **PIERRE HAZAN**.

PAGES 4 ET 5 :
Singapour, l'envers d'un décor futuriste, par **MARTINE BULARD**.
– Une transition mouvementée (**M. B.**).

PAGE 6 :
Pourquoi tous ces putschs, suite de l'article d'**ANNE-CÉCILE ROBERT**.

PAGE 7 :
Requiem pour la gauche américaine, par **SERGE HALIMI**.

PAGES 8 ET 9 :
« Téhéran », terre d'exils iraniens, par **CÉDRIC GOUVERNEUR**.

PAGE 10 :
Le grand écart de la neutralité autrichienne, par **FABIAN SCHEIDLER**.

PAGE 11 :
Des céréales ukrainiennes au goût amer, par **CORENTIN LÉOTARD**.

PAGES 12 ET 13 :
Comment assurer une mort digne pour tous, par **PHILIPPE DESCAMPS**. – « Je veux pouvoir choisir », par **JEAN-CLAUDE GAST**.

PAGES 14 ET 15 :
Trieste, la conscience d'une frontière, par **JEAN-ARNAULT DÉRENS ET LAURENT GESLIN**.

PAGE 16 :
Brève histoire des rugbys, par **NINA DUPEUX ET GRÉGORI RZEPSKI**.

PAGES 17 À 20 :
DOSSIER : 1973, ANNÉE DE CHOCS. – L'heure de gloire des non-alignés, par **AKRAM BELKAÏD**. – Deux spectres hantent le Chili, par **FRANCK GAUDICHAUD**. – Et l'Uruguay devint une prison, par **DANIEL GATTI ET ROBERTO LÓPEZ BELLOSO**. – Quand les travaillistes réclamaient un Brexit, par **AGNÈS ALEXANDRE-COLLIER**.

Septembre 2023

PAGE 21 :
L'émeute, entre jacquerie et carnaval, par **LOÏC WACQUANT**.

PAGES 22 ET 23 :
Les pédagogies alternatives sauveront-elles l'école?, suite de l'article de **LAURENCE DE COCK**.

PAGES 24 À 26 :
LES LIVRES DU MOIS : « Kramp », de Maria José Ferrada, par **CARLOS PARDO**. – « Le Livre d'Ebenzer Le Page », de Gerald Basil Edwards, par **MARIE-NOËL RIO**. – Artisans du journalisme, par **JEAN STERN**. – Afropop et cultisme, par **JEAN-CHRISTOPHE SERVANT**. – Manèges, théâtres, gratte-ciel, par **HÉLÈNE YVONNE MEYNAUD**. – Pillage du bien public, par **IBRAHIM WARDE**. – Voix des peines grecques, par **BAPTISTE DERICQUEBOURG**. – Dans les revues.

PAGE 27 :
Chanter le fantastique social, par **GILLES COSTAZ**.